

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 5 août 1992, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au statut et au contrôle des établissements de crédit", et en ayant délibéré en ses séances des 28 septembre, 5 octobre, 8 octobre, 12 octobre, 15 octobre, 19 octobre, 22 octobre, 26 octobre et 29 octobre 1992, a donné le 29 octobre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 augustus 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op het statuut en de controle van de kredietinstellingen", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 28 september, 5 oktober, 8 oktober, 12 oktober, 15 oktober, 19 oktober, 22 oktober, 26 oktober en 29 oktober 1992, en op 29 oktober 1992 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Maintien ou suppression de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

Les articles 111 à 121 modifient et abrogent partiellement l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Il ne subsistera, dès lors, dans cet arrêté, que huit articles dont un seul n'est pas modifié par le présent projet. Il n'y a guère d'utilité à placer ces huit articles sous l'intitulé "Modifications de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs", alors que la majeure partie du texte sera l'oeuvre du législateur.

Il est donc proposé d'insérer dans le présent projet un titre nouveau comprenant ces huit articles.

Ceci est d'autant plus recommandable que de nombreuses dispositions du projet font référence aux articles modifiés de l'arrêté royal n° 185.

II. Pouvoir réglementaire de la Commission bancaire et financière.

1. Le projet de loi soumis à la section de législation contient de très nombreuses attributions du pouvoir réglementaire. On en dénombre au moins trente-six.

.../...

La moitié de celles-ci sont prévues en faveur du Roi, généralement sur avis de la Commission bancaire et financière, et les autres attributions sont en faveur de la Banque nationale ou de la Commission bancaire et financière. Ce partage est loin de répondre au degré d'importance des normes réglementaires projetées.

2. Le projet de loi prévoit trois attributions de pouvoir réglementaire en faveur de la Banque nationale, aux articles 91, § 2, et 92, alinéa 3, sur délégation du Roi et directement par la loi à l'article 92, alinéa 1er.

La Commission bancaire et financière, bénéficie de treize attributions du pouvoir réglementaire directement par l'effet de la loi, sans intervention royale aux articles : 8, 23, § 2, 2^o, 27, § 3, 28, alinéa 2, 44, alinéa 1er, 45, 49, § 2, alinéa 5, 55, alinéa 1er, 68, 71, alinéas 1er et 2, 74, § 2, 86, alinéa 2.

Le pouvoir conféré à la Commission bancaire et financière est à ce point important que les manquements à ses règlements sont punis, tout comme le sont les manquements aux arrêtés royaux d'exécution (1).

(1) Il s'agit de peines administratives pouvant aller jusqu'à une astreinte de 10.000 francs à 1 million de francs, par jour (article 103) et jusqu'au retrait de l'agrément (article 57, § 1er). En outre, des peines d'emprisonnement et d'amendes sont prévues à l'encontre des administrateurs, gérants, directeurs d'établissements de crédit et des autres personnes visées au projet, qui contreviennent aux arrêtés et règlements de la Commission, prévus par les articles 43 et 49, § 2, alinéa 5, du projet (article 104, 4^o).

L'attribution du pouvoir réglementaire à une autorité autonome, si respectable soit-elle, se heurte à notre système constitutionnel.

L'article 25, alinéa 2, de la Constitution exige en effet que les pouvoirs soient exercés de la manière établie par la Constitution elle-même.

Il importe de rappeler à ce sujet que le pouvoir normatif est confié, pour les normes essentielles, aux diverses assemblées législatives agissant en collaboration avec leur pouvoir exécutif et, pour les normes subordonnées, au pouvoir exécutif organisé aux divers échelons de nos structures fédérales. Sur le plan national, le pouvoir normatif subordonné est attribué par la Constitution au Roi, agissant sans habilitation spéciale pour la mise en application, nécessaire, des lois (article 67) ou agissant en vertu d'une attribution par la loi du pouvoir réglementaire (article 78). En dehors de ces cas, il est apparu qu'en raison de la symbiose fonctionnelle existant entre le Roi et son Gouvernement et en raison de la responsabilité des ministres devant les élus de la Nation (articles 63, 64 et 89 de la Constitution), on pouvait admettre que le Roi attribue à un ministre déterminé le soin d'arrêter des mesures de détail facilitant la mise en oeuvre des normes établies par la loi et par arrêté royal.

Souvent les recommandations du Conseil d'Etat sur le sujet, ont été méconnues sous le prétexte que l'entorse apportée à ces règles constitutionnelles avait un ou plusieurs précédents. Cet argument, dans notre système de droit, est dénué de toute valeur juridique.

.../...

Outre son inconstitutionnalité, l'attribution du pouvoir réglementaire à une autorité autonome présente des inconvénients importants, illustrés par les exemples qui suivent. Il n'y aura pas de contrôle parlementaire direct sur les arrêtés et règlements de la Commission bancaire et financière qui ne sont pas des arrêtés royaux ou ministériels. En cas de contradiction ou de conflit entre des dispositions réglementaires, la place des arrêtés de la Commission bancaire et financière dans la hiérarchie des normes est incertaine. A cet égard, on peut relever que l'article 32, § 8, du projet prévoit que les règlements de la Commission bancaire et financière pris en application de l'article 43 (fixation des ratios), prévalent sur les dispositions législatives de l'article 32 du projet. L'obligation légale de publication des arrêtés royaux et des arrêtés ministériels, prévue par l'article 6 de la loi du 31 mai 1961, ne s'applique pas aux arrêtés et règlements des commissions administratives. Dès lors, la publication de ces derniers est facultative. Enfin, les projets d'arrêté ou de règlement ne seront pas soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat et ne pourront être vérifiés sur les plans de la légalité et de la légistique, ni sur celui de la concordance linguistique entre les deux versions.

3. Deux attributions du pouvoir réglementaire au profit de la Commission bancaire et financière prévoient que les arrêtés ou règlements de la Commission seront approuvés par le Ministre des Finances et le Ministre des Affaires économiques (articles 43, alinéa 1er, et 52). Cette procédure ne peut cependant être considérée comme satisfaisante en ce qu'elle enlève au Roi et aux ministres considérés, le

.../...

pouvoir d'initiative qui est essentiel pour la poursuite d'une politique financière.

Déjà en 1966, le Conseil d'Etat a observé ce qui suit :

"... une pareille attribution de pouvoir offre l'inconvénient de laisser le Gouvernement impuissant en cas de carence de la Commission bancaire et financière. Le projet, en effet, ne confère aux deux ministres qu'un simple pouvoir d'approbation et ne leur donne aucun pouvoir d'initiative" (1).

4. En conclusion, il convient de revoir le projet en ce qu'il attribue un pouvoir réglementaire à des autorités administratives autonomes afin de rendre au Roi le pouvoir qui est le sien en vertu de la Constitution.

III. Pouvoirs de la Commission bancaire et financière d'accorder des dérogations.

Le projet de loi tend à attribuer à la Commission bancaire et financière à plusieurs reprises, le pouvoir d'accorder des dérogations ou des dispenses d'application de la loi ou d'arrêtés d'exécution.

Il s'agit notamment de :

(1) Avis du Conseil d'Etat sur un projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935, (L. 9672, doc. Sénat, 1965-1966, n° 289, p. 13).

- 1° dérogations à la loi, dans l'article 23, § 2, alinéa 2, 2°; l'article 27, § 3; l'article 32, § 6, alinéa 1er; l'article 60, alinéa 1er; l'article 132, 6° (article 217, 3°, de la loi du 17 juin 1991, en projet);
- 2° dérogations à des arrêtés royaux et règlements, article 44, alinéa 4; article 49, § 6; article 133 (article 7 de l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967, en projet);
- 3° dérogations à ses propres arrêtés : article 43, alinéa 6; article 44, alinéa 4; article 49, § 6.

En outre, la Commission bancaire et financière peut conclure avec d'autres autorités de contrôle des conventions qui peuvent dispenser de l'application de la loi; c'est le cas dans l'article 83, alinéa 3 et dans l'article 120 qui contient l'article 40bis, § 8, alinéa 2 de l'arrêté royal n° 185, en projet (1).

Dans les directives 77/780, 89/646 et 92/30/CEE, on ne trouve pas de dispositions autorisant des dérogations spéciales, hormis l'article 12, § 5, de la directive 89/646/CEE qui permet des dépassements de proportions de participations "dans des circonstances exceptionnelles". L'article 32, § 6, alinéa 1er, du projet de loi qui met en oeuvre l'article 12, § 5, de la directive précitée prévoit

(1) Voir sur ce point, l'observation sous l'article 83 du projet de loi.

que des dérogations à la détention temporaire de droits d'associés peuvent être accordées par la Commission bancaire et financière dans "des cas spéciaux".

Une seule condition est mise à l'exercice du pouvoir de dérogation, c'est l'existence d'un cas spécial. Aucune autre limite n'est mise au pouvoir de dérogation de la Commission bancaire et financière et l'exercice de ce pouvoir n'est soumis par le projet au respect d'aucune condition de forme. La décision de la Commission ne doit pas être publiée et son appréciation du cas spécial restera discrétionnaire sous réserve du recours auprès du Ministre des Finances prévu par les articles 12, 34, 56 et 57 du projet de loi.

Comme la notion de "cas spécial" n'est pas définie et qu'aucun critère énoncé dans la loi ne permet de déterminer quel cas répond à cette notion, l'attribution à la Commission bancaire et financière du pouvoir d'autoriser des dérogations dans des cas spéciaux, délègue à une autorité administrative - dont la responsabilité ne peut pas être mise en cause devant les chambres législatives - le soin de fixer la mesure dans laquelle l'ensemble d'une réglementation arrêtée par le législateur ou par le Roi est ou non obligatoire pour les établissements qu'elle vise.

Cette faculté de faire échec à l'application à la loi porte non seulement atteinte au caractère général de la norme légale mais aussi au principe de l'égalité devant la loi.

.../...

L'observation faite ci-dessus vaut a fortiori pour les dérogations qui sont prévues sans aucune limite , pas même celle du cas spécial.

De plus, il est juridiquement inadmissible qu'en de nombreux endroits, notamment les articles 43, 44 et 49 du projet de loi, celui-ci attribue à la Commission bancaire et financière le pouvoir de déroger à des arrêtés royaux ou à des règlements futurs avant que le législateur n'en connaisse la substance et puisse juger de la nécessité d'y déroger et d'habiliter une autorité à le faire.

Enfin, si suivant l'article 67 de la Constitution, le Roi, dans l'exercice de son pouvoir réglementaire ne peut pas suspendre l'application de la loi, une autorité administrative ne peut évidemment pas décider une telle suspension. Seul le pouvoir exécutif pourrait recevoir une autorisation législative d'user d'un aussi large pouvoir de dérogation en respectant les limites fixées par le législateur dans le texte du projet.

En conséquence, les textes précités doivent être fondamentalement revus.

IV. Pouvoirs spéciaux accordés au Roi.

L'article 134 du projet, qui tend à insérer un article 27bis dans l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation, donne au Roi le pouvoir, d'une part, de "modifier les lois relatives

.../...

aux entreprises et opérations financières" et, d'autre part, d'abroger l'arrêté royal n° 43 précité "lorsqu'aucune entreprise n'y sera plus soumise".

L'article 143 du projet donne au Roi le pouvoir de modifier ultérieurement la loi en projet, afin de l'adapter "aux obligations découlant pour la Belgique d'accords ou de traités internationaux".

En tant qu'elles autorisent le Roi à modifier des lois ou des normes équivalant à la loi, ces dispositions attribuent au Roi des pouvoirs spéciaux.

Le Conseil d'Etat a fait observer dans plusieurs de ses avis antérieurs (1) que :

"même si elle trouve un fondement dans l'article 78 de la Constitution, l'attribution de pouvoirs spéciaux au Roi doit avoir un caractère exceptionnel : elle ne peut être consentie qu'en raison de "circonstances de crise" et dès lors pour une période limitée où ces circonstances la justifient. En effet l'attribution de pouvoirs spéciaux au Roi implique une extension du pouvoir réglementaire du Roi au-delà des limites qu'autorise l'article 78 de la Constitution, tel que cet article doit être interprété à la lumière des autres articles de la Constitution et notamment de son article 25.

La limitation de la durée de la période pour laquelle des pouvoirs spéciaux sont attribués au Roi est une condition de la compatibilité de cette mesure avec la Constitution.

(1) Et spécialement dans ses avis du 18 mai 1983 (Doc. Ch., 1982-1983, n° 643/13), et du 3 janvier 1986 (Doc. Ch., sess. 1985-1986, n° 128/1).

C'est aux Chambres législatives qu'il appartient de se prononcer sur la question de savoir si des "circonstances de crise" justifient le recours à une attribution de pouvoirs spéciaux au Roi et, dans l'affirmative, pour quelle durée. Le pouvoir d'appréciation des Chambres législatives n'est toutefois pas illimité. Dans l'hypothèse où les Chambres législatives envisageraient d'émettre une appréciation qui manifestement dénaturerait les circonstances de fait ou serait sans proportion avec celles-ci, le Conseil d'Etat, s'il était consulté, pourrait et devrait soulever une objection d'inconstitutionnalité. Il en serait, par exemple, ainsi si une loi tendait à attribuer des pouvoirs spéciaux pour une période de très longue durée, par exemple, pour toute une législature".

En conséquence, les dispositions attribuant des pouvoirs spéciaux au Roi doivent soit être omises, soit être fondamentalement revues, afin de se conformer aux principes constitutionnels qui viennent d'être rappelés.

V. Secret professionnel de la Commission bancaire et financière.

1. L'obligation pour les membres de la Commission bancaire et financière et de son personnel de ne pas divulguer les faits dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions était jusqu'ici traitée dans les articles 40 et 45 de l'arrêté n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs. Le projet entend la régler désormais dans trois instruments législatifs distincts : d'une part, l'arrêté n° 185 nouveau relatif à la Commission bancaire et financière qui comporterait un nouvel article 40; d'autre part, le Code des marchés financiers et des opérations

.../...

financières, dans lequel prendrait définitivement place la substance d'un article 40bis temporairement déposé dans l'arrêté n° 185 nouveau et, enfin, la loi en projet dont le titre VII, chapitre Ier, est entièrement consacré à cette obligation et aux exceptions qu'elle connaît.

Il n'est assurément pas de bonne technique législative de disperser ainsi les diverses règles dont une même question est l'objet. Une telle dispersion pourrait être justifiée par la diversité des règles en cause; mais heureusement, ce n'est pas le cas en l'espèce car ces règles, ainsi que le précise l'exposé des motifs, ne présentent pas de différence notable. Cette observation renforce celle déjà faite plus haut, qui recommande d'éviter de maintenir un instrument législatif distinct, l'arrêté n° 185 du 9 juillet 1935, dont les huit articles auront été rédigés pour la plus grande part plus de cinquante ans après cette date.

2. Les règles en projet sur l'obligation de ne pas divulguer appellent, outre ces remarques de légistique, les observations suivantes.

Contrairement à la législation en vigueur, les textes en projet se servent de l'expression même de "secret professionnel", non seulement dans les intitulés du titre VII et de son chapitre Ier, mais aussi dans certains textes, notamment celui de principe que constitue l'article 40 de l'arrêté n° 185 en projet (article 119 du projet). Il est malencontreux de faire usage de cette expression à

.../...

propos des membres de la Commission bancaire et financière car cela provoque une ambiguïté funeste relativement au régime de l'obligation de discrétion dont ceux-ci sont chargés.

C'est ainsi que l'exposé des motifs fait état de la jurisprudence qui autorise les personnes soumises au secret professionnel dans les termes de l'article 458 du Code pénal à se retrancher derrière leur obligation, même lorsque, témoignant en justice, elles peuvent la transgresser. Or, il est douteux que l'on puisse en décider de la même manière à propos de l'obligation des membres de la Commission bancaire et financière. Ceux-ci sont en effet tenus par le devoir de dénonciation que l'article 29 du Code d'instruction criminelle fait "... à tout fonctionnaire ou officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit ... d'en donner avis sur le champ au procureur du Roi ... et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs" (1). Ce devoir de dénonciation n'est évidemment pas compatible avec cette liberté de refuser de dévoiler un secret que la jurisprudence reconnaît à ceux que l'article 458 du Code pénal oblige à rester muets sur les confidences qui leur auront été faites.

L'article 119 du projet doit donc être corrigé pour éviter cette ambiguïté. Les mots "sont soumis au secret

(1) Sur cette obligation de dénoncer, voyez J. LE BRUN, tome V des compléments au Répertoire pratique du droit belge, v° Epargne publique, n° 20.

professionnel" y sont redondants et peuvent donc disparaître sans inconvénient, car la suite suffit à établir, comme c'était le cas jusqu'aujourd'hui, l'obligation de ne pas divulguer. Quant à la référence que l'alinéa 3 fait à l'article 458 du Code pénal, elle peut, pour sa part, être maintenue, car elle ne risque pas, à elle seule, de provoquer l'ambiguïté dangereuse, puisqu'elle précise bien que l'article 458 ne règle que la mesure de la peine encourue par celui qui aurait violé son obligation de ne pas divulguer. Grâce à cette correction, il résultera clairement du texte de l'article 119 (article 40 nouveau de l'arrêté n°185 en projet) que, conformément à l'intention de ses auteurs telle qu'elle a été relatée au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre, cette disposition ne doit pas avoir "pour effet de soumettre directement la Commission bancaire et financière à l'article 458 du Code pénal".

3. L'article 12, § 1er, nouveau de la directive 77/780/CEE fait obligation aux Etats membres d'imposer le respect du secret professionnel à toutes les personnes dépendant des autorités chargées du contrôle des établissements de crédit; il réserve toutefois la possibilité pour les Etats membres de lever l'obligation dans "les cas relevant du droit pénal". C'est par rapport à cette expression passablement ambiguë de la directive qu'il faut examiner la question de savoir si les exceptions ménagées par l'article 96 du projet à l'obligation de ne pas révéler sont compatibles avec les exigences de la directive précitée.

.../...

La compatibilité entre la directive et le projet sur le point de ces exceptions appelle l'examen de deux questions distinctes. Celle d'abord de savoir ce qu'il faut entendre par "cas relevant du droit pénal", celle ensuite de savoir à quel moment d'une procédure répressive la loi d'un Etat membre peut prévoir que les membres des autorités de contrôle doivent ou peuvent transgresser leur obligation de discrétion ou même s'ils peuvent la transgresser avant toute procédure.

La première question peut recevoir une réponse étroite ou large. On peut en effet considérer soit que le droit pénal est restreint aux infractions du Code pénal et des lois particulières se rattachant à celui-ci, soit que le droit pénal entendu largement, comprend toutes les règles qui, dans d'innombrables lois de droit social, fiscal ou administratif, notamment, renforcent par des sanctions pénales, les autres sanctions propres à ces branches du droit. L'exposé des motifs se prévaut de la seconde branche de cette alternative, c'est-à-dire la conception extensive, lorsqu'il invoque la réserve du droit pénal de l'article 12, § 1er, alinéa 1er, de la directive pour justifier que l'article 96, 3°, du projet autorise les membres de la Commission bancaire et financière à faire au Ministre des Finances les communications prévues par l'article 327, § 5, du Code des impôts sur les revenus de 1992, en dépit du secret auquel ils sont normalement tenus.

A s'en tenir au texte de la directive, rien ne permet de penser que cette conception extensive est bien celle qui a inspiré son auteur, le Conseil de Ministres de

.../...

la Communauté européenne. On peut d'autant moins le croire qu'à retenir cette interprétation, la réserve des "cas relevant du droit pénal" prend une si grande place qu'elle ébranle très gravement le principe du secret. En effet, les faits et actes dont les autorités du contrôle bancaire ont connaissance sont en aussi grand nombre que le sont les infractions de toute nature disséminées dans une infinité de lois particulières sur les objets les plus variés. Entre le principe du secret et une exception aussi étendue, il y a presque une antinomie; l'obligation au secret s'en trouve vidée de la plus grande part de son contenu.

La seconde question est celle de savoir quelles sont les circonstances dans lesquelles la loi des Etats membres peut délier les autorités de contrôle du secret qui doit leur être imposé. Elle est tout à fait différente de celle qui vient d'être discutée; que l'on adopte à propos des "cas relevant du droit pénal" une interprétation restrictive ou extensive, il faudra toujours se demander quand l'obligation de ne pas divulguer peut être transgressée. Il paraît raisonnable d'admettre que les autorités de contrôle sont déliées du secret à tous les stades de la procédure répressive, autant celui de l'information que celui de l'instruction ou du jugement.

Le problème délicat se situe en amont de toute procédure, c'est-à-dire avant que les autorités judiciaires aient accompli quelque devoir que ce soit. Dans ces hypothèses d'infractions qui ne sont encore venues à la connaissance d'aucun magistrat, la loi peut-elle, dans le respect de la directive, imposer aux membres de la Commis-

.../...

sion bancaire et financière qui ont connaissance de faits délictueux de les révéler au parquet ou à l'administration fiscale ? La réponse à cette question n'est ni explicitement, ni implicitement donnée par la directive qui se borne à réserver les "cas relevant du droit pénal". Le silence de la directive sur ce point resterait d'ailleurs entier même s'il était avéré qu'elle s'est laissée inspirer par une conception extensive du droit pénal, en y comprenant, par exemple, les infractions fiscales.

Les règles du projet sur l'obligation de ne pas divulguer doivent donc être revues, quant au principe autant que quant aux exceptions qu'il subit.

Le principe doit être énoncé en évitant toute confusion entre l'obligation des membres de la Commission bancaire et financière ou de son personnel et l'obligation des personnes qui, selon les termes de l'article 458 du Code pénal, sont, par état, dépositaires des secrets qu'on leur confie.

Quant aux exceptions, les règles actuellement en vigueur, en particulier celle de l'article 29 du Code d'instruction criminelle comme celle de l'article 327, § 5, du Code des impôts sur les revenus de 1992, ne paraissent pas compatibles avec une interprétation raisonnable de l'article 12, § 1er, alinéa 1er, in fine, de la directive 77/780/CEE. Les textes du projet qui reprennent la seconde (article 96, 3°) et gardent le silence sur la première, doivent être fondamentalement revus.

.../...

Cette observation rend inutile l'examen détaillé des autres dispositions du projet sur l'obligation de ne pas divulguer.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

INTITULE.

Il faut écrire en français "Projet de loi relative au statut ...".

Le texte néerlandais de l'intitulé devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

PREAMBULE.

Le projet, notamment en ses articles 43 et 52, prévoit l'intervention du Ministre des Affaires économiques. Il a, en outre, des conséquences sur la procédure judiciaire (articles 53, 108 et 109).

Il doit dès lors être proposé conjointement par les trois ministres intéressés.

.../...

DISPOSITIF.

Le texte néerlandais de la formule introductive du dispositif de l'arrêté de présentation devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1er.Alinéa 1er.

Afin de mieux marquer sa portée normative, l'alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"La présente loi a pour objet de régler l'établissement, l'activité et le contrôle des établissements de crédit opérant en Belgique".

Article 2.

Le 2^o exclut les entreprises de capitalisation, lesquelles ne sont pas visées à l'article 2, § 2, de la directive 77/780/CEE.

Il faut que cette exclusion soit justifiée dans l'exposé des motifs.

Pour le surplus, il est proposé de rédiger l'article comme suit :

.../...

"La présente loi n'est pas applicable :

- 1° à la Banque Nationale de Belgique;
- 2° à l'Institut de réescompte et de garantie;
- 3° à LA POSTE (Postchèque) (1);
- 4° aux entreprises qui effectuent ... (la suite comme au 2° de l'article 2 du projet)".

Article 3.

Paragraphe 1er.

1. En ce qui concerne le 1°, il y a lieu de se référer à l'observation générale n° 1.

2. Aux 2° et 4°, le renvoi à des arrêtés d'exécution qui seront pris en vertu des articles 43 et 44 de la loi en projet, semble vouloir donner un pouvoir respectivement au Roi et à la Commission bancaire et financière, afin d'établir des définitions. Si telle est l'intention du Gouvernement, les 2° et 4° devraient figurer hors du titre Ier, chapitre II, puisque les définitions n'auraient pas valeur légale dans la mesure où elles pourraient toujours être modifiées par arrêté royal ou par la Commission bancaire et financière.

(1) Voir le premier contrat de gestion de la Régie des postes approuvé par l'arrêté royal du 14 septembre 1992 (Moniteur belge du 1er octobre 1992).

Suivant l'exposé des motifs, l'intention du Gouvernement est de se référer, "en réalité, à des arrêtés déjà existants".

Pour donner une valeur légale aux définitions retenues, il convient d'incorporer ces définitions dans la loi en projet.

L'observation vaut également pour les notions de "contrôle exclusif ou conjoint" et de "consortium" que tend à définir l'article 49, § 1er, 1^o, par référence à des arrêtés royaux non identifiés.

La sécurité juridique serait mieux assurée si ces définitions étaient reproduites dans la loi en projet.

Lorsque les notions sont définies dans les directives de la Communauté européenne, il n'y a pas de raison de ne pas reproduire ces définitions dans le projet de loi.

3. Au 6^o, la phrase commençant par les mots "Est assimilée ..." comporte une extension notable de la définition donnée dans la directive.

Le Conseil d'Etat observe que cette extension procède d'une jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, intégrée dans des directives des autorités communautaires relatives au domaine de l'assurance et, par conséquent, empruntée à ces directives, mais que celles-ci sont toutes antérieures à la directive que la loi en projet tend à transposer.

.../...

Le Conseil d'Etat considère, dès lors, que la volonté du Conseil de Ministres de la Communauté européenne a été de ne pas reproduire dans la directive à transposer la définition applicable aux assurances.

Il estime que le Gouvernement excède son pouvoir de transposition.

Paragraphe 2.

Il faut omettre les mots "conformément à la directive du Conseil des Communautés européennes n° 89/646/CEE du 15 décembre 1989", qui sont superfétatoires.

Article 4.

1. L'article 4, bien qu'il soit conforme à la tradition du contrôle bancaire belge, est néanmoins contraire à l'article 3 de la directive 89/646/CEE qui ne vise que la seule activité de réception et non l'appel au public.

Le texte de l'article 4 doit être revu pour résoudre cette contradiction et l'intitulé du chapitre devrait être modifié en conséquence.

2. Sous cette réserve, il y a lieu de relever que l'article 3 de la directive 89/646/CEE entend interdire "aux personnes ou entreprises qui ne sont pas des établissements

.../...

de crédit, d'exercer, à titre professionnel, l'activité de réception de dépôts ou d'autres fonds remboursables, du public".

L'article 4, alinéa 1er, réserve aux établissements de crédit, et à eux seuls, la possibilité de recevoir du public des dépôts d'argent ou des fonds remboursables.

Les mots "à titre professionnel" et "activité" devraient être maintenus.

3. L'article 4, alinéa 2, 5^o vise le titre II de l'arrêté royal n^o 185 alors que l'article 112 du projet de loi abroge ce titre II.

4. A l'alinéa 2, 7^o, on peut se demander si les activités des personnes et entreprises qui procèdent à des offres publiques de billets de trésorerie, conformément à la loi du 22 juillet 1991 relative aux billets de trésorerie et aux certificats de dépôt, sont "soumises à des réglementations et contrôles visant à la protection des déposants et des investisseurs", comme l'article 3 de la directive 89/646/CEE l'exige.

Il appartient au Parlement d'apprécier si la loi précitée du 22 juillet 1991 offre à cet égard des garanties suffisantes.

.../...

5. Il est proposé de rédiger l'article 4 comme suit :

"Peuvent seuls exercer en Belgique, à titre professionnel, l'activité de réception de dépôts d'argent ou d'autres fonds remboursables à vue, à terme ou moyennant un préavis :

- 1° les établissements de crédit établis en Belgique (1);
- 2° les établissements de crédit, constitués selon le droit d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, qui bénéficient du régime prévu aux articles 66 et suivants;
- 3° la Banque Nationale de Belgique et l'Institut de réescompte et de garantie;
- 4° LA POSTE (Postchèque);
- 5° la Caisse des dépôts et consignations;
- 6° les sociétés de bourse ... (la suite comme au 3°);
- 7° à 10° (comme aux 4° à 7° du projet, sous réserve des observations formulées à propos du 5° et du 7°).

(1) Mieux vaudrait écrire "les établissements de crédit et leurs succursales agréés en Belgique" (voir l'observation sur le titre II et celle sur l'article 79), expression qui permet de viser également les succursales d'établissements de crédit d'Etats qui ne sont pas membres de la Communauté européenne.

Article 6

1. Le texte français et le texte néerlandais de l'alinéa 1er ne concordent pas parfaitement. Il convient de les revoir.

2. A l'alinéa 2, 1° et 2°, il faut supprimer les mots "l'interdiction prévue à".

Au même alinéa, 1°, il convient, semble-t-il, de mentionner la Commission bancaire et financière.

3. Le commentaire de l'article 6, alinéa 2, 2°, est rédigé plus clairement que la disposition elle-même. Il convient de récrire celle-ci en s'inspirant du texte du commentaire.

Titre II. - Des établissements de crédit de droit belge.

L'expression "établissement de crédit de droit belge", utilisée dans l'intitulé du titre II comme dans de très nombreux textes du projet, n'y est nulle part définie. Son sens n'est indiqué que dans l'exposé des motifs qui précise "pour autant que de besoin" que "par établissement de droit belge ou relevant du droit belge l'on vise les établissements constitués selon la loi belge". L'exposé des motifs ajoute que "l'équivalent vaut pour les établissements étrangers ou relevant du droit étranger". Cette dernière

.../...

façon de s'exprimer "relevant du ..." a d'ailleurs été préférée pour intituler le titre III.

Or, de l'économie générale de la loi en projet, il résulte que par le vocable "établissement de crédit de droit belge" sont désignés tous les établissements de crédit qui, pour exercer leur activité principale en Belgique, ont dû solliciter et obtenir l'agrément de la Commission bancaire et financière. Le texte de l'article 13 confirme cette conclusion tirée de l'ensemble du projet. En effet, ce texte, perpétuant le système né de l'arrêté n° 185, oblige la Commission bancaire et financière à établir une liste des "établissements de crédit visés par le présent Titre", c'est-à-dire ce titre II qui est précisément intitulé "établissements de crédit de droit belge". On ne peut mieux exprimer que les établissements ainsi nommés "de droit belge" sont simplement tous ceux que la Commission bancaire et financière a agréés et doit porter sur la liste qu'elle tient.

La deuxième directive pour sa part, recourt le plus souvent à une classification qui distingue les établissements de crédit selon leur "Etat d'origine", entendant par "Etat d'origine", celui "dans lequel un établissement de crédit a été agréé" (voir article 1er, § 7 de la directive 89/646/CEE). Elle fait donc de l'acte d'agrément le critère grâce auquel un établissement est rattaché à un Etat, relève du droit de celui-ci. Il convient que le projet recourt lui aussi explicitement à ce même critère pour répartir les établissements de crédit entre les Etats et pour désigner ceux qui relèvent de la Belgique. Aussi faut-il éviter toute expression et tout commentaire qui

.../...

pourraient donner à penser que le projet fait de la nationalité de la personne morale que constitue un établissement de crédit - nationalité conférée par la loi de sa constitution ou le lieu de son siège -, le critère de sa dépendance par rapport à un Etat du point de vue de l'accès à l'activité bancaire (voir aussi à cet égard l'observation sur l'article 7 du projet).

Il convient donc, dans l'intitulé du titre II, de substituer à l'expression "établissements de crédit de droit belge" celle, plus exacte et exempte d'équivoque, d'"établissements de crédit agréés en Belgique".

L'expression "établissement de crédit de droit belge" doit évidemment être aussi écartée et remplacée par "établissement de crédit" tout court, chaque fois qu'il s'agit de désigner l'établissement de crédit envisagé en tant qu'il doit solliciter ou sollicite (voir par exemple, l'article 15), mais n'a pas encore obtenu, l'agrément de la Commission bancaire et financière.

Article 7.

L'article 1er, alinéa 1er qui, en tête du projet, fixe son champ d'application, énonce que la loi ne s'applique qu'aux "établissements de crédit opérant en Belgique"; c'est en raison de la localisation en Belgique de leurs activités, que les établissements de crédit sont tenus de respecter les règles que la législation belge leur impose, à commencer par l'obligation d'agrément. C'est d'ailleurs pourquoi l'alinéa 2 du même article 1er précise de son côté

.../...

que les établissements de crédit soumis à la loi sont des "entreprises belges ou étrangères". L'article 1er marque donc bien en ses deux alinéas que le champ d'application de la loi est tracé par la localisation en Belgique de l'activité bancaire et que la nationalité de la personne juridique, substrat de l'établissement de crédit, est indifférente.

L'article 7 en projet, obligeant un établissement de crédit à se faire agréer "quelque soit le lieu de son activité" est donc incompatible avec le champ d'application déterminé comme le fait l'article 1er.

Une obligation générale d'obtenir un agrément faite à tout établissement de crédit "de droit belge", entendu comme "constitué selon la loi belge" (voir sur le défaut de cette terminologie, l'observation sur l'intitulé du titre II), n'est pas non plus compatible avec le huitième considérant de la directive 89/646/CEE où se lit notamment que

"les autorités compétentes de chaque Etat membre n'octroient pas ou retirent l'agrément au cas où des éléments comme le contenu du programme des activités, la localisation ou les activités effectivement poursuivies indiquent de manière évidente que l'établissement de crédit a opté pour le système juridique de cet Etat membre dans le but de se soustraire aux normes plus strictes en vigueur dans l'Etat membre sur lequel il entend poursuivre ou poursuit la majeure partie de ses activités ...".

Il résulte en effet de ce considérant qu'un établissement de crédit, même constitué selon la loi belge, ne peut pas obtenir - et n'est donc pas tenu de

.../...

solliciter -, l'agrément de la Commission bancaire et financière s'il poursuit la majeure partie de ses activités dans un autre Etat que la Belgique. La Commission bancaire et financière doit donc renoncer à la jurisprudence, - d'ailleurs contestée -, qu'elle s'était donnée dès 1936, selon laquelle l'arrêté n° 185 de 1935 s'appliquait aux banques qui exercent sous la forme d'une société relevant du droit belge, toute leur activité à l'étranger (voir sur cette jurisprudence et sa contestation, Van Rijn et Heenen, Principes de droit commercial, t. III, 1960, n° 1999, p. 260).

Le commentaire que l'exposé des motifs fait de l'article 7, sans être lui-même dépourvu de toute ambiguïté, est déjà, davantage que le texte, en harmonie avec la directive, lorsqu'il précise que l'agrément est exigé "quelque soit le lieu de l'exercice de l'activité, en Belgique seulement, ou également à l'étranger".

L'article 7 doit donc être corrigé. Le texte suivant est proposé :

"Les établissements de crédit sont tenus, avant de commencer leurs opérations, si la majeure partie de celles-ci doit se dérouler en Belgique, de se faire agréer par la Commission bancaire et financière".

Il conviendrait que l'exposé des motifs commente cette règle en la rapportant au droit dérivé de la Communauté européenne et en montrant la nécessité de distinguer les établissements de crédit proprement dits de leurs succursales. Ces dernières ne sont que des sièges d'explo-

.../...

tation non personnalisés (voir article 3, 6°), nécessairement secondaires par rapport à d'autres et que les établissements de crédit peuvent installer, soit sans agrément mais aux conditions de l'article 65, s'ils sont des établissements déjà agréés dans un autre Etat de la Communauté européenne, soit moyennant un agrément particulier réglé par l'article 79, s'ils sont des établissements non agréés ou agréés par les autorités d'Etats non membres de la Communauté européenne.

Article 8.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale II.

Article 9.

Le texte suivant dont la rédaction est moins obscure et plus conforme aux règles de la syntaxe française, est proposé pour suivre de plus près l'article 7 de la directive 89/646/CEE :

"Lorsque l'agrément est sollicité par un établissement de crédit qui est, soit la filiale d'un établissement de crédit agréé dans un autre Etat membre, soit la filiale d'une entreprise-mère d'un autre établissement de crédit agréé dans un autre Etat membre, soit encore contrôlé par les mêmes personnes physiques ou morales qu'un établissement de crédit agréé dans un autre Etat membre, la Commission bancaire et financière consulte, avant de prendre sa

.../...

décision, les autorités nationales de ces autres Etats membres qui ont accordé leur agrément".

Article 10.

L'article prévoit que la Commission bancaire et financière statue sur la demande d'agrément dans les six mois de l'introduction du dossier (alinéa 1er) et prévoit, en outre, que les décisions prises par cette commission sont notifiées aux demandeurs dans les quinze jours (alinéa 2).

Alinéa 1er.

Ce texte n'est pas conforme à l'article 3, § 6, de la directive 77/780/CEE, selon lequel tout refus d'agrément est motivé et notifié au demandeur dans les six mois.

Dans la mesure où il s'agit d'un dossier complet, le délai visé dans l'article 10 n'étant pas conforme à la directive, doit être revu.

Alinéa 2.

Pour exprimer plus clairement l'intention de l'auteur du projet, il convient d'écrire, à l'alinéa 2, "par lettre recommandée à la poste ou par lettre avec accusé de réception".

La même observation vaut pour l'ensemble du projet.

.../...

Article 11.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"La Commission bancaire et financière peut, en vue d'une gestion saine et prudente de l'établissement, assortir l'agrément de conditions relatives à l'exercice de certaines des activités projetées".

Il va de soi que ces conditions doivent être fixées en respectant le principe de l'égalité de traitement.

Article 12.

Le recours organisé par l'article 12 auprès du Ministre des Finances n'est pas un recours juridictionnel et, dès lors, ce recours doit être introduit et le litige tranché dans le délai de six mois prévu par la directive.

Il convient de revoir les délais prévus dans l'article 12, alinéas 2 et 3, du projet, ainsi que ceux prévus dans l'article 10 du projet.

Article 13.

1. Conformément à l'observation formulée à propos du titre II, la première phrase de l'alinéa 1er et la phrase introductive de l'alinéa 2 devraient être rédigées comme suit :

.../...

"La Commission bancaire et financière établit tous les ans une liste des établissements de crédit agréés en Belgique

La liste comprend les rubriques suivantes :

...".

2. A l'alinéa 4, l'article 49, § 1er, 2°, auquel il est renvoyé définit la notion de compagnie financière mais sans préciser dans quels cas celle-ci doit être considérée comme étant de droit belge.

Article 14.

Alinéas 2 et 3.

Les cas que les alinéas 2 et 3 tendent à régler sont définis par référence à des dispositions de la directive 89/646/CEE du 15 décembre 1989.

Il convient que ces cas soient substantiellement décrits dans le texte même du projet.

Section II.

Conformément à la légistique, les sections doivent être subdivisées en sous-sections et non en paragraphes, ceux-ci étant utilisés pour la division des articles.

.../...

Article 15.

Conformément à l'observation formulée sous le titre II "Des établissements de crédit de droit belge", il y a lieu d'écrire au début de l'article : "Les établissements de crédit doivent être ...".

Article 16.

Suivant l'exposé des motifs,

"En exigeant un minimum de 250 millions, le projet permet à la Commission bancaire et financière de requérir un montant supérieur si la chose s'impose en raison des projets d'activités de l'établissement demandeur".

Il va de soi que le montant exigible ne peut être fixé au cas par cas et qu'il doit l'être en respectant le principe de l'égalité de traitement.

.../...

2. A l'alinéa 2, si l'intention du Gouvernement est de réserver l'interdiction à ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement, il serait plus clair d'écrire :

- "1° par les personnes qui ont été condamnées à une peine d'emprisonnement inférieure à trois mois, pour une infraction ...;
- 2° par les personnes qui ont été condamnées à une peine d'emprisonnement pour infraction ...".

Article 21.

Par souci de concordance avec les termes utilisés dans le considérant n° 8 de la directive 89/646/CEE, il faut remplacer les mots "Le siège administratif central" par les mots "L'administration centrale" et écrire "fixée" au lieu de "fixé" dans le texte français.

Article 23.

1. L'alinéa 1er du paragraphe 2 serait rédigé plus simplement comme suit :

"Lorsque le montant des fonds propres des établissements de crédit existant au 1er janvier 1993, n'atteint pas le minimum requis par l'article 16, alinéas 1er et 3, le montant minimum applicable est fixé à tout moment au niveau

.../...

maximum que ces fonds propres ont atteint depuis le 31 décembre 1989".

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, 2^o, entend donner à la Commission bancaire et financière le pouvoir de déterminer les conditions d'octroi des autorisations permettant de maintenir des fonds propres à moins de 250 millions en cas de fusion d'établissements de crédit.

Dans l'hypothèse où le mot "déterminer" implique le pouvoir de prendre des mesures réglementaires, il y a lieu de se référer à l'observation générale II.

Article 24.

1. L'article 11, § 3, de la directive 89/646/CEE prévoit l'obligation d'informer pour ceux qui envisagent de céder ou de réduire une participation qualifiée, c'est-à-dire importante, dans un établissement de crédit.

L'article 24, § 4, du projet de loi ajoute à cette obligation communautaire celle de déclarer l'identité de l'acquéreur.

Lorsque la vente a lieu en bourse, le vendeur sera dans l'impossibilité matérielle et juridique de fournir le renseignement à la Commission.

.../...

De plus, en raison de la gravité de la peine prévue au paragraphe 5 de l'article 24, il conviendrait de préciser si l'obligation de révéler l'identité de l'acquéreur est assortie de l'obligation de rechercher son identité, dont l'exécution pourrait, dans de nombreux cas, être malaisée.

2. L'attention du Gouvernement et du Parlement est attirée sur le fait que le paragraphe 5 étend à tous les établissements de crédit des mesures qui initialement n'étaient prévues que pour les sociétés de bourse.

Il appartiendra au Parlement d'apprécier si cette extension est justifiée.

3. Au paragraphe 6, il convient d'écrire : "... les acquisitions ou aliénations de leurs titres ou parts ...".

4. Le paragraphe 7, alinéa 1er, 2°, met en place une procédure de dépossession d'un actionnaire, qui n'est pas prévue par la directive.

Cet actionnaire n'a commis aucune faute, il n'a transgressé aucune disposition légale ou réglementaire.

Il est simplement suspect, aux yeux de la Commission bancaire et financière, de disposer d'une influence qui est de nature à compromettre la gestion saine et prudente d'un établissement de crédit.

.../...

La Commission peut d'abord suspendre l'exercice des droits de vote attachés aux actions ou parts de cet actionnaire, ce qui est prévu par la directive 89/646 article 11, § 5.

Si cette mesure ne paraît pas suffisante, le projet donne à la Commission le pouvoir de donner injonction à l'actionnaire de céder ses actions ou parts, dans un délai qu'elle fixe, à une personne qui, selon l'exposé des motifs, aura été agréée par la Commission.

Le projet est muet quant à la détermination du prix de vente des actions ou parts.

Si l'associé refuse de vendre au prix offert par l'acquéreur agréé, les actions et parts seraient placées en séquestre auprès de l'Institut de réescompte et de garantie qui recevra, pour cette détention, une rémunération - à charge du propriétaire du titre - fixée par la Commission bancaire et financière.

Si la décision initiale prise par la Commission bancaire et financière concernant l'obligation de vendre suscite l'opposition de celui qui en fait l'objet, il naît une contestation qui ne peut être tranchée que par les cours et tribunaux, en vertu de l'article 92 de la Constitution. La Commission bancaire et financière ne peut se substituer aux cours et tribunaux en ordonnant le séquestre.

Le texte prévoyant une telle sanction doit donc être omis.

.../...

Il y a lieu de revoir en conséquence l'article 104, § 1er, 3°, dans la mesure où il applique une sanction pénale à ceux qui méconnaissent l'article 24, § 7, alinéa 1er, 2°.

Article 25.

1. A l'alinéa 2, les mots "s'il y a lieu, ne figurent pas dans la directive.

Au sujet de cette différence, le délégué du Ministre a fourni les explications suivantes :

"La structure du groupe visée dans l'article 8, alinéa 2 de la deuxième directive vise essentiellement la structure éventuelle du groupe qui va prendre la participation.

S'il s'agit d'un actionnaire unique, il n'y a évidemment pas matière à demander la structure de l'actionnariat.

Ce n'est que si celui-ci est "étagé" en plusieurs niveaux de relais de détention, voire de contrôle, qu'il faut pour connaître l'actionnaire ultime, remonter dans la structure de l'actionnariat qui peut être, comme on sait, fort complexe.

C'est cette distinction qui a conduit à insérer les mots "s'il y a lieu", étant bien entendu que c'est une obligation pour le repreneur d'une participation de faire connaître l'ensemble de la structure, c'est-à-dire les niveaux de participations et sous-participations par lesquelles l'actionnaire ultime contrôlerait la participation à prendre, l'identité des sociétés comprises dans cette structure et le pourcentage des participations directes et indirectes".

Compte tenu de ces explications, les mots "s'il y a lieu" sont inutiles et doivent donc être omis.

.../...

2. Dans le même alinéa, il faut écrire "de ces personnes physiques".

3. A l'alinéa 3, il conviendrait de se référer plutôt au texte du projet de loi relatif à l'hypothèse visée plutôt qu'à l'article 9, §§ 3 et 4, de la directive 89/646/CEE.

La même observation vaut pour l'alinéa 4.

Article 27.

Au paragraphe 2, 2°, du texte français, le pronom "il" ne se rapporte pas au sujet de la phrase. Il convient de le remplacer par "celui-ci".

Au sujet du paragraphe 3 qui concerne des dérogations accordées par la Commission bancaire et financière, il y a lieu de se référer à l'observation générale III.

Article 28.

L'alinéa 2 selon lequel la Commission bancaire et financière détermine notamment les modalités de la notification qui doit lui être faite concerne le pouvoir réglementaire de la Commission bancaire et financière, au sujet duquel il faut se référer à l'observation générale II.

.../...

Article 31.

A la fin de l'article, il convient d'écrire dans le texte français "aux tiers" au lieu de "à tous tiers", et de rédiger le texte néerlandais ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 32.Paragraphe 3.

A l'alinéa 2, mieux vaut écrire "dans le même délai" au lieu de "dans les mêmes limites", afin de préciser qu'il s'agit du délai d'un an visé à l'alinéa 1er.

Paragraphe 6.

1. Il y a lieu de se référer à l'observation générale n° III.

2. Subsidiairement et quant à la raison pour laquelle le texte, en son alinéa 1er, substitue les mots "Dans des cas spéciaux" à l'expression "dans des circonstances exceptionnelles", utilisée dans la directive 89/646/CEE, la réponse du délégué du Ministre est la suivante :

"Dans des cas spéciaux" est l'expression usuelle dans la réglementation bancaire belge (v. p. ex. A. R. n° 185 du 9 juillet 1935, art. 11, dernier alinéa et

.../...

art. 14, dernier alinéa). Elle vise non pas à limiter les dérogations à des cas individuels - ce qui, en droit, va de soi - mais à des cas se présentant dans un contexte particulier, c'est-à-dire exceptionnel".

Les mots "dans des cas spéciaux" sont particulièrement imprécis, comme le Conseil d'Etat l'a déjà observé dans des avis antérieurs.

L'ancienneté toute relative de l'usage des mots "dans des cas spéciaux" ne justifie pas qu'ils puissent être utilisés pour transposer les mots "dans des circonstances exceptionnelles" qu'utilise la directive.

Article 33.

Pour assurer la concordance entre le texte français et le texte néerlandais de l'alinéa 1er, mieux vaudrait rédiger le texte français comme suit : "... pour exercer, directement ou indirectement, à leur seul avantage, une influence sur l'opinion publique".

Article 34.

A l'alinéa 2, le texte utilise une terminologie différente de celle qui figure dans l'article 19, § 2, b, de la directive 89/646/CEE, où il est question de "programme d'activités dans lequel seront notamment indiqués le type d'opérations envisagées et la structure de l'organisation de la succursale".

.../...

Interrogé sur cette différence de terminologie, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

"Les termes "éléments de l'organisation" ont été préférés aux termes de la directive "structure de l'organisation", car, outre les aspects "structurels", il importe également de tenir compte des aspects "fonctionnels".

Exemples : comment seront assurés l'instruction, la décision, le suivi et le contrôle en matière de crédits ?".

Cette justification n'est pas admissible.

Article 41.

1. A l'alinéa 1er, dans la phrase introductive, il faut écrire : "... des activités mentionnées sous ..." au lieu de "reprises".

2. La fin du 1^o du même alinéa serait mieux rédigée comme suit : "... sont agréés conformément au titre II".

Article 43.

Interrogé sur la signification de l'expression "Sans préjudice des dispositions légales relatives aux mesures réglementaires applicables aux établissements de crédit et motivées par des raisons monétaires", le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

.../...

"1. C'est le texte légal actuel, depuis la loi du 30 juin 1975 ayant modifié notamment l'article 11 de l'A.R. n° 185 du 9 juillet 1935.

2. Ce texte trouve son origine dans le souhait de la Banque Nationale de Belgique, à l'époque, qu'il soit clair que la Commission bancaire et financière n'a pas de compétence réglementaire, en vertu de l'article 11 précité, pour fixer des coefficients ou des limites dans un but de politique monétaire. C'est la raison, aussi, de la précision portée au texte, selon laquelle les règlements de la Commission bancaire et financière ne peuvent être pris qu'"en vue du contrôle de leur (des banques) solvabilité et de leur liquidité".

Le préambule a donc une fonction "déclaratoire" quant aux domaines de compétence respective de la Banque Nationale de Belgique et de la Commission bancaire et financière.

3. Les législations visées dans le préambule sont la loi du 28 décembre 1973 et la loi sur l'Institut belgo-luxembourgeois du change, déjà citées dans une réponse antérieure.

4. Le préambule ne vise à assurer aucune prééminence d'un type de règles (politique monétaire) sur un autre (coefficients prudentiels). La preuve en est que l'article 3 de la loi du 28 décembre 1973 permet à la Banque Nationale de Belgique d'accorder des dérogations aux mesures prises sur cette base mais il faut l'avis de la Commission bancaire et financière, laquelle peut ainsi faire valoir les répercussions défavorables d'une mesure de politique monétaire sur la situation financière d'une banque, considérée du point de vue prudentiel. Inversement d'ailleurs, l'article 11 de l'A.R. n° 185 et l'article 43, § 1er discuté, prévoient que la Commission bancaire et financière doit prendre l'avis de la Banque Nationale de Belgique avant d'arrêter ses règlements prudentiels, de manière à permettre à la Banque Nationale de Belgique de faire valoir ses objections éventuelles quant à l'incidence de ces règlements sur le plan de la politique monétaire".

.../...

Ces explications ne donnent pas de réponse à la situation qui se créerait en cas de carence de la Commission bancaire et financière.

Pour le surplus, il y a lieu de se référer à l'observation générale II.

Article 44.

Il y a lieu de se reporter à l'observation générale II.

Article 46.

L'alinéa 3 prévoit que la Commission bancaire et financière peut procéder à des inspections sur place et prendre connaissance et copie, sans déplacement, de toute information détenue par l'établissement de crédit.

Ce pouvoir de police ne sera pas exercé par la Commission elle-même, à laquelle la loi confie ce pouvoir, mais par des "inspecteurs", selon l'exposé des motifs.

Ces inspecteurs sont des personnes engagées par la Commission, sous l'empire d'un contrat d'emploi de droit privé.

Compte tenu des pouvoirs extraordinaires confiés par la Commission bancaire et financière à des inspecteurs se trouvant sous régime contractuel, il appartiendra au Gouvernement et au Parlement d'apprécier si les comptes ren-

us rédigés par les inspecteurs à la suite des constatations qu'ils ont faites et des interrogatoires auxquels ils ont procédé, ne doivent pas, en tout ou en partie, être communiqués ou notifiés aux établissements contrôlés.

Article 49.

En raison du caractère technique de la matière, le Conseil d'Etat réserve la question de savoir si les habilitations accordées au Roi en vertu des paragraphes 2, 4 et 5 permettront d'assurer une transposition complète de la directive 92/30/CEE.

Article 51.

A l'alinéa 1er du texte français, il faut écrire "... par l'intermédiaire d'un reviseur agréé qu'elles désignent ...".

En outre, il y a une discordance entre les textes français et néerlandais.

Article 53.

Interrogé sur la ratio legis de l'alinéa 3, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

.../...

"1. Le pouvoir du Président du Tribunal de Commerce visé à cet article est le pouvoir de droit commun en cas de défaut d'accord, sur le nom d'un commissaire réviseur, entre le conseil d'administration et le conseil d'entreprise ou en l'absence de commissaire réviseur (voyez l'article 15ter, § 1er, alinéas 3 et 4 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et article 64, § 1er, alinéa 5 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

2. L'accord exigé de la part de la Commission bancaire et financière, conformément à l'article 53 du projet, manifeste la nécessité que l'autorité prudentielle puisse avoir confiance dans la personne nommée et être assurée qu'elle est concrètement adéquate pour le contrôle de l'établissement de crédit en cause.

3. Le Président du Tribunal de Commerce est évidemment sans compétence pour se prononcer sur cette confiance et sur cette adéquation pour les besoins du contrôle prudentiel.

4. L'intervention de la Commission bancaire et financière sous forme d'un accord n'empêche pas que ce sera toujours le Président du Tribunal de commerce qui fera la désignation et qui aura donc le dernier mot. S'il pensait à nommer le commissaire réviseur X qui n'est pas considéré par la Commission bancaire et financière comme fiable et/ou adéquat, il pourrait faire choix d'un autre réviseur qui aurait l'accord de la Commission bancaire et financière.

5. En appel, c'est la Cour d'appel et non le Président de celle-ci qui statue".

Il n'est pas concevable qu'une décision judiciaire ne puisse être prononcée qu'après accord de la Commission bancaire et financière. Celle-ci étant une autorité relevant du pouvoir exécutif ne peut évidemment pas empiéter sur la compétence du pouvoir judiciaire. Elle peut,

.../...

toutefois, demander à être entendue par la juridiction saisie.

En conséquence, l'alinéa 3 doit être omis.

Article 54.

Alinéa 1er.

La révocation d'un commissaire-reviseur est une mesure grave qui porte atteinte à la réputation de celui qui en est frappé. L'intéressé doit pouvoir être entendu par la Commission elle-même et non par un agent délégué. Il doit pouvoir être assisté d'un conseil.

Alinéa 3.

Il y a lieu de se reporter à l'observation générale II.

Article 55.

La réponse du délégué du Ministre au sujet de l'article 74, § 2, vaut également pour l'article 55, alinéa 1er.

.../...

Alinéa 1er.

Il doit être précisé que les instructions qui seront données aux commissaires-reviseurs sont des instructions particulières.

Si le Gouvernement entend, au contraire, qu'il soit procédé par voie d'instructions générales, donc réglementaires, le texte devrait être amendé, pour les raisons déjà exposées dans l'observation générale II, et prévoir que les commissaires-reviseurs agissent conformément aux règles arrêtées par le Roi.

Alinéa 2.

Il appartiendra au Parlement d'apprécier si les commissaires-reviseurs doivent communiquer aux dirigeants des établissements de crédit non seulement les rapports prévus à l'alinéa 1er, 3°, mais également ceux prévus à l'alinéa 1er, 4°, afin de permettre à ces dirigeants de faire valoir leurs observations éventuelles.

Article 57.

1. Suivant le paragraphe 1er, la Commission bancaire et financière fixe le délai dans lequel un établissement de crédit se trouvant en situation irrégulière, doit remédier à cette situation.

.../...

Il va de soi que le pouvoir de la Commission bancaire et financière est discrétionnaire et non pas arbitraire et que le délai doit être fixé en tenant compte de l'importance des réformes à réaliser.

La même observation vaut pour l'article 75, § 1er, et pour l'article 103, alinéa 1er.

2. En ce qui concerne le paragraphe 1er, 1^o, alinéa 4, l'exposé des motifs signale que "l'expérience ... a montré qu'il devait être possible à la Commission bancaire et financière d'attacher à la violation de (l')obligation d'autorisation (de la part du commissaire spécial) des effets civils, à côté des sanctions pénales". C'est sans doute pourquoi le projet établit la règle selon laquelle le défaut d'autorisation emporte la nullité des décisions prises par l'assemblée générale sans l'autorisation du commissaire spécial, et aussi celle selon laquelle les actes et décisions intervenus sans elle sont "nuls de plein droit", lorsque la Commission bancaire et financière a fait publier au Moniteur belge la désignation du commissaire spécial et spécifié les actes et décisions soumis à son autorisation.

Il est nécessaire que le texte en projet précise le régime de la nullité des résolutions d'assemblée générale, et qu'il soit fondamentalement revu quant à la nullité de plein droit comminée par le dernier alinéa de l'article 57, § 1er, 1^o.

.../...

Henri de Page écrivait dès 1934, dans son *Traité élémentaire de droit civil belge* (tome II, n° 781), que "l'intervention du juge est toujours nécessaire pour faire disparaître un acte auquel il manque un de ses éléments essentiels". "Cela est vrai, ajoutait-il, aussi bien pour les actes dits "inexistants", que pour les actes "nuls de plein droit" et les actes "annulables" ... Un acte nul ne peut tomber, quelle que soit la cause de nullité, qu'à la suite de l'intervention du juge". "En ce sens, concluait De Page, il n'existe pas de "nullités de plein droit". Cette affirmation n'a pas cessé d'être approuvée et reprise depuis lors par des auteurs en si grand nombre qu'il est vain de les citer.

Il est donc inutile, et il est même nuisible, que la loi utilise cette expression. Elle n'aurait en effet pas d'autre sens que celui d'affirmer qu'il n'est pas indispensable que la nullité soit prononcée judiciairement pour que quelqu'un puisse s'en prévaloir; or, une telle affirmation porterait atteinte au principe essentiel du système juridique qui est le nôtre selon lequel nul ne peut se faire justice à soi-même. Celui qui refuse l'exécution d'un acte qui lui est demandée, doit opposer l'exception de nullité; celui qui entend, avant toute sollicitation, ne pas rester sous la loi du contrat, doit former une demande en nullité; quant à celui qui voudrait, après avoir exécuté un contrat nul, obtenir la restitution de ses prestations, il devra alléguer la nullité à l'appui de son action en répétition. Dans tous les cas donc, la question de la nullité devra être débattue en justice; le juge devra vérifier qu'en dépit des apparences, l'acte qui a été fait est atteint d'un vice dont

.../...

la sanction est la nullité. Une sanction civile - et la nullité en est une - est l'apanage du juge; il n'appartient ni aux individus, ni à un organe comme la Commission bancaire et financière, de se substituer au pouvoir judiciaire pour déclencher sans son intervention, des sanctions civiles.

Si l'expression "nuls de plein droit" doit être omise, il est, en revanche, nécessaire que le texte précise le régime de la nullité qu'il commine. Il convient en particulier qu'il indique à qui appartient l'action en nullité, si cette nullité peut être couverte par l'autorisation du commissaire intervenue après que l'acte a été accompli, ainsi que le délai pendant lequel la nullité peut être prononcée. Ces précisions doivent figurer dans le texte de la loi en projet. Le défaut de celles-ci porterait atteinte à la nécessaire protection, non seulement des tiers aux actes irrégulièrement accomplis mais aussi des parties à ces actes. Des mesures prises pour protéger l'épargne pourraient, à défaut de ces précisions, se retourner contre les épargnants.

Le régime de la nullité des actes accomplis après la publication de la désignation d'un commissaire spécial pourrait inspirer celui de la nullité des décisions d'assemblée générale, prévue même sans publication au Moniteur belge de l'envoi du commissaire spécial.

3. Il résulte du paragraphe 2, alinéa 2, qu'un recours est ouvert contre certaines des décisions prises par

.../...

la Commission bancaire et financière, mais non contre la désignation d'un commissaire spécial.

Sans doute, la disposition ne fait-elle que reproduire le texte existant actuellement en la matière. Néanmoins, le texte du projet aggrave la sanction en prévoyant au paragraphe 1er, 1^o, in fine, que la Commission bancaire et financière peut faire publier au Moniteur belge la désignation d'un commissaire spécial et que, dans ce cas, les actes et décisions de l'établissement de crédit concerné qui sont pris sans l'autorisation du commissaire spécial sont nuls de plein droit.

Une sanction aussi grave et par ailleurs contestable, comme il est dit ci-dessus, justifie qu'un recours soit possible contre la désignation d'un commissaire spécial.

Il s'ensuit que le recours prévu au paragraphe 2, alinéa 2, doit être étendu à la mesure consistant à désigner un commissaire spécial.

3. En ce qui concerne le paragraphe 3, à la question posée de savoir si le contrôle de la Commission bancaire et financière s'étend à la mise en place, par l'établissement de crédit, d'un mécanisme ayant pour but de favoriser la fraude à la loi étrangère, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

"Cette disposition, reprise à la loi du 30 juin 1975 qui a complété l'article 39 de l'A.R. n° 185 du 9 juillet 1935 a, selon les termes des travaux prépara-

.../...

toires de la loi précitée, conféré à la Commission bancaire et financière un pouvoir d'ordre administratif et non d'ordre fiscal. Il s'agit, pour la Commission de démanteler des systèmes, jadis utilisés par les banques en vue de faciliter la fraude fiscale dans le chef de la clientèle. L'idée est qu'un établissement de crédit ne doit pas s'écarter, dans ce but, des bonnes pratiques bancaires même s'il ne commet lui-même, ni personnellement, ni comme coauteur ou complice, une infraction à la législation fiscale. Que l'on pense, c'est l'exemple le plus simple, à l'acceptation de coupons de titres de la clientèle en vue de les faire encaisser à l'étranger sans retenue du précompte, le tout se passant "hors comptabilité" de la banque.

Le législateur de 1975 pensait évidemment aux procédés intéressant la fiscalité belge et c'est par rapport à celle-ci que la Commission bancaire et financière a été amenée à faire supprimer de tels procédés. Mais, compte tenu de la ratio legis de la disposition, il n'est pas a priori exclu que la Commission bancaire et financière fasse de même à l'égard de systèmes favorisant la fraude au regard de lois fiscales étrangères. La question pourrait se poser, pense-t-on, avec pertinence dans le cadre d'un contrôle des succursales d'une banque belge dans un autre Etat de la Communauté, si elles devaient favoriser la fraude fiscale de leur clientèle à l'égard des lois de cet Etat".

Il résulte de l'observation générale n° V, 3, que le paragraphe doit être omis ou entièrement revu.

Article 61.

Le paragraphe 2, 15°, n'intéresse que les établissements qui ont la forme de société coopérative à responsabilité limitée.

.../...

En s'inscrivant à l'encontre de l'article 4, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la disposition précitée déroge à l'exigence d'un acte authentique. Il convient de reproduire la formule figurant dans l'alinéa 1er de l'article 4 précité, c'est-à-dire "actes spéciaux, publics ou sous signature privée".

Le texte suivant est proposé :

"15° par dérogation à l'article 4, alinéa 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, les établissements affiliés qui ont la forme de société coopérative à responsabilité limitée, peuvent être formés par des actes spéciaux, publics ou sous signature privée; les actes modifiant leurs statuts peuvent également être dressés sous cette forme".

Article 65.

A l'alinéa 2, il faut écrire dans le texte français "... après que l'autorité de contrôle ... aura communiqué ...".

Article 69.

Il va de soi que les exigences spéciales, visées à l'article, ne pourraient porter atteinte à l'interdiction du traitement discriminatoire ou restrictif prévue par l'article 14, § 2, de la directive 89/646/CEE.

.../...

Article 70.

Suivant l'alinéa 2,

"La communication par la Commission bancaire et financière aux établissements de crédit visés aux articles 65 et 66 des informations concernant ces dispositions n'engage pas la responsabilité de la Commission".

Malgré les explications fournies dans l'exposé des motifs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas de raison de déroger aux principes de droit commun en matière de responsabilité extra-contractuelle, quelle que soit la gravité de la faute commise.

Article 73.

Mieux vaudrait rédiger le début du paragraphe 2 comme suit : "Les autorités étrangères, compétentes pour le contrôle ...".

Article 74.Paragraphe 2, alinéa 1er.

A la question posée de savoir si les instructions de la Commission bancaire et financière sont individuelles

.../...

ou générales, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

"La question a été posée s'il s'agit d'instructions réglementaires générales ou d'instructions individuelles. Il s'agit en réalité d'instructions générales non réglementaires. Le terme d'"instructions" a toujours été utilisé par la Commission bancaire depuis 1935 pour préciser les diligences à effectuer par les reviseurs dans leur collaboration au contrôle public revenant à la commission.

Comme indiqué dans le commentaire des articles (p. 69), la réforme du contrôle revisoral réalisée par le projet comporte la volonté de déterminer limitativement dans la loi elle-même les missions propres des reviseurs, ce qui n'était pas aussi clairement le cas dans la législation antérieure. C'est l'objet des articles 55 et 74, § 2. Dans ce contexte, les "instructions" se limitent à préciser concrètement la portée de ces dispositions. Il s'agit donc d'instructions de type interprétatif et de mise en oeuvre de dispositifs matériels de collaboration avec la Commission bancaire et financière".

Le pouvoir donné à la Commission bancaire et financière n'est admissible que s'il ne dépasse pas les limites exposées dans la réponse reproduite ci-dessus.

Il ressort en effet des explications fournies que le risque est exclu de voir la Commission bancaire et financière prendre des dispositions ayant valeur réglementaire que seul le Roi peut prendre, d'autant qu'elles seraient de nature à rejaillir sur la situation des entreprises contrôlées.

.../...

On peut comparer l'article 74, § 2, alinéa 1er, 4°, avec l'article 55, alinéa 1er, 3°. Bien que les textes soient semblables, les rapports des commissaires-reviseurs ne peuvent être communiqués aux dirigeants de la succursale dans le premier cas tandis qu'ils peuvent l'être aux dirigeants de l'établissement de crédit dans le second cas. Cette différence de régime devrait être expliquée dans l'exposé des motifs.

Paragraphe 2, alinéa 2.

On ne voit pas la raison de limiter au seul 5°, b, la communication adressée aux dirigeants de l'entreprise. Les 4°, 5°, a, et 6° de l'alinéa 1er devraient également être mentionnés.

Article 75.

Paragraphe 4.

1. Invité à s'expliquer sur la portée des mots "Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux", le délégué du Ministre a répondu que les procédures administratives qui peuvent être engagées à l'encontre des établissements de crédit ne portent pas préjudice aux sanctions pénales ou civiles à prononcer par les cours et tribunaux.

.../...

En conséquence, les mots "Sans préjudice de la compétence des cours et tribunaux" sont superflus et doivent être omis.

2. A la fin du paragraphe, il faut écrire "... lorsqu'il a accompli en Belgique" au lieu de "lorsqu'il a posé".

Article 79.

Paragraphe 1er et 3.

L'article 79, § 1er, 1^o, et § 3, traite de l'"agrément de la succursale"; dans le paragraphe 2 du même article, sont utilisés les mots "agréer la succursale" et dans le paragraphe 3, alinéa 2, il est question de la succursale "agréée".

Il résulte de ces expressions que si l'acte administratif d'agrément que fait la Commission bancaire et financière a pour bénéficiaire l'établissement de crédit qui le sollicite en vue d'être autorisé à exercer l'activité bancaire en Belgique, son objet - ce qui est agréé -, est une succursale.

Aussi la méthode sommaire suivie par l'article 79, § 1er, consistant à rendre applicables à l'agrément de succursales certains textes de la section II du titre II du projet, écrits pour déterminer les conditions mises à

.../...

l'agrément d'établissements de crédit "de droit belge", engendre-t-elle nombre d'ambiguïtés. La méthode utilisée ne permet notamment pas de savoir si telle ou telle condition doit être appréciée dans le chef de l'établissement de crédit demandeur ou dans celui de la succursale qu'il se propose d'installer. Ainsi, par exemple, la condition de l'article 79, § 1er, 3º, qui renvoie à l'article 15 concerne évidemment l'établissement demandeur et non la succursale qui par définition n'a pas de personnalité juridique et ne peut donc être une société. En revanche, la condition de l'article 79, § 1er, 4º, qui renvoie à l'article 16 qui prévoit un capital minimum pourrait concerner le capital de l'établissement demandeur ou seulement la somme que l'établissement demandeur doit affecter à l'ensemble de ses opérations en Belgique, comme le veut l'article 10 de l'arrêté n° 185, actuellement en vigueur.

Ces ambiguïtés doivent disparaître. Il faut renoncer à cette méthode et formuler directement et complètement les conditions mises à l'agrément d'une succursale sollicitée par un établissement de crédit relevant du droit d'un Etat non membre de la Communauté européenne; ainsi la portée de chacune des conditions pourra être précisée.

La même observation vaut pour les articles 80, § 1er, 81 et 84.

.../...

Paragraphe 3.

1. L'alinéa 1er trouverait mieux sa place au paragraphe 2, dont il constituerait l'alinéa 1er, parce qu'il concerne les conditions de refus d'agrément.

2. L'alinéa 2 devrait être scindé en deux alinéas.

Le premier alinéa disposerait que la Commission bancaire et financière peut imposer des conditions lors de l'agrément d'une succursale lorsqu'elle estime que la protection des épargnants ou la gestion saine et prudente de l'établissement l'exigent.

Le deuxième alinéa permettrait à la Commission bancaire et financière d'imposer, pour les mêmes motifs, des conditions à la poursuite des activités d'un établissement déjà agréé.

Interrogé sur la nature de ces conditions, le délégué du Ministre a répondu ce qui suit :

"On peut citer comme exemples de conditions mises à l'exercice de l'activité d'une succursale d'établissement de crédit extracommunautaire, les exigences que la Commission bancaire et financière mettrait pour éviter :

- qu'une succursale s'installe pour une activité spécialisée (ex. : activités de marché en valeurs mobilières) mais étende par après son activité au grand public sans avoir l'organisation adéquate;

.../...

- qu'une succursale en Belgique fasse du crédit à son siège central ou à des actionnaires étrangers de la société;
- qu'une succursale en Belgique veuille faire du crédit à des Etats étrangers, ce qui est contraire aux principes, les "risques-pays" devant être gérés par le siège central;
- qu'une succursale veuille effectuer des activités de marché mais en déléguant cette fonction à un tiers (organismes financiers) alors que la succursale doit maîtriser elle-même ses risques et donc les décisions qui les entraînent".

En conclusion , il appartiendra au Gouvernement et au Parlement d'apprécier s'il faut permettre à la Commission bancaire et financière soit d'imposer des conditions en cours d'agrément, uniquement si la succursale exerce des activités nouvelles, ou si ces conditions peuvent être imposées mêmes lorsqu'il n'y a pas de modification d'activités.

Article 83.

Cet article règle certains éléments de la conclusion, du contenu et de la fin (alinéa 5) de "conventions" qui ne sont évidemment pas des conventions de droit privé; elles ne sont pas non plus des traités internationaux. On n'aperçoit pas dès lors quelle place elles peuvent occuper

.../...

dans la hiérarchie des normes applicables dans l'ordre juridique belge, puisqu'elles seront l'oeuvre d'une part, d'un organisme belge approuvé par le pouvoir exécutif belge, et, d'autre part, de personnes étrangères, qui seront sans doute le plus souvent, des autorités administratives. La nature juridique et, partant, la force obligatoire de telles "conventions", est, dès lors, très problématique.

Cette question n'aurait guère d'importance s'il ne s'agissait que de coordonner des actions administratives sans en ébranler les fondements légaux. Elle devient grave dès lors que l'alinéa 2 prévoit que de telles conventions peuvent déroger à toutes les dispositions de la loi sous la seule limite, prévue par l'alinéa 4, qu'elles ne réservent pas à des succursales de banques non communautaires un traitement plus favorable que celui réservé aux succursales de banques communautaires. Un tel pouvoir de dérogation, qui est général puisqu'il doit être exercé sur la base de la réciprocité, retentira nécessairement sur le sort réservé, à l'étranger, aux établissements belges et à leurs succursales, aussi doit-il être, en tout cas, réservé au pouvoir exécutif lui-même, et ne peut-il dépendre de la volonté concordante d'une autorité étrangère.

Article 86.

Il y a lieu de se référer à l'observation générale II.

.../...

Article 90.Alinéa 2.

L'intention des auteurs du projet est de viser, dans la deuxième phrase, l'alinéa 1er de l'article 90 et non l'alinéa 1er de l'article 89.

Il est proposé de rédiger le texte comme suit :

"L'article 89, alinéas 2 et 3, est applicable.

L'alinéa 1er du présent article n'est pas applicable aux intermédiaires intervenant ... (la suite comme dans la deuxième phrase de l'alinéa 2)".

Article 91.

En prévoyant une indemnité à payer à la Banque Nationale, au tarif qu'elle fixe, pour les communications non conformes à ses instructions, le projet déroge au droit commun en matière de responsabilité extra-contractuelle. C'est au législateur qu'il appartient de prévoir un système différent de celui qui est prévu aux articles 1382 et suivants du Code civil. Dans ce cas, il conviendrait que le forfait à payer soit fixé par le Roi et non par la Banque Nationale elle-même.

.../...

Article 92.

Selon l'alinéa 3, le Roi arrête le contenu et les modalités des consultations et communications visées à l'article, ainsi que les modalités de la procédure de rectification lorsqu'il est avéré que des données sont inexactes.

Par ailleurs, l'alinéa 1er prévoit que la Banque Nationale détermine les conditions de communication des données qu'elle a recueillies ainsi que le tarif applicable aux demandes de communication de données.

Dans la mesure où l'alinéa 1er fixe les conditions de communication de données, il fait double emploi avec l'alinéa 3.

Dès lors, il conviendrait de prévoir que le Roi, outre ce qui est prévu à l'alinéa 3, arrête le tarif des demandes de communication de données.

Article 93.

Au début de l'alinéa 1er du texte français, il convient d'écrire "... peut demander à la Commission bancaire et financière de lui communiquer" au lieu de "de se faire communiquer".

.../...

Article 94.

Il y a une discordance entre le texte français, qui vise l'article 92, § 1er, et le texte néerlandais, qui vise l'article 91, § 1er.

Il y a lieu d'adapter le texte français au texte néerlandais.

Articles 95 et 96.

Il y a lieu de se reporter à l'observation générale n° V.

Article 99.Paragraphe 1er.

La directive mentionne "les personnes chargées du contrôle légal des comptes". Cette expression n'est utilisée qu'une seule fois dans le projet. Elle vise, en ce qui concerne la Belgique, outre les commissaires-reviseurs et les commissaires aux comptes, les autres personnes qui, à l'étranger, seraient chargées de missions comparables mais porteraient d'autres dénominations. Pour plus de clarté, il est proposé d'écrire au paragraphe 1er, 1° : "aux commissaires-reviseurs et aux autres contrôleurs légaux des comptes des établissements ...".

.../...

Paragraphe 4.

Le paragraphe 4 n'a pas de portée normative et doit donc être omis.

Article 101.

L'article est la transposition de l'article 3, § 9, de la directive 92/30/CEE du 6 avril 1992, aux termes duquel :

"Nonobstant les exigences du paragraphe 8, les autorités compétentes responsables de l'agrément de la filiale d'une entreprise mère qui est un établissement de crédit peuvent déléguer leur responsabilité de surveillance, par voie d'accord bilatéral, aux autorités compétentes qui ont agréé et surveillent l'entreprise mère. La Commission doit être tenue informée de l'existence et de la teneur de tels accords. Elle transmet cette information aux autorités compétentes des autres Etats membres et au comité consultatif bancaire".

L'article 101 ne prévoit pas l'obligation d'informer la Commission européenne de l'existence et de la teneur des modalités visées à l'article.

La même observation vaut pour l'article 40bis, § 8, en projet (article 120 du projet).

.../...

Article 103.Alinéa 2.

Il résulte des explications du délégué du Ministre que l'intention de l'auteur du projet est de prévoir une astreinte et non une amende administrative, comme le prévoit le texte néerlandais ("administratieve boete").

En réalité, l'astreinte constitue la réparation du préjudice que subit une personne lorsqu'elle n'obtient pas l'exécution d'une décision juridictionnelle qu'elle a obtenue.

Il s'ensuit que l'astreinte ne peut être prononcée que par le juge.

L'article 103 doit, dès lors, être omis.

Observation générale sur le
Chapitre II "Des sanctions pénales".

Par le système de référence globale que l'article 104, 4^o, 6^o et 8^o, utilise, le législateur reste en défaut de déterminer chacun des éléments constitutifs de chaque infraction et d'en indiquer la gravité. Or, l'article 9 de la Constitution, en réservant au législateur le soin de fixer l'échelle des peines, lui impose d'exercer son pouvoir aussi attentivement que possible.

Il convient donc, pour se conformer à cette règle constitutionnelle, que le législateur fasse lui-même la description des faits délictueux en les envisageant comme tels, et qu'il énonce notamment si le caractère frauduleux est ou non requis. Il convient, en particulier, d'éviter de prévoir des peines pour des infractions à des dispositions qui ne sont pas encore élaborées.

Frapper d'une peine toute méconnaissance de la moindre règle des articles cités élargit de façon excessive le champ de la répression et conduit à permettre d'infliger, dans certains cas, des peines sans proportion avec la gravité des faits délictueux (1).

Article 104.

1. L'article ne fait parmi ceux qui commettent une infraction aucune distinction selon la fonction qu'ils exercent dans la société. Tous ceux qui contreviennent à l'un des très nombreux articles visés sont punissables.

Il convient de préciser la qualité de la personne qui commet l'infraction.

(1) Voyez à cet égard : Thierry AFSCHRIFT et Annemie ROMBOUTS, La loi sur le blanchiment est-elle applicable aux infractions fiscales, Journal des tribunaux 1992, pp. 609 à 617 et spécialement la conclusion, p. 617, sur le danger des sanctions pénales démesurées.

2. En ce qui concerne le paragraphe 1er, 3º, il y a lieu de se reporter à l'observation formulée à propos de l'article 24, § 4.

On ne peut punir l'actionnaire qui, ayant l'intention de vendre ses titres en bourse, reste en défaut de communiquer à la Commission bancaire et financière l'identité des acquéreurs. Il ne peut, en effet, satisfaire aux exigences de l'article 24, § 4, précité, car il lui est impossible d'être informé de cette identité par les sociétés de bourses, qui sont les intermédiaires obligés de ces transactions.

3. Au même 3º, il faut déterminer quel est, parmi les dirigeants d'un établissement de crédit, celui qui est responsable de l'infraction à l'article 24, § 6.

4. Le 4º du paragraphe 1er, en ce qu'il fait référence aux articles 38 et 40, incrimine une intention qui n'a pas été nécessairement suivie d'effet et qui n'est donc pas punissable.

La référence à ces articles doit être omise.

5. De plus, le 4º punit ceux qui contreviennent aux arrêtés et règlements qui n'ont pas encore été pris à la différence du système de répression prévu dans certains articles de la loi en projet.

.../...

La méthode de référence à des dispositions futures est contraire aux principes généraux d'incrimination.

Il y a lieu de se référer, pour le surplus, à l'observation formulée en tête du chapitre relatif aux sanctions pénales.

6. Au 6°, la référence à l'article 75, § 2, alinéa 3, est inexacte. Le paragraphe 2 ne comporte pas d'alinéa 3. La référence doit donc être corrigée.

7. Selon le 9°, seront punis "ceux qui mettent obstacle aux inspections et vérifications auxquelles ils sont tenus ... à l'étranger ...".

Il va de soi que la disposition édictée l'est sous la réserve de l'article 7 du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle.

8. Le paragraphe 2 serait plus clairement rédigé comme suit :

"§ 2. Toute infraction à l'interdiction édictée par l'article 19 est punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1.000 francs à 10.000 francs".

.../...

Article 108.

L'alinéa 2 suivant lequel toute action pénale du chef des infractions visées à l'alinéa 1er doit être portée à la connaissance de la Commission bancaire et financière à la diligence du ministère public auprès de la juridiction répressive qui en est saisie, porte atteinte au principe du secret de l'instruction et, pour cette raison, n'est pas admissible.

L'alinéa 2 doit, dès lors, être omis.

Article 109.

Suivant l'article 109, la Commission bancaire et financière est habilitée à intervenir en tout état de cause devant la juridiction répressive saisie d'une infraction punie par la loi en projet, sans qu'elle ait à justifier d'un dommage.

En principe, ne peut intervenir au procès pénal que la personne qui se constitue partie civile et qui demande comme telle la réparation d'un dommage qu'elle doit justifier.

L'article prévoit que la Commission bancaire et financière peut intervenir sans même avoir à justifier d'un dommage.

Si la loi en projet peut autoriser une intervention qui, dans l'état actuel de la procédure répressive, est

.../...

insolite, il conviendrait que soit précisé dans le Code d'instruction criminelle les modalités de cette intervention.

Article 110.

Le texte laisse sans réponse la question de savoir comment sera réglementairement fixé le taux des indemnisations visées à l'article.

L'article devrait prévoir, comme c'est le cas pour les sociétés de bourse, que le Roi fixera le taux d'indemnisation des clients des établissements de crédit.

*

En ce qui concerne les articles 111 à 121, il y a lieu de se référer à l'observation générale n° I.

C'est sous cette réserve que les observations suivantes sont formulées.

Article 112.

1. Les articles 112, 1^o, et 147, alinéa 3, 2^o, du projet prévoient que les dispositions formant le titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sont abrogées à la date d'entrée en vigueur du Code des opérations financières et des marchés financiers visé à l'article 225 de la loi du 4 décembre 1990, alors que par ailleurs il ressort des

.../...

articles 145 et 147, alinéa 1er, que certaines des dispositions du titre II précité seront modifiées le 1er janvier 1993.

Prévoir, dans un même projet, à la fois la modification de certaines dispositions légales et l'abrogation de celles-ci, c'est recourir à un procédé relativement compliqué dont l'emploi ne s'impose pas en l'espèce. En effet, comme les dispositions du titre II de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sont comprises dans le champ de la codification prévue à l'article 225 de la loi du 4 décembre 1990, c'est, en toute logique, la loi ratifiant l'arrêté royal réalisant cette codification (et non le présent projet) qui doit prévoir l'abrogation des dispositions dont le Code des opérations financières et des marchés financiers reprend la substance. En conséquence, il est proposé de ne pas prévoir dans le présent projet l'abrogation des dispositions du titre II de l'arrêté royal n° 185.

2. Comme l'article 58 de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers a abrogé les articles 47 à 60 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 (titre V), il est inutile de prévoir à l'article 112, 1°, la même abrogation.

3. Lorsqu'on entend remplacer un article, il n'y a pas lieu d'en prévoir au préalable l'abrogation. En conséquence, il n'y a pas lieu, à l'article 112, 3°, de

.../...

viser les articles 38 et 39 de l'arrêté royal n° 185 lesquels sont remplacés par les articles 117 et 118 du projet.

4. Quant aux dispositions de l'article 112 qui, compte tenu des remarques précédentes, subsistent, elles trouveraient mieux leur place dans l'article 142 qui regroupe les dispositions abrogatoires à prévoir dans le projet.

Article 114.

1. La Commission bancaire et financière n'est pas chargée du contrôle des lois ni des arrêtés. Elle est seulement chargée de contrôler le respect de certaines lois et de certains arrêtés lorsque la mission lui en a été confiée.

Le texte doit être revu dans ce sens.

Article 115.

L'article 36 en projet met à charge des entreprises "les frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière".

L'attribution de pouvoir au Roi pour en fixer les limites et la manière dont il faut en supporter la charge,

.../...

indique que, dans l'esprit de l'auteur du projet, il ne s'agit pas d'un impôt mais bien d'une redevance.

La participation aux frais de fonctionnement de la Commission bancaire et financière ne répond pas aux critères d'une redevance, tels qu'ils ont été dégagés par la doctrine et la jurisprudence.

Comme le Conseil d'Etat l'a relevé dans plusieurs avis, la redevance, pour être conforme à l'article 113 de la Constitution, doit répondre aux conditions suivantes :

- 1º la rétribution doit constituer la contrepartie immédiate d'un service et être proportionnée au coût de celui-ci;
- 2º le service doit être fourni spécialement en faveur d'un usager et non au profit de la collectivité;
- 3º le recours au service dont la rétribution constitue la contrepartie doit être volontaire (1).

(1) Avis du Conseil d'Etat du 5 février 1990, relatif à un avant-projet de décret sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, C.R.W., 1989-1990, n° 151/1, annexe I, pp. 44-45. En doctrine, voyez J.-M. VAN BÖL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires, Administration publique, trim., 1986, p. 259; R. DRUYTS, De financiering van de zuivering van oppervlaktewateren in Vlaanderen : een brug over troebel water, Rechtskundig Weekblad, 1989-1990, p. 735; B. PEETERS, De begrippen belasting, last en retributie, Rechtskundig Weekblad, 1987-1988, pp. 241-250; D. DEOM : Le statut juridique des entreprises publiques, Story Scientia, Bruxelles, 1990, pp. 384-385. Voir aussi les avis L. 19.854/9 du 22 juin 1990 "sur un projet de décret relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements

La rétribution ne peut dès lors, être, aux termes de l'article 113 de la Constitution, qu'un impôt au profit de l'Etat, dont le tarif doit être déterminé dans la loi elle-même.

Article 117.

1. Ce texte tend à insérer dans la loi organique de la Commission bancaire et financière des règles qui figurent jusqu'à présent dans les articles 72 et 74, 2°, de la loi du 30 juin 1975 sur les banques et caisses d'épargne privées.

En autorisant la Commission bancaire et financière à procéder ou à faire procéder à des vérifications dans les livres et documents de ceux qu'elle soupçonne d'avoir dissimulé la vérité, le texte ne précise pas quels sont au juste les pouvoirs qu'il confère. Est-ce celui d'exiger la production de livres et documents ou s'agit-il d'un véritable pouvoir de perquisition ? Il convient donc que le texte précise les contours des prérogatives conférées à la Commission bancaire et financière, en ne perdant pas de vue le fait que le personnel de la Commission bancaire et financière n'a prêté aucun serment de respecter la Constitution et les lois du peuple belge.

hôtelières" et L. 19.892/2 du 11 juin 1990 sur un projet de loi "modifiant la loi du 21 janvier 1987 concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles".

.../...

La question de la délimitation de ces pouvoirs doit être envisagée en considérant le fait que, selon les termes du premier alinéa de l'article 117 (38 en projet de l'arrêté n° 185), ces investigations peuvent être entreprises contre une personne qui, n'étant pas normalement soumise au contrôle de la Commission, est simplement soupçonnée par cet organisme de s'être livrée à une activité qui pourrait justifier qu'elle doive être contrôlée. Il s'agit donc d'une investigation préventive pouvant s'exercer sur tous les citoyens. C'est pourquoi, il s'agit d'apprécier avec une vigilance particulière la mesure dans laquelle la loi en projet pourrait porter atteinte au principe constitutionnel de l'inviolabilité du domicile.

2. A l'alinéa 4, 2°, les mots "les lois et règlements dont la Commission bancaire et financière assure le contrôle" appelle la même observation que celle qui a été formulée à propos de l'article 114.

Article 119.

Il y a lieu de se reporter à l'observation générale n° V.

*

Article 123.

La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

.../...

"L'article 27 du même arrêté, modifié par la loi du 28 juillet 1948, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 125.

1. A l'article 7 en projet, le mot "initialement" n'a pas de pendant dans le texte néerlandais.

Il y a lieu de remédier à cette discordance.

2. Au 2^o, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"L'article 15, alinéa 1er, modifié par la loi du 31 mars 1958, est remplacé par l'alinéa suivant :".

Article 127.

1. L'article 27bis, alinéa 3, que l'article 134 du projet entend insérer dans l'arrêté n° 43 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des sociétés de capitalisation constitue en réalité une disposition modificative de l'article 124, alinéa 1er, du Code des impôts sur les revenus 1992. Mieux vaudrait supprimer l'article 27bis, alinéa 3, et amender l'article 127 du projet de manière à y faire figurer cette seconde modification à apporter au Code des impôts sur les revenus 1992.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"Dans le Code des impôts sur les revenus 1992, sont apportées les modifications suivantes :

1º l'article 21, 5º, est remplacé par la disposition suivante :

"5º (reproduire l'article 21, 5º, avec les modifications de forme que le projet lui apporte)";

2º à l'article 124, alinéa 1er, les mots "à l'article 56, §§ 1er et 2, 2º, c, f et g" sont remplacés par les mots "à l'article 56, §§ 1er et 2 , 2º, f et g".

Article 128.

Il est proposé de supprimer cet article et de grouper à l'article 133 du projet l'ensemble des modifications à apporter à l'arrêté royal n° 64 du 10 novembre 1967 organisant le statut des sociétés à portefeuille.

Article 129.

Au 1º, il faut écrire, dans la disposition en projet : "... compte ouvert auprès de LA POSTE (Postchèque) ou d'un établissement ...".

.../...

La même observation vaut pour le texte en projet figurant sous le 2º.

Article 130.

1. Au début de l'article, il faut écrire "Dans l'article 3, 2º, ...".

2. Au c en projet, la référence "à l'article 65 de la même loi" est équivoque. Mieux vaut écrire "à l'article 65 de la loi du ... précitée".

Article 131.

La modification en projet de l'article 220, 1º, de la loi du 4 décembre 1990 tend, en réalité, à aggraver la répression pénale.

Le texte de l'exposé des motifs relatif à cette modification doit être rectifié.

Article 132.

1. Au 1º, le texte en projet se réfère "aux interdictions prévues par l'article 27, § 2, de la loi ...".

.../...

Or, c'est le paragraphe 1er de l'article 27 qui prévoit ces interdictions tandis que le paragraphe 2 contient les cas dans lesquels ces interdictions ne s'appliquent pas.

La référence doit être revue.

2. La disposition en projet, figurant sous le 2°, serait rédigée plus simplement comme suit :

"Les infractions prévues au paragraphe 2 sont punies d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 1000 francs à 10.000 francs. Le livre Ier du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, est applicable à ces infractions".

3. Au 6°, l'article 217, 3°, en projet prévoit, au profit de la Commission bancaire et financière, un pouvoir de dérogation "dans des cas spéciaux". Pareil pouvoir n'est pas prévu dans le texte actuel de l'article 217.

Suivant l'exposé des motifs, l'article 132, à l'exception du 3°, apporte les "modifications pour la plupart légistiques".

Il ne s'agit évidemment pas d'une modification légistique mais de prévoir un pouvoir qui n'existait pas antérieurement.

Pour le surplus, il y a lieu de se référer aux observations générales II et III.

.../...

4. Le 7^o de l'article 132 tend à abroger l'article 218 de la loi du 17 juin 1991.

Or, ce dernier article modifie l'article 73 de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers.

L'abrogation de l'article 218 n'aura d'effet juridique que si cette modification n'est pas entrée en vigueur avant l'entrée en vigueur du projet.

Le 11^o appelle une observation analogue.

Article 133.

1. Il est fait référence à l'observation générale n^o III.

2. Si la proposition faite à l'article 128 est retenue, il convient d'insérer dans l'article 133, un 1^o rédigé comme suit :

"1^o à l'article 3, alinéa 1er, modifié par les lois des 30 juin 1975 et 4 décembre 1990, les mots "ou sur ... (la suite comme à l'article 128 du projet)" sont supprimés";

.../...

3. Au 1^o (devenant le 2^o), la phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"2^o L'article 7, modifié par la loi du 4 décembre 1990, est complété par les alinéas suivants :".

4. Au 2^o (devenant le 3^o), les mots "Dans l'article 10, alinéa 1er, 1^o" sont erronés et doivent être remplacés par les mots "A l'article 11, alinéa 1er, 1^o, modifié par la loi du 20 janvier 1978,".

5. En étendant l'incrimination à la transgression des arrêtés pris en vertu de l'article, le texte en projet instaure une infraction qui n'est pas prévue actuellement.

L'exposé des motifs ne justifie pas cette extension de la répression. Il doit être complété sur ce point.

Article 134.

1. En ce qui concerne l'article 27bis, alinéa 3, en projet, l'interruption de la réception des fonds pour l'alimentation des comptes d'épargne-pension ouverts antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi en projet, peut pénaliser les titulaires de ces comptes.

Il convient que le Gouvernement et le Parlement soient attentifs à cette incidence.

.../...

En outre, il y a lieu à cet égard de se référer à l'observation formulée au sujet de l'article 127.

3. L'article 27bis, alinéa 5, de l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934, en projet, tend à attribuer au Roi des pouvoirs spéciaux Lui permettant de modifier les lois relatives aux entreprises et opérations financières ainsi que d'abroger l'arrêté royal n° 43 du 15 décembre 1934, pris en vertu de pouvoirs spéciaux et confirmé par la loi du 4 mai 1936, 23°.

Il convient à ce sujet de se référer à l'observation générale n° IV.

Article 142.

L'article omet d'indiquer les modifications que les textes qu'il abroge ont subies antérieurement; en outre, il convient, conformément à l'observation générale n° I, d'y intégrer l'abrogation de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935.

Le texte suivant est proposé :

"Sont abrogés :

- 1° l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des titres et valeurs, modifié par ...;
- 2° les articles 1er à 18 de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne, modifiés par l'arrêté royal

.../...

- n° 63 du 10 novembre 1967 et par les lois des 30 juin 1975, 8 août 1980, 17 juillet 1985, 4 décembre 1990, 22 juillet 1991 et 4 août 1992;
- 3° les dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées, coordonnées le 23 juin 1967, modifiées par l'arrêté n° 57 du 10 novembre 1967 et par les lois des 30 juin 1975, 8 août 1980, 21 février 1985, 17 juillet 1985, 4 décembre 1990, 18 juillet 1991, 28 juillet 1992 et 4 août 1992;
- 4° les articles 69 à 74 de la loi du 30 juin 1975 relative au statut des banques, des caisses d'épargne privées et de certains autres intermédiaires financiers, modifiés par les lois des 8 août 1980, 1er juillet 1983 et 4 décembre 1990;
- 5° (comme au 4° de l'article)".

Article 143.

L'article attribue au Roi des pouvoirs spéciaux étendus à l'ensemble de la loi, sans limitation dans le temps .

Si les accords ou traités internationaux grèvent la Belgique, ils devront être ratifiés par le législateur. Il n'y a pas d'inconvénient de faire figurer dans la loi d'assentiment les adaptations de la législation belge qui en sont la conséquence.

De plus, il y a lieu de se référer à l'observation générale n° IV.

.../...

Article 144.

L'article donne au Roi le pouvoir d'adapter les "dispositions et références", alors que l'intitulé au chapitre II ne vise que l'adaptation des références.

On peut s'étonner qu'une adaptation de dispositions législatives soit opérée pour réaliser une mise en concordance avec une coordination ultérieure, alors que celle-ci est généralement réalisée par arrêté royal.

L'adaptation par arrêté royal des dispositions législatives issues du projet peut être considérée, en certains cas, comme l'exercice d'un pouvoir spécial. A cet égard, il est fait référence à l'observation générale n° IV.

Article 145.

Cet article doit être revu pour tenir compte de l'observation générale n° I.

Article 146.

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, mieux vaudrait écrire : "... et établissements chargés de la compensation, du règlement de paiements ou du dénouement d'opérations financières, peuvent, en cas de faillite ou en cas de situation de concours de créanciers, être opposées aux créanciers si la créance ...".

Annexe I.

Table de concordance entre les dispositions des directives C.E.E. et celles du projet de loi, communiquée par le délégué du Ministre.

DIRECTIVESPROJET DE LOI (1)A. Directive 89/117.

Art. 2

Art. 72 + A.R. récemment examiné par le Conseil d'Etat sur la base des législations actuelles

Art. 3

Art. 80, § 1er, 2° (renvoi à l'article 44 + A.R. récemment examiné par le Conseil d'Etat sur la base des législations actuelles).

B. Directive 89/646.

Art. 1er, 1)

Art. 1er, al. 2

Art. 1er, 2)

Art. 7 et suiv.

Art. 1er, 3)

Art. 3, § 1er, 3°

Art. 1er, 4)

Art. 3, § 1er, 4°

Art. 1er, 5)

Art. 46

Art. 1er, 6)

Art. 3, § 1er, 5°

Art. 1er, 7)

sans objet

Art. 1er, 8)

sans objet

Art. 1er, 9)

Art. 3, § 1er, 2°

Art. 1er, 10)

Art. 3, § 1er, 3°

Art. 1er, 11)

A.R. récemment examiné par le Conseil d'Etat sur la base des législations actuelles

(1) Il est à noter que la transposition de la première directive bancaire 77/780 a été réalisée dans les diverses législations en vigueur sur les établissements de crédit par la loi du 17 juillet 1985. On se limite donc, dans ce tableau de concordance, aux directives 89/117, 89/646 et 92/30 qui doivent entrer en vigueur le 1er janvier 1993 (voir ci-après les références des directives).

Art. 1er, 12)
 Art. 1er, 13)
 Art. 1er, 14)

Art. 2, §§ 1er et 2

Art. 2, § 3

Art. 3

Art. 4, § 1er
 Art. 4, § 2

Art. 5

Art. 6, § 1er
 Art. 6, §§ 2 et 3

Art. 7

Art. 8, al. 1er, a), et al. 2
 Art. 8, al. 1er, b)

Art. 9, §§ 1, 2, 3 et 4, al. 1
 Art. 9, § 4, al. 2 à 4
 Art. 9, § 5, al. 1er, a)
 Art. 9, § 5, al. 1er, b)
 Art. 9, § 6

Art. 10, § 1er
 Art. 10, § 2
 Art. 10, §§ 3 et 4
 Art. 10, § 5

Art. 11, § 1er, al. 1er
 Art. 11, § 1er, al. 2
 Art. 11, § 2
 Art. 11, § 3
 Art. 11, § 4
 Art. 11, § 5, al. 1er
 Art. 11, § 5, al. 2

Art. 12, §§ 1er et 2
 Art. 12, §§ 1er, 2 et 3
 (exception)
 Art. 12, § 4
 Art. 12, § 5

Art. 3, § 1er, 2°
 Art. 3, § 1er, 2°
 sans objet

Art. 1er, al. 2, et
 art. 2, 1°
 Art. 61

Art. 4

Art. 16
 faculté non utilisée

Art. 17

Art. 65
 transposé par loi du
 4/12/1990 : art. 228, 247
 et 248, § 1er

Art. 9

Art. 14, al. 1
 Art. 25, al. 1 et 2

sans objet
 Art. 14, al. 2 et 3
 Art. 14, al. 2
 Art. 25, al. 3
 sans objet

Art. 23, § 1er
 Art. 23, § 2, al. 1
 Art. 23, § 2, al. 2
 Art. 12, § 3

Art. 24, § 1er, al. 1 et 2
 Art. 24, § 3
 Art. 24, § 2
 Art. 24, § 4
 Art. 24, § 6
 Art. 24, § 7
 Art. 24, § 5

Art. 32, § 5, et 137
 Art. 32, § 4

Art. 32, § 3
 Art. 32, § 6, et 57

.../...

Art. 12, § 6	Art. 49, § 2, al. 3
Art. 12, § 7	sans objet
Art. 12, § 8 (partim)	Art. 32, § 6, al. 2
Art. 13, § 1er	Art. 46 et 48
Art. 13, § 2	Art. 20
Art. 13, § 3 (1)	Art. 49, § 2, al. 1
Art. 14 (D 77/780, art. 7.1.)	Art. 97, 1 ^o , et 101, al. 1 et 2
Art. 14, § 2	Art. 68 et 69
Art. 14, § 3	Art. 101, al. 1
Art. 15, § 1er	Art. 73, § 2
Art. 15, § 2 (2)	Art. 48 et 73, § 1er, al. 2, et § 2
Art. 15, § 3	Art. 73, § 1er, et 74
Art. 16 (remplacement art. 12, D 77/780)	
Art. 12, § 1er, al. 1	Art. 119 et 95 + 96, 1 ^o + 100
Art. 12, § 1er, al. 2	Art. 96, 2 ^o
Art. 12, § 2	Art. 97, 1 ^o
Art. 12, § 3	Art. 97, 2 ^o
Art. 12, § 4	Art. 98
Art. 12, § 5	Art. 99, § 1er, et §§ 3 et 4
Art. 12, § 6	Art. 99, § 2
Art. 12, § 7	non utilisé
Art. 17	Art. 57 et 102 et suiv.
Art. 18, § 1er	Art. 65 et 66
Art. 18, § 2	Art. 78 et 41-42
Art. 19	Art. 34, al. 1 à 6, 35 et 37
Art. 20	Art. 38 et 39

(1) La directive 83/350 a été remplacée par la directive 93/30.

(2) La directive 83/350 a été remplacée par la directive 93/30. Celle-ci reprend, en son article 7, § 7, le texte visé par l'article 15, § 2 (voir art. 10, § 2, de la directive 93/30).

Art. 21, § 1er
 Art. 21, §§ 2, 3 et 4
 Art. 21, § 5
 Art. 21, § 6
 Art. 21, § 7
 Art. 21, § 8
 Art. 21, § 9
 Art. 21, § 10

Art. 21, § 11

Art. 22

Art. 23, § 1er
 Art. 23, § 2

Art. 24

ANNEXE

C. Directive 93/30.

Art. 1er

Art. 2

Art. 3
 § 1er
 § 2
 § 3

§ 4
 § 5
 § 6

§ 7

§ 8

§ 9

Art. 71
 Art. 75, §§ 1 à 4
 sans objet
 Art. 75, §§ 1er à 3
 Art. 75, § 3
 Art. 75, §§ 1er à 4
 Art. 59 et 76
 Art. 34, al. 6, et
 art. 75, § 5
 sans objet

sans objet

Art. 135
 Art. 140

Art. 147, al. 1

Art. 3, § 2

Art. 49

Art. 1er, al. 2; art. 3,
 § 1; art. 49, § 1er

Art. 1er; art. 49

Art. 49, § 2
 Art. 49, § 4
 Art. 49, §§ 2 (notam.
 l'al. 5 : règlement CBF)
 et 6
 Art. 49, § 5
 Art. 49, §§ 2 et 4
 Art. 49, §§ 2 (notam.
 al. 3) et 4
 Art. 49, § 2 (notam. al. 8
 et 9)
 Art. 49, § 2 (notam. al. 8
 et 9) + règlement CBF sur
 les coefficients de solva-
 bilité pris sur la base
 des législations actuelles
 Art. 49, § 2 (notam.
 al. 10); art. 101

.../...

§ 10	Art. 49, §§ 2 (notam. al. 6) et 4
Art. 4	Art. 49, § 2; art. 101
Art. 5	
§§ 1er et 2	Art. 49, §§ 2 (notam. al. 1, 2 et 5) et 4
§ 3	Art. 49, § 2 (notam. al. 2)
§ 4	Art. 49, §§ 2 (notam. al. 2) et 3
§ 5	Art. 49, §§ 2, 3 et 4
Art. 6	Art. 49, § 5
Art. 7	
§ 1er	sans objet
§§ 2 et 3	Art. 49, § 2 (notam. al. 10); art. 97; art. 99; art. 101
§ 4	Art. 49, § 2 (notam. al. 7)
§ 5	Art. 49, § 2 (notam. al. 7); art. 97; art. 98; art. 99
§ 6	Art. 13
§ 7	voir sous art. 15, § 2 de la directive 89/646; voir aussi art. 49, § 2 (notam. al. 10), et art. 101
§ 8	Titre VIII : Dispositions pénales
Art. 8	sans objet
Art. 9	
§ 1er	Art. 147
§ 2	Art. 49, §§ 2 et 4
Art. 8, 10 et 11	sans objet

Liste des directives communautaires citées.

- Première directive 77/780/CEE du Conseil, du 12 décembre 1987, visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice; JO, L 322/30 du 17 décembre 1977.

.../...

- Directive 86/524/CEE du Conseil, du 27 octobre 1986, modifiant la directive 77/780/CEE en ce qui concerne la liste des exclusions permanentes de certains établissements de crédit; JO, L 309/15 du 4 novembre 1986.
- Directive 86/635/CEE du Conseil, du 8 décembre 1986, concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers; JO, L 372/1 du 31 décembre 1986.
- Directive 89/117/CEE du Conseil, du 13 février 1989, concernant les obligations en matière de publicité des documents comptables des succursales, établies dans un Etat membre, d'établissements de crédit et d'établissements financiers ayant leur siège social hors de cet Etat membre; JO, L 44/40 du 16 février 1989.
- Directive 89/299/CEE du Conseil, du 17 avril 1989, concernant les fonds propres des établissements de crédit; JO, L 124/16 du 5 mai 1989.
- Deuxième directive 89/646/CEE du Conseil, du 15 décembre 1989, visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, et modifiant la directive 77/780/CEE; JO, L 386/1 du 30 décembre 1989.
- Directive 89/647/CEE du Conseil, du 18 décembre 1989, relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit; JO, L 386/14 du 30 décembre 1989.
- Directive 92/30/CEE du Conseil, du 6 avril 1992, sur la surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée; JO, L 110/52 du 28 avril 1992.

.../...

Annexe II.

Table de concordance entre les dispositions du projet de loi et celles des directives C.E.E., communiquée par le délégué du Ministre.

PROJET DE LOI.TEXTES COMMUNAUTAIRES.

Art. 1er, al. 2	D 77/780, art. 1er, 1er tiret D 89/646, art. 1er, 1)
Art. 2, 1 ^o	D 77/780, art. 2, § 2, 3 premiers tirets, tels que modifiés par D 86/524, art. 1er D 89/646, art. 2, § 2
Art. 3, § 1er, 2 ^o	D 89/646, art. 1er, 9), 12) et 13)
Art. 3, § 1er, 3 ^o	D 89/646, art. 1er, 10)
Art. 3, § 1er, 4 ^o	D 89/646, art. 1er, 4)
Art. 3, § 1er, 5 ^o	D 89/646, art. 1er, 6)
Art. 3, § 1er, 6 ^o	D 89/646, art. 1er, 3) + arrêt CJCE
Art. 3, § 2	D 89/646, annexe
Art. 4	D 89/646, art. 3
Art. 6	D 77/780, art. 5
Art. 7	D 77/780, art. 3, § 1er
Art. 8	D 77/780, art. 3, § 4
Art. 9	D 89/646, art. 7
Art. 10, al. 1	D 77/780, art. 3, § 6
Art. 13, al. 1, in fine	D 77/780, art. 3, § 7
Art. 14, al. 1	D 89/646, art. 8, al. 1, a), et al. 2
Art. 14, al. 2 et 3	D 89/646, art. 9, §§ 3 à 5
Art. 16, al. 1	D 89/646, art. 4, § 1er
Art. 17	D 89/646, art. 5
Art. 18	D 77/780, art. 3, § 2

.../...

Art. 20	D 89/646, art. 13, § 2
Art. 21	D 89/646, 8 ^e considérant, in fine
Art. 23	D 89/646, art. 10
Art. 24	D 89/646, art. 11
Art. 25, al. 1 et 2	D 89/646, art. 8, al. 1, b), et al. 2
Art. 25, al. 3 et 4	D 89/646, art. 9, §§ 3 à 5
Art. 32	D 89/646, art. 12
Art. 34, al. 1 à 4	D 89/646, art. 19, §§ 1 à 4
Art. 34, al. 6	D 89/646, art. 21, § 10
Art. 35	D 89/646, art. 19, § 3
Art. 37	D 89/646, art. 19, § 6
Art. 38	D 89/646, art. 20, § 1
Art. 39	D 89/646, art. 20, § 2
Art. 41 et 42	D 89/646, art. 18, § 2
Art. 43	D 89/299 D 89/647
Art. 44, al. 3	D 86/635
Art. 46	D 89/646, art. 13, § 1er et § 2
Art. 48	D 89/646, art. 13, § 1, et 15
Art. 49 (1)	D 92/30
Art. 56	D 77/780, art. 8, § 1er, litt. a)
Art. 57, § 1er	D 77/780, art. 8, § 1er

(1) Voir tableaux de concordance détaillés ci-après.

Art. 57, § 2, al. 1	D 89/646, art. 17 D 77/780, art. 8, § 5
Art. 58 et 59	D 89/646, art. 21, §§ 2 et suiv.
Art. 61	D 77/780, art. 2, § 4 D 89/646, art. 2, § 3
Art. 65, al. 1 et 2	D 89/646, art. 18 et 19, §§ 2 à 4
Art. 66	D 89/646, art. 20
Art. 68	D 89/646, art. 14, § 2
Art. 69	D 89/646, art. 14, § 2
Art. 70	D 89/646, art. 19, § 4, et 21, §§ 5 et 11
Art. 71	D 89/646, art. 21, § 1er
Art. 72	D 89/646, art. 21, § 1er, al. 2 D 89/117
Art. 73, § 1er, al. 1	D 89/646, art. 13, § 1er, et 14, § 2
Art. 73, § 1er, al. 2	D 89/646, art. 15, § 3 D 77/780, art. 7, § 1er, tel que modifié par D 89/646, art. 14, § 1er
Art. 73, § 1er, al. 3	D 89/646, considérant n° 22
Art. 73, § 2	D 89/646, art. 15, §§ 1er et 2
Art. 74, § 2, al. 4	D 89/646, art. 15, §§ 1er et 2
Art. 75	D 89/646, art. 21, §§ 2 à 8 et 10
Art. 76	D 89/646, art. 21, § 8
Art. 77	D 89/646, considérant n° 22
Art. 78	D 89/646, art. 18, § 2

.../...

Art. 83, al. 4	D 77/780, art. 9, § 1er
Art. 95	D 77/780, art. 12, § 1er, al. 1 in fine, tel que modifié par D 89/640, art. 16
Art. 96	D 77/780, art. 12, § 1er, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 97, 1 ^o	D 77/780, art. 12, § 2, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 97, 2 ^o	D 77/780, art. 12, § 3, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 98	D 77/780, art. 12, § 4, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 99, § 1er	D 77/780, art. 12, § 5, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 99, § 2	D 77/780, art. 12, § 6, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 99, § 3	D 77/780, art. 12, §§ 5 et 6, tels que modifiés par D 89/646, art. 16
Art. 99, § 4	D 77/780, art. 12, § 5, 2 ^e tiret, in fine, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 100	D 77/780, art. 12, § 1er, al. 1, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 119	D 77/780, art. 12, § 1er, al. 1, tel que modifié par D 89/646, art. 16
Art. 135 (partim)	D 89/646, art. 23, § 1er
Art. 137	D 89/646, art. 12
Art. 140	D 89/646, art. 23, § 2.

.../...

Liste des directives communautaires citées.

- Première directive 77/780/CEE du Conseil du 12 décembre 1987 visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice; JO, L 322/30 du 17 décembre 1977.
- Directive 86/524/CEE du Conseil, du 27 octobre 1986, modifiant la directive 77/780/CEE en ce qui concerne la liste des exclusions permanentes de certains établissements de crédit; JO, L 309/15 du 4 novembre 1986.
- Directive 86/635 CEE du Conseil, du 8 décembre 1986, concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers; JO, L 372/1 du 31 décembre 1986.
- Directive 89/117/CEE du Conseil, du 13 février 1989, concernant les obligations en matière de publicité des documents comptables des succursales, établies dans un Etat membre, d'établissements de crédit et d'établissements financiers ayant leur siège social hors de cet Etat membre; JO, L 44/40 du 16 février 1989.
- Directive 89/299/CEE du Conseil, du 17 avril 1989, concernant les fonds propres des établissements de crédit; JO, L 124/16 du 5 mai 1989.
- Deuxième directive 89/646/CEE du Conseil, du 15 décembre 1989, visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, et modifiant la directive 77/780/CEE; JO, L 386/1 du 30 décembre 1989.
- Directive 89/647/CEE du Conseil, du 18 décembre 1989, relative à un ratio de solvabilité des établissements de crédit; JO, L 386/14 du 30 décembre 1989.
- Directive 92/30/CEE du Conseil, du 6 avril 1992, sur la surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée; JO, L 110/52 du 28 avril 1992.

.../...

Les tableaux français et néerlandais de concordance entre l'article 49 du projet et les dispositions de la directive CEE se trouvent sur la disquette sous la rubrique tableau FR et tableau NL.

ALGEMENE OPMERKINGEN.I. Handhaving of opheffing van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935.

De artikelen 111 tot 121 voorzien in de wijziging en de gedeeltelijke opheffing van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.

Dat besluit zal derhalve nog slechts acht artikelen bevatten, waarvan slechts één enkel artikel niet wordt gewijzigd door dit ontwerp. Het heeft zo goed als geen nut die acht artikelen op te nemen onder het opschrift "Wijzigingen in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten", terwijl het overgrote deel van de tekst door de wetgever tot stand zal worden gebracht.

Derhalve wordt voorgesteld in het onderhavige ontwerp een nieuwe titel in te voegen die deze acht artikelen bevat.

Dit is des te meer aan te bevelen daar tal van bepalingen van het ontwerp verwijzen naar de gewijzigde artikelen van koninklijk besluit nr. 185.

.../...

II. Verordenende bevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

1. Het aan de afdeling wetgeving voorgelegde ontwerp van wet kent tal van verordenende bevoegdheden toe. Men telt er ten minste zesendertig.

De helft ervan komt toe aan de Koning, meestal na advies van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, en de overige bevoegdheden worden verleend aan de Nationale Bank of aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Die verdeling komt hoegenaamd niet overeen met de graad van belangrijkheid van de voorgestelde verordenende rechtsregels.

2. Het ontwerp van wet kent de Nationale Bank drie verordenende bevoegdheden toe, en wel in de artikelen 91, § 2, en 92, derde lid, in opdracht van de Koning, en rechtstreeks bij de wet in artikel 92, eerste lid.

Aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen worden dertien verordenende bevoegdheden verleend die haar rechtstreeks bij wet worden toegekend, zonder dat de Koning ermee gemoeid is, en wel in de artikelen 8, 23, § 2, 2°, 27, § 3, 28, tweede lid, 44, eerste lid, 45, 49, § 2, vijfde lid, 55, eerste lid, 68, 71, eerste en tweede lid, 74, § 2, en 86, tweede lid.

De aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen toegekende bevoegdheid is in zoverre belangrijk dat niet-na-

.../...

leving van haar reglementen gestraft wordt, net als de niet-naleving van de koninklijke uitvoeringsbesluiten (1).

De toekenning van verordenende bevoegdheid aan een autonome instantie, hoe eerbiedwaardig ze ook moge zijn, druist in tegen ons grondwettelijk bestel.

Artikel 25, tweede lid, van de Grondwet schrijft immers voor dat de machten worden uitgeoefend op de wijze bij de Grondwet bepaald.

In dit verband behoort eraan te worden herinnerd dat de regelgevende bevoegdheid voor de wezenlijke rechtsregels toegekend wordt aan de onderscheiden wetgevende vergaderingen die handelen in samenwerking met hun uitvoerende macht, en, voor de rechtsregels van lagere orde, aan de uitvoerende macht die op de onderscheiden niveaus van onze federale structuur is georganiseerd. Op nationaal niveau wordt de lagere regelgevende bevoegdheid krachtens de Grondwet toegekend aan de Koning; ofwel handelt Hij dan zonder bijzondere machtiging voor de noodzakelijke toepassing van de wetten (artikel 67), ofwel handelt Hij krachtens een wet die verordenende bevoegdheid toekent (artikel 78).

(1) Het betreft administratieve straffen die kunnen gaan tot een dwangsom van 10.000 tot 1 miljoen frank per dag (artikel 103) en de intrekking van de vergunning (artikel 57, § 1). Bovendien worden gevangenisstraffen en geldboeten gesteld ten aanzien van de bestuurders, zaakvoerders en directeurs van kredietinstellingen en andere in het ontwerp bedoelde personen, die de besluiten en reglementen van de Commissie, bepaald bij de artikelen 43 en 49, § 2, vijfde lid, van het ontwerp (artikel 104, 4^o) overtreden.

Gebleken is dat buiten die gevallen, vanwege de functionele symbiose die bestaat tussen de Koning en zijn Regering, en ook vanwege de verantwoordelijkheid van de ministers tegenover de verkozenen van de Natie (artikelen 63, 64 en 89 van de Grondwet) aangenomen kon worden dat de Koning aan een bepaald minister de zorg overlaat maatregelen in detail vast te stellen die de tenuitvoerlegging van de bij wet en bij koninklijk besluit vastgelegde rechtsregels vergemakkelijken.

De desbetreffende aanbevelingen van de Raad van State zijn vaak niet in aanmerking genomen onder voorwendsel dat de schending van die grondwettelijke regels één of meer precedentes kende. Dat argument heeft in ons rechtsstelsel geen enkele rechtswaarde.

Naast het feit dat de toekenning van verordenende bevoegdheid aan een autonome instantie ongrondwettig is, brengt zij belangrijke nadelen mede, die door de volgende voorbeelden worden verduidelijkt. Er zal geen rechtstreekse parlementaire controle zijn op de besluiten en reglementen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen die geen koninklijke of ministeriële besluiten zijn. Indien verordeningbepalingen onderling in strijd of in tegenspraak zijn, is het niet zeker welke plaats de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in de hiërarchie van de rechtsregels innemen. In dat verband kan worden opgemerkt dat volgens artikel 32, § 8, van het ontwerp de reglementen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen die zijn vastgesteld met toepassing van artikel 43 (vaststelling van de coëfficiënten), primeren op de wetsbepalingen van

.../...

artikel 32 van het ontwerp. De wettelijke verplichting tot bekendmaking van de koninklijke en ministeriële besluiten, voorgeschreven bij artikel 6 van de wet van 31 mei 1961, is niet toepasselijk op de besluiten en reglementen van de administratieve commissies. Derhalve is de bekendmaking van laatstgenoemde besluiten en reglementen facultatief. Ten slotte zijn de ontwerpen van besluit of van reglement niet onderworpen aan het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State en kunnen zij niet worden gecontroleerd uit het oogpunt van de wettigheid en de wetgevingstechniek, noch uit het oogpunt van de taalkundige overeenstemming tussen beide versies.

3. Twee toekenningen van verordenende bevoegdheden aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen houden in dat de besluiten of reglementen van de Commissie moeten worden goedgekeurd door de Minister van Financiën en de Minister van Economische Zaken (artikelen 43, eerste lid, en 52). Die handelwijze kan echter niet als bevredigend worden beschouwd, in zoverre ze de Koning en de betrokken ministers de bevoegdheid tot initiatief ontnemt die van wezenlijk belang is voor het voeren van een financieel beleid.

Reeds in 1966 heeft de Raad van State opgemerkt :

"Daaraan zou trouwens het bezwaar verbonden zijn dat de Regering machteloos staat als de Bankcommissie in gebreke blijft. Het ontwerp verleent de twee

.../...

genoemde Ministers immers alleen goedkeurings-, geen initiatiefbevoegdheid" (1).

4. Het besluit is dan ook dat het ontwerp moet worden herzien in zoverre het aan autonome administratieve instanties verordenende bevoegdheid verleent, waarbij de Koning de bevoegdheid moet worden teruggegeven die Hem krachtens de Grondwet toekomt.

III. Bevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen om afwijkingen toe te staan.

Het ontwerp van wet beoogt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in verscheidene aangelegenheden de bevoegdheid toe te kennen om afwijkingen of vrijstellingen van toepassing van de wet of van uitvoeringsbesluiten te verlenen.

Het betreft inzonderheid :

- 1° afwijkingen van de wet, in artikel 23, § 2, tweede lid, 2°; artikel 27, § 3; artikel 32, § 6, eerste lid; artikel 60, eerste lid; artikel 132, 6° (ontworpen artikel 217, 3°, van de wet van 17 juni 1991);

(1) Advies van de Raad van State omtrent een ontwerp van wet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 (L. 9672, Gedr. St. Senaat, 1965-1966, nr. 289, blz. 13).

- 2° afwijkingen van koninklijke besluiten en reglementen, artikel 44, vierde lid; artikel 49, § 6; artikel 133 (ontworpen artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 64 van 10 november 1967);
- 3° afwijkingen van eigen besluiten : artikel 43, zesde lid; artikel 44, vierde lid; artikel 49, § 6.

Voorts kan de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen met andere controle-autoriteiten overeenkomsten
sluiten die vrijstelling van toepassing van de wet kunnen
verlenen; dit is het geval met artikel 83, derde lid, en
met artikel 120, dat het ontworpen artikel 40bis, § 8,
tweede lid, van het koninklijk besluit nr. 185 bevat (1).

De richtlijnen 77/780, 89/646 en 92/30/EEG bevatten
geen bepalingen waarbij bijzondere afwijkingen worden
toegestaan, behalve artikel 12, lid 5, van richt-
lijn 89/646/EEG, dat overschrijdingen van deelnemingscoëffi-
ciënten toestaat "in uitzonderlijke omstandigheden".
Artikel 32, § 6, eerste lid, van het ontwerp van wet, dat
artikel 12, lid 5, van voornoemde richtlijn ten uitvoer
legt, bepaalt dat de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen "in bijzondere gevallen" afwijkingen kan toestaan in
verband met het tijdelijke bezit van aandelen.

Voor de uitoefening van de bevoegdheid om afwijkin-
gen toe te staan wordt één enkele voorwaarde gesteld, te

(1) Zie in dat verband de opmerking onder artikel 83 van het
ontwerp van wet.

weten het bestaan van een bijzonder geval. Aan de bevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen om afwijkingen toe te staan wordt geen enkele andere beperking gesteld, en in het ontwerp wordt de uitoefening van die bevoegdheid van geen enkel vormvereiste afhankelijk gesteld. De beslissing van de Commissie behoeft niet te worden bekendgemaakt en zij beoordeelt vrijelijk het bijzondere geval, onverminderd de mogelijkheid van beroep bij de Minister van Financiën voorgeschreven bij de artikelen 12, 34, 56 en 57 van het ontwerp van wet.

Aangezien het begrip "bijzonder geval" niet wordt bepaald en uit geen enkel criterium vervat in de wet kan worden opgemaakt welk geval aan dat begrip beantwoordt, brengt de toekenning, aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, van de bevoegdheid om in bijzondere gevallen afwijkingen toe te staan mede dat aan een administratieve instantie - die vóór de wetgevende kamers geen verantwoording hoeft af te leggen - de taak wordt toevertrouwd vast te stellen in hoeverre een regeling, vastgesteld door de wetgever of door de Koning, in haar geheel al dan niet verplicht is voor de instellingen waarop zij betrekking heeft.

Die mogelijkheid om de toepassing van de wet te omzeilen druist niet alleen in tegen het algemene karakter van de wettelijke regel, maar ook tegen het beginsel van de gelijkheid voor de wet.

.../...

De opmerking hierboven geldt a fortiori voor de afwijkingen waarvoor geen enkele beperking wordt gesteld, zelfs niet die met betrekking tot het bijzondere geval.

Bovendien is het juridisch onaanvaardbaar dat het ontwerp van wet op tal van plaatsen, inzonderheid in de artikelen 43, 44 en 49, de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de bevoegdheid toekent om af te wijken van koninklijke besluiten of van latere reglementen, voordat de wetgever de inhoud ervan kent en kan oordelen of het nodig is ervan af te wijken, en tevens een overheid ertoe te machtigen ervan af te wijken.

Ten slotte kan een administratieve instantie, ofschoon volgens artikel 67 van de Grondwet de Koning in de uitoefening van zijn verordenende bevoegdheid de toepassing van de wet niet kan schorsen, uiteraard niet over een zodanige schorsing beslissen. Alleen de uitvoerende macht zou door de wetgever ertoe gemachtigd kunnen worden om gebruik te maken van zulk een ruime bevoegdheid om afwijkingen toe te staan, met inachtneming van de beperkingen die de wetgever in de tekst van het ontwerp heeft gesteld.

Voorname teksten moeten derhalve fundamenteel worden herzien.

IV. Bijzondere machten toegekend aan de Koning.

Artikel 134 van het ontwerp, dat tot doel heeft een artikel 27bis in te voegen in het koninklijk besluit nr. 43

.../...

van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, verleent de Koning enerzijds de bevoegdheid om "de wetten op de financiële ondernemingen en transacties" te wijzigen, en anderzijds om voornoemd koninklijk besluit nr. 43 op te heffen "wanneer er geen enkele onderneming meer onder valt".

Artikel 143 van het ontwerp verleent de Koning bevoegdheid om achteraf de ontworpen wet te wijzigen teneinde ze aan te passen "aan de verplichtingen die voor België voortvloeien uit internationale akkoorden of verdragen".

In zoverre die bepalingen de Koning machtigen wetten of met een wet gelijkstaande rechtsregels te wijzigen, kennen zij de Koning bijzondere machten toe.

In verscheidene voorgaande adviezen (1) heeft de Raad van State opgemerkt :

"de toekenning van bijzondere machten aan de Koning, ook al vindt zij een grondslag in artikel 78 van de Grondwet, (moet) uitzonderlijk zijn : die machten kunnen slechts worden toegekend wegens "crisisomstandigheden" en kunnen derhalve slechts gelden voor een beperkte periode waarin die omstandigheden dit wettigen. Toekenning van bijzondere machten aan de Koning impliceert immers dat 's Konings verordenende bevoegdheid verder gaat reiken dan toegestaan is door artikel 78 van de Grondwet, zoals dit artikel in het licht

(1) Inzonderheid in de adviezen van 18 mei 1983 (Gedr. St. Kamer, 1982-1983, nr. 643/13), en 3 januari 1986 (Gedr. St. Kamer, zitting 1985-1986, nr. 128/1).

van andere artikelen van de Grondwet en inzonderheid van artikel 26 geïnterpreteerd dient te worden.

De beperkte duur van de periode waarvoor aan de Koning bijzondere machten worden toegekend, is een voorwaarde opdat die maatregel bestaanbaar kan zijn met de Grondwet.

Het is zaak van de Wetgevende Kamers zich uit te spreken over de vraag of er "crisisomstandigheden" aanwezig zijn die toekenning van bijzondere machten aan de Koning wettigen en, zo ja, voor welke tijdsspanne. De beoordelingsbevoegdheid van de Wetgevende Kamers is evenwel niet onbegrensd. Mochten de Wetgevende Kamers een oordeel bedoelen te geven dat de feitelijke omstandigheden kennelijk zou vertekenen of dat duidelijk buiten verhouding tot die omstandigheden zou staan, dan zou de Raad van State, als hem om advies werd gevraagd, een grondwettigheidsbezwaar kunnen en ook moeten opwerpen. Dit zou bijvoorbeeld het geval zijn als een wet ertoe zou strekken voor een zeer lange periode, bijvoorbeeld voor een hele legislatuur, bijzondere machten toe te kennen".

Bijgevolg moeten de bepalingen die de Koning bijzondere machten verlenen hetzij vervallen, hetzij fundamenteel worden herzien, wil men zich voegen naar de voornoemde grondwettelijke beginselen.

V. Beroepsgeheim van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

1. De verplichting voor de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en haar personeel om geen enkele ruchtbaarheid te geven aan feiten waarvan ze uit hoofde van hun functie kennis krijgen, werd tot dusver behandeld in de artikelen 40 en 45 van het koninklijk

.../...

besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten. Het ontwerp beoogt die verplichting voortaan te regelen door middel van drie onderscheiden wettelijke instrumenten; ten eerste het nieuwe besluit nr. 185 betreffende de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, dat een nieuw artikel 40 zou bevatten, ten tweede het Wetboek van de financiële transacties en de financiële markten, waarin de tekst van een artikel 40bis, tijdelijk ingevoegd in het nieuwe besluit nr. 185, definitief zou worden opgenomen, en ten slotte de ontworpen wet, waarvan titel VII, hoofdstuk I, volledig gewijd is aan die verplichting en aan de uitzonderingen die zij bepaalt.

Het is wetgevingstechnisch beslist niet aan te raden de onderscheiden regels die een zelfde onderwerp hebben aldus in verschillende teksten op te nemen. Een zodanige handelwijze kan worden gerechtvaardigd door de verscheidenheid van de desbetreffende regels; gelukkig is dat hier echter niet het geval, aangezien die regels, zoals in de memorie van toelichting te lezen staat, niet aanzienlijk verschillen. Deze opmerking zet de hierboven gemaakte opmerking nog kracht bij, een opmerking die aanbeveelt geen onderscheiden wetgevend instrument te handhaven, te weten het besluit nr. 185 van 9 juli 1935, waarvan de acht artikelen merendeels meer dan vijftig jaar na dato zullen zijn gesteld.

2. Omtrent de ontworpen regels betreffende de verplichting om bepaalde gegevens niet bekend te maken

.../...

behoren naast de opmerkingen van wetgevingstechnische aard ook nog de volgende opmerkingen te worden gemaakt.

In tegenstelling tot de van kracht zijnde wetgeving bevatten de ontworpen teksten de eigenlijke uitdrukking "beroepsgeheim", niet alleen in de opschriften van titel VII en van zijn hoofdstuk I, doch eveneens in bepaalde teksten, inzonderheid in de beginseltekst van artikel 40 van het ontworpen besluit nr. 185 (artikel 119 van het ontwerp). Het is niet opportuun die uitdrukking te gebruiken in verband met de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, daar zulks aanleiding zou geven tot een verwerpelijke dubbelzinnigheid met betrekking tot de regeling van de discretieplicht waartoe zij gehouden zijn.

Aldus maakt de memorie van toelichting gewag van de rechtspraak die de personen welke in de zin van artikel 458 van het Strafwetboek tot het beroepsgeheim gehouden zijn, toestaat zich achter die verplichting te verschuilen, zelfs wanneer zij die verplichting mogen veronachtzamen indien zij in rechte moeten getuigen. Het is echter twijfelachtig dat daartoe op dezelfde wijze kan worden besloten in verband met de verplichting van de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Dezen zijn immers gehouden tot de aangifteplicht voorgeschreven bij artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering, naar luid waarvan "ieder openbaar officier of ambtenaar die in de uitoefening van zijn ambt kennis krijgt van een misdaad of van een wanbedrijf, (...) verplicht (is) daarvan dadelijk bericht te geven aan de procureur des Konings ... en aan die magistraat alle desbetreffende inlichtingen, processen-

.../...

verbaal en akten te doen toekomen" (1). Die aangifteplicht is uiteraard niet verenigbaar met de vrijheid om te weigeren een geheim bekend te maken, een vrijheid die de rechtspraak toekent aan diegenen die volgens artikel 458 van het Strafwetboek het stilzwijgen moeten bewaren omtrent de vertrouwelijke gegevens die hen zijn medegedeeld.

Artikel 119 van het ontwerp moet dus worden aangepast teneinde die dubbelzinnigheid op te heffen. De woorden "zijn gebonden door het beroepsgeheim" zijn overbodig en mogen dus gerust worden weggelaten, aangezien de daaropvolgende bewoordingen, zoals tot dusver het geval was, de verplichting om bepaalde gegevens niet bekend te maken voldoende vastleggen. De verwijzing, in het derde lid, naar artikel 458 van het Strafwetboek kan harerzijds worden gehandhaafd, daar zij op zich geen aanleiding kan geven tot die gevaarlijke dubbelzinnigheid, aangezien duidelijk wordt gesteld dat artikel 458 alleen de strafmaat regelt van de sanctie die kan worden opgelegd aan degene die de verplichting om bepaalde gegevens niet bekend te maken niet is nagekomen. Door die rechtzetting zal uit de tekst van artikel 119 (het ontworpen nieuwe artikel 40 van besluit nr. 185) duidelijk blijken dat die bepaling, overeenkomstig de bedoeling van de stellers ervan zoals die door de gemachtigde van de Minister aan de Raad van State is medegedeeld, niet tot gevolg moet hebben "de soumettre

(1) Wat die aangifteplicht betreft zij verwezen naar J. LE BRUN, deel V van de aanvullingen van het "Répertoire pratique du droit belge", onder het trefwoord "Epargne publique", nr. 20.

directement la Commission bancaire et financière à l'article 458 du Code pénal".

3. Het nieuwe artikel 12, lid 1, van de richtlijn 77/780/EEG verplicht de Lid-Statens de naleving van het beroepsgeheim op te leggen aan alle personen die ressorteren onder de autoriteiten belast met de controle op de kredietinstellingen; het voorziet evenwel in de mogelijkheid voor de Lid-Statens om die verplichting op te heffen in "de gevallen die onder het strafrecht vallen". Het is in het licht van die vrij dubbelzinnige uitdrukking in de richtlijn dat moet worden onderzocht of de bij artikel 96 van het ontwerp voorgeschreven uitzonderingen op de verplichting om bepaalde gegevens niet bekend te maken, verenigbaar zijn met de vereisten van voornoemde richtlijn.

Of de richtlijn zich verdraagt met het ontwerp op het stuk van die uitzonderingen moet uit een tweeledig oogpunt worden onderzocht. De eerste vraag is wat moet worden verstaan onder "gevallen die onder het strafrecht vallen", en de tweede vraag is op welk tijdstip in de loop van een strafgeding de wet van een Lid-Staat kan voorschrijven dat leden van de controle-autoriteiten de discretieplicht moeten of mogen veronachtzamen, en zelfs of zij ze mogen veronachtzamen vóór enig strafgeding is ingesteld.

Op de eerste vraag kan in de enge of in de ruime zin worden geantwoord. Immers kan worden beschouwd dat het strafrecht hetzij beperkt is tot de strafbare feiten omschreven in het Strafwetboek en in de desbetreffende

.../...

bijzondere wetten, hetzij in de ruime zin bekeken alle rechtsregels omvat die inzonderheid in tal van wetten van sociaal-, fiscaal- of administratiefrechtelijke aard door middel van strafbepalingen de overige straffen aanvullen die eigen zijn aan die rechtstakken. In de memorie van toelichting wordt de tweede stelling gehuldigd, te weten de ruime uitlegging, wanneer verwezen wordt naar het voorbehoud omtrent het strafrecht, vastgelegd bij artikel 12, lid 1, eerste alinea, van de richtlijn, teneinde te rechtvaardigen dat artikel 96, 3°, van het ontwerp de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen toestaat aan de Minister van Financiën de mededelingen te doen die zijn voorgeschreven bij artikel 327, § 5, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ondanks de geheimhouding waartoe zij normalerwijs gehouden zijn.

Indien men de tekst van de richtlijn beschouwt, wijst niets erop dat die ruime uitlegging die is welke de steller ervan, de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschap, beoogde. Dit is des te minder aannemelijk daar indien die interpretatie wordt gehuldigd, het voorbehoud van de "gevallen die onder het strafrecht vallen" zo omvangrijk wordt dat het beginsel van de geheimhouding daardoor ernstig wordt ondermijnd. De feiten en akten waarvan de autoriteiten belast met de bankcontrole kennis hebben, zijn immers even talrijk als de overtredingen van allerlei aard omschreven in een onnoemelijk aantal bijzondere wetten die over de meest verscheiden onderwerpen handelen. Er bestaat bijna een tegenspraak tussen het beginsel van de geheimhouding en een zo uitgebreide uitzondering; de verplichting tot geheimhouding wordt daardoor grotendeels uitgehold.

.../...

De tweede vraag is in welke omstandigheden de wet van de Lid-Staten de controle-autoriteiten kan ontslaan van de verplichting tot geheimhouding die hen moet worden opgelegd. Zij verschilt volkomen van de hierboven behandelde vraag; of nu in verband met de "gevallen die onder het strafrecht vallen" een enge dan wel een ruime uitlegging wordt gehuldigd, de vraag blijft wanneer de verplichting om gegevens niet bekend te maken kan worden veronachtzaamd. Redelijkerwijs kan worden aangenomen dat de controle-autoriteiten in alle stadia van de strafprocedure, zowel bij het vooronderzoek als bij het onderzoek en de uitspraak, van de geheimhoudingsplicht worden ontheven.

Het delicate probleem rijst vóór de aanvang van enige rechtspleging, met andere woorden voordat de gerechtelijke overheid ook maar één handeling heeft volbracht. Kan de wet, met inachtneming van de richtlijn, in de gevallen van overtredingen waarvan nog geen enkele magistraat kennis heeft genomen de leden van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen die weet hebben van strafbare feiten verplichten ze aan het parket of aan de belastingadministratie mede te delen? De richtlijn geeft daarop expliciet noch impliciet een antwoord: zij bepaalt zich ertoe voorbehoud te maken voor "de gevallen die onder het strafrecht vallen". De richtlijn zou daaromtrent trouwens al evenzeer het volledige stilzwijgen bewaren indien gebleken was dat zij zich heeft laten inspireren door een ruime uitlegging van het strafrecht, met inbegrip bijvoorbeeld van de fiscale overtredingen.

.../...

De voorschriften van het ontwerp met betrekking tot de verplichting om bepaalde gegevens niet bekend te maken moeten dus worden herzien, zowel wat het beginsel betreft als de daarop gestelde uitzonderingen.

Bij de vastlegging van het beginsel moet iedere verwarring worden voorkomen tussen de verplichting opgelegd aan de leden van de Commissie voor het Bank- en Financieel- en het personeel ervan, en de verplichting opgelegd aan de personen die naar luid van artikel 458 van het Strafwetboek uit hoofde van hun staat kennis dragen van geheimen die hun zijn toevertrouwd.

De met betrekking tot de uitzonderingen thans van kracht zijnde voorschriften, inzonderheid het bepaalde in artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering en in artikel 327, § 5, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, lijken niet verenigbaar met een redelijke interpretatie van artikel 12, lid 1, eerste alinea, in fine, van richtlijn 77/780/EEG. De teksten van het ontwerp die het tweede voorschrift overnemen (artikel 96, 3°), doch over het eerste voorschrift het stilzwijgen bewaren, moeten fundamenteel worden herzien.

Deze opmerking brengt mede dat een gedetailleerd onderzoek van de overige bepalingen van het ontwerp naar de verplichting om bepaalde gegevens niet bekend te maken, onnodig wordt.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.OPSCHRIFT.

De Franse tekst van het opschrift moet als volgt luiden : "Projet de loi relative au statut ...".

In de Nederlandse tekst schrijve men : "Ontwerp van wet betreffende het statuut en de controle op de krediet-instellingen".

AANHEF.

Inzonderheid in de artikelen 43 en 52 van het ontwerp wordt een rol weggelegd voor de Minister van Economische Zaken. Voorts heeft het ontwerp ook gevolgen op het stuk van de gerechtelijke procedure (artikelen 53, 108 en 109).

Derhalve moet het ontwerp door de drie betrokken ministers gezamenlijk worden voorgedragen.

BEPALEND GEDEELTE.

Het bepalend gedeelte van het indieningsbesluit moet worden ingeleid als volgt :

"HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :".

.../...

Artikel 1.Eerste lid.

Teneinde beter de regelgevende strekking ervan aan te geven behoort het eerste lid als volgt te worden geredigeerd :

"Deze wet regelt de vestiging en de werkzaamheden van en de controle op de kredietinstellingen die in België werkzaam zijn".

Artikel 2.

Onderdeel 2^o sluit de kapitalisatieondernemingen uit, welke niet genoemd worden in artikel 2, lid 2, van richtlijn 77/780/EEG.

Het feit dat zij worden uitgesloten moet worden gerechtvaardigd in de memorie van toelichting.

Voor het overige wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Deze wet is niet toepasselijk op :

1^o de Nationale Bank van België;

2^o het Herdisconterings- en Waarborginstituut;

.../...

3° DE POST (Postcheck) (1);

4° de ondernemingen die ... (voorts zoals in artikel 2, 2°, van het ontwerp)".

Artikel 3.

Paragraaf 1.

1. Met betrekking tot onderdeel 1° moet worden verwezen naar de algemene opmerking nr. 1.

2. De verwijzing, in de onderdelen 2° en 4°, naar uitvoeringsbesluiten die zullen worden vastgesteld krachtens de artikelen 43 en 44 van de ontworpen wet, lijkt respectievelijk aan de Koning en de Commissie voor het Bank- en Financiewezen bevoegdheid te willen verlenen om begripsbepalingen te geven. Indien zulks de bedoeling van de Regering is, behoren de onderdelen 2° en 4° elders dan in titel I, hoofdstuk II, te worden opgenomen; de begripsbepalingen zouden anders geen rechtswaarde hebben doordat zij steeds bij koninklijk besluit of door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen zouden kunnen worden gewijzigd.

(1) Zie het eerste beheerscontract van de Regie der Posten, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 14 september 1992 (Belgisch Staatsblad van 1 oktober 1992).

Volgens de memorie van toelichting is het de bedoeling van de Regering "in feite ... (te verwijzen) naar reeds bestaande besluiten".

Om aan de in aanmerking genomen begripsbepalingen rechtswaarde te geven moeten die bepalingen in de ontworpen wet worden opgenomen.

Die opmerking geldt eveneens voor de begrippen "exclusieve of gezamenlijke controle" en "consortium", waarvoor artikel 49, § 1, 1^o, een begripsbepaling geeft, door verwijzing naar niet nader bepaalde koninklijke besluiten.

De rechtszekerheid zou beter zijn veiliggesteld indien deze begripsbepalingen opgenomen werden in de ontworpen wet.

Wanneer de begrippen bepaald worden in de richtlijnen van de Europese Gemeenschap, is er geen reden om die bepalingen niet over te nemen in het ontwerp van wet.

3. In onderdeel 6^o houdt de zin die aanvangt met de woorden "Met een bijkantoor wordt gelijkgesteld ..." een aanzienlijke uitbreiding in van de begripsbepaling die in de richtlijn wordt gegeven.

De Raad van State merkt op dat die uitbreiding het gevolg is van de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, opgenomen in richtlijnen van de

.../...

autoriteiten van de Gemeenschap die betrekking hebben op het verzekeringswezen, en bijgevolg aan die richtlijnen ontleend, met dien verstande evenwel dat laatstgenoemde richtlijnen alle dateren van voor de richtlijn waarvan de ontworpen wet de omzetting beoogt.

De Raad van State is derhalve van oordeel dat het de bedoeling geweest is van de Raad van Ministers van de Europese Gemeenschap om de begripsbepaling, toepasselijk op de verzekeringen, niet over te nemen in de om te zetten richtlijn.

De Raad meent dat de Regering haar bevoegdheid tot omzetting te buiten gaat.

Paragraaf 2.

De woorden "overeenkomstig de richtlijn 89/646/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 15 december 1989" behoren als overbodig te vervallen.

Artikel 4.

1. Ofschoon artikel 4 in overeenstemming is met de traditie op het stuk van de bankcontrole in België, is het niettemin strijdig met artikel 3 van richtlijn 89/646/EEG, dat alleen betrekking heeft op het in ontvangst nemen van gelden, doch niet op het beroep op het publiek.

.../...

De tekst van artikel 4 moet worden herzien teneinde die tegenstrijdigheid op te lossen, en het opschrift van het hoofdstuk moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

2. Onder dat voorbehoud moet worden opgemerkt dat artikel 3 van richtlijn 89/646/EEG voorschrijft te "verbieden dat personen of ondernemingen die geen kredietinstelling zijn bedrijfsmatig van het publiek deposito's of andere terugbetaalbare gelden in ontvangst nemen".

Artikel 4, eerste lid, bepaalt dat enkel en alleen de kredietinstellingen deposito's of terugbetaalbare gelden van het publiek mogen ontvangen.

Het woord "bedrijfsmatig" behoort te worden behouden.

3. Artikel 4, tweede lid, 5°, verwijst naar titel II van koninklijk besluit nr. 185, terwijl artikel 112 van het ontwerp die titel II opheft.

4. Met betrekking tot het tweede lid, 7°, rijst de vraag of de werkzaamheden van de personen en ondernemingen die overeenkomstig de wet van 22 juli 1991 betreffende de thesauriebewijzen en de depositobewijzen openbaar thesauriebewijzen aanbieden "onderworpen zijn aan reglementering en controle ter bescherming van inleggers en beleg-

.../...

gers", zoals artikel 3 van richtlijn 89/646/EEG voorschrijft.

Het komt aan het Parlement toe te oordelen of voornoemde wet van 22 juli 1991 in dat opzicht voldoende garanties biedt.

5. Voorgesteld wordt artikel 4 als volgt te redigeren :

"In België mogen deposito's of andere terugbetaalbare gelden op zicht, op termijn of met opzegging bedrijfsmatig alleen in ontvangst worden genomen door :

- 1º de in België gevestigde kredietinstellingen (1);
- 2º de kredietinstellingen opgericht naar het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, waarvoor de regeling geldt van de artikelen 66 en volgende;
- 3º de Nationale Bank van België en het Herdisconterings- en Waarborginstituut;
- 4º DE POST (Postcheck);

(1) Het zou beter zijn te schrijven "de kredietinstellingen en hun bijkantoren in België die een vergunning hebben verkregen" (zie de opmerking omtrent titel II, alsook die met betrekking tot artikel 79); deze formulering maakt het mogelijk eveneens de bijkantoren van kredietinstellingen erbij te betrekken van staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap.

- 5° de Deposito- en Consignatiekas;
- 6° de beursvennootschappen die vallen onder artikel 50, § 1, van de wet ... (voorts zoals in 3°);
- 7° tot 10° (zoals in 4° tot 7° van het ontwerp, onder voorbehoud van de met betrekking tot 5° en 7° gemaakte opmerkingen).

Artikel 6.

1. De Nederlandse en de Franse tekst van het eerste lid stemmen niet volledig overeen. Zij moeten worden herzien.

2. In het tweede lid, 1° en 2°, moeten de woorden "het verbod van" vervallen.

In hetzelfde lid, 1°, lijkt het aangewezen de Commissie voor het Bank- en Financiewezen te vermelden.

3. De commentaar op artikel 6, tweede lid, 2°, is duidelijker geredigeerd dan de eigenlijke bepaling. Deze moet worden herschreven, uitgaande van de tekst in de commentaar.

.../...

Titel II. - Kredietinstellingen naar Belgisch recht.

Van de uitdrukking "kredietinstelling naar Belgisch recht", zoals gebruikt in het opschrift van titel II, net zoals in tal van teksten in het ontwerp, wordt daarin nergens een begripsbepaling gegeven. De betekenis ervan wordt alleen aangegeven in de memorie van toelichting, waarin te lezen staat : "Terloops weze gezegd dat ... met instellingen naar Belgisch recht of ressorterend onder het Belgische recht, de instellingen worden bedoeld die zijn opgericht naar Belgisch recht". Verder valt nog te lezen : "Hetzelfde geldt voor de buitenlandse instellingen of instellingen die ressorteren onder een andere Staat". Aan de uitdrukking "die ressorteren onder" is trouwens de voorkeur gegeven in het opschrift van titel III.

Nu blijkt uit de algemene strekking van de ontworpen wet dat met de woorden "kredietinstelling naar Belgisch recht" alle kredietinstellingen worden aangeduid die om hun hoofdwerkzaamheid in België te kunnen uitoefenen de vergunning van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen hebben moeten aanvragen en verkrijgen. De tekst van artikel 13 bevestigt die conclusie welke uit het ontwerp in zijn geheel wordt getrokken. Deze tekst, die de bij besluit nr. 185 ingevoerde regeling voortzet, verplicht de Commissie voor het Bank- en Financiewezen immers een lijst op te maken van de "in deze titel bedoelde kredietinstellingen", te weten titel II waarvan het opschrift precies "Kredietinstellingen naar Belgisch recht" luidt. Er kan niet beter worden aangegeven dat de aldus "naar Belgisch recht" genoemde

.../...

instellingen eenvoudigweg al die zijn waaraan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een vergunning heeft toegekend en die zij op de door haar bijgehouden lijst moet vermelden.

De tweede richtlijn gebruikt harerzijds meestal een indeling waarin de kredietinstellingen onderscheiden worden naargelang van hun "Lid-Staat van herkomst", waaronder wordt verstaan "de Lid-Staat waarin aan een kredietinstelling de vergunning werd verleend" (zie artikel 1, lid 7, van richtlijn 89/646/EEG). De richtlijn maakt dus van de toekenning van de vergunning het criterium om te bepalen tot welk land een instelling behoort en dat die kredietinstelling derhalve valt onder het recht van dat land. Het ontwerp moet datzelfde criterium eveneens uitdrukkelijk hanteren om te bepalen onder welk land een kredietinstelling ressorteert en om de instellingen aan te duiden die onder het Belgische recht vallen. Daarom ook moet iedere uitdrukking en ieder commentaar worden vermeden waaruit zou kunnen worden opgemaakt dat het ontwerp de nationaliteit van de rechtspersoon welke de kredietinstelling vormt - een nationaliteit die wordt toegekend door de wet van het land waar zij is opgericht of haar zetel heeft-, verheft tot het criterium op grond waarvan wordt bepaald onder welk land zij ressorteert uit het oogpunt van de uitoefening van de bankwerkzaamheden (zie in dat verband ook de opmerking betreffende artikel 7 van het ontwerp).

In het opschrift van titel II moet de uitdrukking "Kredietinstellingen naar Belgisch recht" derhalve vervangen worden door "Kredietinstellingen die in België een vergun-

.../...

ning hebben verkregen", welke juist is en geen aanleiding geeft tot dubbelzinnigheid.

De uitdrukking "kredietinstelling naar Belgisch recht" moet uiteraard ook worden geweerd en vervangen door het kortere "kredietinstelling", telkens wanneer de bedoelde kredietinstelling moet worden aangeduid in zoverre zij de vergunning moet aanvragen of aanvraagt (zie bijvoorbeeld artikel 15), doch ze van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen nog niet heeft verkregen.

Artikel 7.

Vooraan in het ontwerp bepaalt artikel 1, eerste lid, de werkingssfeer van de wet, en schrijft voor dat deze alleen van toepassing is op "de instellingen die in België werkzaam zijn"; het is omdat hun werkzaamheden in België plaatshebben dat de kredietinstellingen de Belgische wetgeving moeten naleven, te beginnen met de vergunningsplicht. Precies daarom bepaalt het tweede lid van datzelfde artikel 1 dat de aan de wet onderworpen kredietinstellingen "Belgische of buitenlandse ondernemingen" zijn. Artikel 1 geeft in de beide leden dus duidelijk aan dat de werkingssfeer van de wet bepaald wordt door de omstandigheid dat de bankwerkzaamheden in België plaatshebben en dat de nationaliteit van de rechtspersoon, de basis van de kredietinstelling, ter zake niets uitmaakt.

Doordat het ontworpen artikel 7 een kredietinstelling verplicht een vergunning te verkrijgen "ongeacht waar

.../...

zij haar bedrijf uitoefent", is het dus onverenigbaar met de in artikel 1 bepaalde werkingssfeer.

Een algemene verplichting om een vergunning te verkrijgen, opgelegd aan iedere kredietinstelling "naar Belgisch recht", waaronder wordt verstaan dat zij is "opgericht naar Belgisch recht" (zie in verband met de gebrekkigheid van deze terminologie de opmerking betreffende het opschrift van titel II), is al evenmin bestaanbaar met de achtste considerans van richtlijn 89/646/EEG, waarin inzonderheid te lezen staat dat :

"de bevoegde autoriteiten van elke Lid-Staat een vergunning weigeren of intrekken wanneer uit bepaalde gegevens - zoals de inhoud van het programma van werkzaamheden, de lokalisatie of de werkelijk uitgeoefende werkzaamheden - op ondubbelzinnige wijze blijkt dat de kredietinstelling het rechtstelsel van die Lid-Staat heeft gekozen om zich te onttrekken aan de strengere voorschriften van de Lid-Staat waarin zij het grootste deel van haar werkzaamheden uitoefent of voornemens is uit te oefenen ...".

Uit die considerans vloeit immers voort dat een kredietinstelling, ook al is zij opgericht naar Belgisch recht, de vergunning van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen niet kan verkrijgen - en ze dus niet behoeft aan te vragen - indien zij het grootste deel van haar werkzaamheden verricht in een ander land dan België. De commissie voor het Bank- en Financiewezen moet dus afzien van de overigens betwiste rechtspraak die zij zich vanaf 1936 eigen heeft gemaakt en naar luid waarvan het besluit nr. 185 van 1935 van toepassing was op de banken die in de vorm van een aan het Belgische recht onderworpen vennoot-

.../...

schap al hun werkzaamheden in het buitenland uitoefenen (zie in verband met deze rechtspraak en de betwistingen eromtrent, Van Rijn en Heenen, Principes de droit commercial, deel III, 1960, nr. 1999, blz. 260).

De commentaar op artikel 7 in de memorie van toelichting, ofschoon deze ook enigszins dubbelzinnig is, is toch meer in overeenstemming met de richtlijn dan de tekst, wanneer gesteld wordt dat de vergunning vereist is "ongeacht de plaats waar zij bedrijvig zijn, alleen in België of ook in het buitenland".

Artikel 7 moet dus worden aangepast. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Alvorens haar werkzaamheden aan te vatten moet iedere kredietinstelling van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een vergunning verkrijgen indien die werkzaamheden voor het grootste deel in België plaatshebben".

Deze regel behoort in de memorie te worden toegelicht, waarbij zij in verband wordt gebracht met het aan de Europese Gemeenschap ontleende recht en waarbij wordt gewezen op de noodzaak om een onderscheid te maken tussen de eigenlijke kredietinstellingen en hun bijkantoren. Deze laatste zijn slechts niet-gepersonaliseerde bedrijfszetels (zie artikel 3, 6°) die noodzakelijkerwijs ondergeschikt zijn in vergelijking met andere en die door de kredietinstellingen kunnen worden opgericht, ofwel zonder vergunning, doch volgens de in artikel 65 gestelde voorwaarden indien zij als instelling reeds in een andere Lid-Staat van

.../...

de Europese Gemeenschap een vergunning hebben verkregen, ofwel bij een bijzondere vergunning, overeenkomstig artikel 79, indien het instellingen zijn die geen vergunning hebben verkregen of die een vergunning hebben verkregen van de overheid van Staten die geen lid zijn van de Europese Gemeenschap.

Artikel 8.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking II.

Artikel 9.

Om dichter bij de tekst van artikel 7 van richtlijn 89/646/EEG te blijven wordt de volgende tekst voorgesteld, waarvan de redactie minder onduidelijk is :

"Wanneer de vergunning wordt aangevraagd door een kredietinstelling die ofwel de dochteronderneming is van een kredietinstelling waaraan in een andere Lid-Staat vergunning is verleend, ofwel de dochteronderneming van de moederonderneming van een andere kredietinstelling waaraan in een andere Lid-Staat vergunning is verleend, of ook nog onder de zeggenschap staat van dezelfde natuurlijke of rechtspersonen als een kredietinstelling waaraan in een andere Lid-Staat vergunning is verleend, raadpleegt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, alvorens haar beslissing te nemen, de nationale autoriteiten van die andere Lid-Staten die vergunning verleend hebben".

.../...

Artikel 10.

Het artikel bepaalt dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen zich over de aanvraag om vergunning uitspreekt binnen zes maanden na het indienen van het dossier (eerste lid) en bepaalt bovendien dat de door die Commissie genomen beslissingen binnen vijftien dagen ter kennis worden gebracht van de aanvragers (tweede lid).

Eerste lid.

Deze tekst is niet conform artikel 3, lid 6, van richtlijn 77/780/EEG, volgens welke iedere weigering een vergunning af te geven met redenen wordt omkleed en aan de aanvrager medegedeeld binnen zes maanden.

In zoverre het een volledig dossier betreft moet de in artikel 10 bedoelde termijn die niet conform de richtlijn is, worden herzien.

Tweede lid.

Om de bedoeling van de steller van het ontwerp duidelijker tot uiting te brengen, schrijve men in het tweede lid "bij ter post aangetekende brief of bij brief met ontvangbewijs".

Dezelfde opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

.../...

Artikel 11.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"De Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan, met het oog op een prudente en gezonde bedrijfsvoering van de instelling, aan de vergunning voorwaarden verbinden betreffende de uitoefening van bepaalde geplande activiteiten".

Die voorwaarden moeten uiteraard worden vastgesteld met inachtneming van het beginsel van de gelijke behandeling.

Artikel 12.

Het beroep bij de Minister van Financiën waarin artikel 12 voorziet, is geen rechterlijk beroep en bijgevolg moet dat beroep worden ingesteld en het geschil beslecht binnen de in de richtlijn bepaalde termijn van zes maanden.

De in artikel 12, tweede en derde lid, van het ontwerp bepaalde termijnen moeten worden herzien alsmede de in artikel 10 van het ontwerp bepaalde termijnen.

Artikel 13.

1. Overeenkomstig de in verband met titel II gemaakte opmerking, zouden de eerste zin van het eerste lid

.../...

en de inleidende zin van het tweede lid als volgt moeten worden gesteld :

"De Commissie voor het Bank- en Financiewezen maakt elk jaar een lijst op van de kredietinstellingen waaraan in België vergunning is verleend

De lijst bevat de volgende rubrieken : ...".

2. In het vierde lid definieert artikel 49, § 1, 2°, waarnaar wordt verwezen, het begrip financiële holding, maar zonder duidelijk te maken in welke gevallen deze moet worden geacht naar Belgisch recht te zijn.

Artikel 14.

Tweede en derde lid.

De gevallen die het tweede en het derde lid beogen te regelen, worden bepaald door te verwijzen naar bepalingen van richtlijn 89/646/EEG van 15 december 1989.

Die gevallen dienen in essentie te worden beschreven in de tekst zelf van het ontwerp.

Afdeling II.

Overeenkomstig de wetgevingstechniek, moeten de afdelingen worden onderverdeeld in onderafdelingen en niet

.../...

in paragrafen, aangezien deze worden gebruikt voor de indeling van de artikelen.

Artikel 15.

Overeenkomstig de onder titel II "Kredietinstellingen naar Belgisch recht" gemaakte opmerking, schrijve men aan het begin van het artikel : "De kredietinstellingen moeten worden ...".

Artikel 16.

In de memorie van toelichting wordt bepaald :

"Met het vereiste minimum van 250 miljoen wordt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in staat gesteld zonodig, op grond van de voorgenomen werkzaamheden van de kandidaat-instelling, een hoger bedrag op te leggen".

Het bedrag dat kan worden geëist mag uiteraard niet geval voor geval worden vastgesteld en moet worden vastgesteld met inachtneming van het beginsel van de gelijke behandeling.

Artikel 19.

1. In het midden van het eerste lid alsmede in het tweede lid, 1^o en 3^o, schrijve men "koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 waarbij aan bepaalde veroor-

.../...

deelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend dergelijk verbod uit te spreken".

2. Indien het in de bedoeling ligt van de Regering het verbod alleen te doen gelden voor degenen die veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf, zou het duidelijker zijn in het tweede lid te schrijven :

- "1° personen veroordeeld tot een gevangenisstraf van minder dan drie maanden wegens een in het koninklijk besluit ... strafbaar feit;
- 2° personen veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens overtreding van ...".

Artikel 21.

Ter wille van de overeenstemming met in de considerans nr. 8 van richtlijn 89/646/EEG gebruikte bewoordingen, moeten de woorden "De administratieve hoofdzetel" vervangen worden door de woorden "Het hoofdkantoor" en moet in de Franse tekst "fixée" worden geschreven in de plaats van "fixé".

Artikel 23.

1. Het eerste lid van paragraaf 2 zou eenvoudiger kunnen worden gesteld als volgt :

.../...

"Wanneer het bedrag van het eigen vermogen van de kredietinstellingen die op 1 januari 1993 bestaan lager ligt dan het in artikel 16, eerste en derde lid, vereiste minimum, wordt het toepasbare minimumbedrag steeds vastgesteld op het maximumpeil dat dit eigen vermogen sedert 31 december 1989 heeft bereikt".

2. Paragraaf 2, tweede lid, 2°, beoogt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de bevoegdheid te verlenen om de voorwaarden vast te stellen voor het verlenen van de toestemmingen om het eigen vermogen te handhaven op minder dan 250 miljoen bij fusie van kredietinstellingen.

In de veronderstelling dat het woord "bepalen" de bevoegdheid impliceert om verordenende maatregelen te nemen, dient te worden verwezen naar de algemene opmerking II.

Artikel 24.

1. Artikel 11, lid 3, van richtlijn 89/646/EEG voorziet in de verplichting tot kennisgeving voor degenen die het voornemen hebben een gekwalificeerde deelneming in een kredietinstelling (dit wil zeggen een omvangrijke deelneming), af te stoten of te verkleinen.

Artikel 24, § 4, van het ontwerp van wet voegt aan die communautaire verplichting nog de verplichting toe om de identiteit van de verwerver op te geven.

.../...

Wanneer de verkoop op de beurs geschiedt, zal de verkoper materieel en juridisch in de onmogelijkheid verkeren de inlichting te verstrekken aan de Commissie.

Bovendien zou wegens de ernst van de in paragraaf 5 van artikel 24 bedoelde straf, moeten worden duidelijk gemaakt of de verplichting om de identiteit van de verwerver vrij te geven, gepaard gaat met de verplichting om diens identiteit op te sporen, hetgeen in vele gevallen nogal moeilijk zou kunnen zijn.

2. De aandacht van de Regering en het Parlement wordt erop gevestigd dat paragraaf 5 maatregelen, die oorspronkelijk alleen voor de beursvennootschappen waren bedoeld, toepasselijk verklaart op alle kredietinstellingen.

Het Parlement zal moeten uitmaken of die uitbreiding gerechtvaardigd is.

3. In paragraaf 6 schrijve men : "... de verwervingen of vervreemdingen van hun aandelen".

4. Paragraaf 7, eerste lid, 2°, voert een procedure in voor de ontzetting van bezit van een aandeelhouder, waarin de richtlijn niet voorziet.

.../...

Die aandeelhouder heeft geen enkele fout begaan, hij heeft geen enkele wets- of verordeningsbepaling overtreden.

Hij wordt er volgens de Commissie voor het Bank- en Financiewezen gewoon van verdacht te beschikken over een invloed die de prudente en gezonde bedrijfsvoering van een kredietinstelling in het gedrang kan brengen.

De Commissie kan eerst de uitoefening van de stemrechten die verbonden zijn aan de aandelen van de aandeelhouder schorsen, waarin wordt voorzien in richtlijn 89/646, artikel 11, lid 5.

Indien die maatregel niet voldoende blijkt, wordt in het ontwerp aan de Commissie de bevoegdheid verleend om de aandeelhouder aan te manen zijn aandelen binnen een termijn die zij bepaalt, over te dragen aan een persoon die, volgens de memorie van toelichting, door de Commissie "moet goed worden bevonden".

In het ontwerp wordt niets gezegd over de vaststelling van de verkoopprijs van de aandelen.

Indien de vennoot weigert te verkopen tegen de prijs die door de "goed bevonden" verwerver wordt geboden, zouden de aandelen onder sekwester worden gesteld bij het Herdisconterings- en Waarborginstituut, dat voor het houden ervan een vergoeding ontvangt - ten laste van de eigenaar van het effect - die door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen wordt bepaald.

.../...

Indien tegen de door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen oorspronkelijk genomen beslissing in verband met de verplichting om te verkopen, bezwaar wordt gemaakt door degene tegen wie de beslissing is genomen, ontstaat een geschil dat, krachtens artikel 92 van de Grondwet, alleen kan worden beslecht door de hoven en rechtbanken. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen mag zich niet in de plaats stellen van de hoven en rechtbanken door het sekwester te bevelen.

De tekst die in een zodanige sanctie voorziet moet dus vervallen.

Artikel 104, § 1, 3°, moet dienovereenkomstig worden herzien in zoverre het artikel een strafmaatregel toepast op degenen die artikel 24, § 7, eerste lid, 2°, schenden.

Artikel 25.

1. In het tweede lid komen de woorden "in voorkomend geval" niet voor in de richtlijn.

In verband met dat verschil heeft de gemachtigde van de Minister de volgende uitleg verstrekt :

"La structure du groupe visée dans l'article 8, alinéa 2 de la deuxième directive vise essentiellement la structure éventuelle du groupe qui va prendre la participation.

.../...

S'il s'agit d'un actionnaire unique, il n'y a évidemment pas matière à demander la structure de l'actionnariat.

Ce n'est que si celui-ci est "étagé" en plusieurs niveaux de relais de détention, voire de contrôle, qu'il faut pour connaître l'actionnaire ultime, remonter dans la structure de l'actionnariat qui peut être, comme on sait, fort complexe.

C'est cette distinction qui a conduit à insérer les mots "s'il y a lieu", étant bien entendu que c'est une obligation pour le repreneur d'une participation de faire connaître l'ensemble de la structure, c'est-à-dire les niveaux de participations et sous-participations par lesquelles l'actionnaire ultime contrôlerait la participation à prendre, l'identité des sociétés comprises dans cette structure et le pourcentage des participations directes et indirectes".

Gelet op die uitleg zijn de woorden "in voorkomend geval" nutteloos en moeten dus vervallen.

2. In hetzelfde lid schrijve men in de Franse tekst "de ces personnes physiques".

3. In het derde lid zou veeleer moeten worden verwezen naar de tekst van het ontwerp van wet betreffende het bedoelde geval, dan naar artikel 9, lid 3 en 4, van richtlijn 89/646/EEG.

Dezelfde opmerking geldt voor het vierde lid.

.../...

Artikel 27.

In de Franse tekst van paragraaf 2, 2°, slaat het voornaamwoord "il" niet terug op het onderwerp van de zin. Het moet worden vervangen door "celui-ci".

In verband met paragraaf 3, die betrekking heeft op door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen toegestane afwijkingen, dient te worden verwezen naar de algemene opmerking III.

Artikel 28.

Het tweede lid, volgens hetwelk de Commissie voor het Bank- en Financiewezen onder meer de wijze bepaalt waarop zij in kennis moet worden gesteld, betreft de verordeningsbevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, in verband waarmee wordt verwezen naar de algemene opmerking II.

Artikel 31.

Aan het slot van het artikel schrijve men in de Franse tekst "aux tiers" in de plaats van "à tous tiers" en in de Nederlandse tekst "... artikel 30, kan aan derden tegengeworpen worden zodra ...".

.../...

Artikel 32.Paragraaf 3.

In het tweede lid zou het beter zijn te schrijven "binnen dezelfde termijn", in plaats van "binnen dezelfde grenzen", om duidelijk te maken dat het de termijn betreft van één jaar bedoeld in het eerste lid.

Paragraaf 6.

1. Er wordt verwezen naar de algemene opmerking nr. III.

2. In bijkomende orde en wat de reden betreft waarom in het eerste lid van de tekst de woorden "In bijzondere gevallen" in de plaats worden gesteld van de uitdrukking "in uitzonderlijke omstandigheden", die wordt gebruikt in richtlijn 89/646/EEG, heeft de gemachtigde van de Minister het volgende geantwoord :

"Dans des cas spéciaux" est l'expression usuelle dans la réglementation bancaire belge (v.p. ex. A.R. n° 185 du 9 juillet 1935, art. 11, dernier alinéa et art. 14, dernier alinéa). Elle vise non pas à limiter les dérogations à des cas individuels - ce qui, en droit, va de soi - mais à des cas se présentant dans un contexte particulier, c'est-à-dire exceptionnel".

.../...

Zoals de Raad van State er reeds op heeft gewezen in vroegere adviezen zijn de woorden "in bijzondere gevallen" bijzonder onduidelijk.

De omstandigheid dat de woorden "in bijzondere gevallen" reeds lange tijd worden gebruikt, wat op zich een zeer betrekkelijk gegeven is, rechtvaardigt niet dat zij kunnen worden gebruikt om de woorden "in uitzonderlijke omstandigheden", die in de richtlijn worden gebruikt, om te zetten.

Artikel 33.

Ter wille van de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het eerste lid, zou het beter zijn de Franse tekst als volgt te redigeren : "... pour exercer, directement ou indirectement, à leur seul avantage, une influence sur l'opinion publique".

Artikel 34.

In de tekst van het tweede lid wordt een terminologie gebruikt die verschilt van die welke voorkomt in artikel 19, lid 2, b, van richtlijn 89/646/EEG, waarin sprake is van "een programma van werkzaamheden waarin met name de aard van de voorgenomen activiteiten en de organisatiestructuur van het bijkantoor worden vermeld".

.../...

Over dat verschil in terminologie heeft de gemachtigde van de Minister desgevraagd het volgende geantwoord :

"Les termes "éléments de l'organisation" ont été préférés aux termes de la directive "structure de l'organisation", car, outre les aspects "structurels", il importe également de tenir compte des aspects "fonctionnels".

Exemples : comment seront assurés l'instruction, la décision, le suivi et le contrôle en matière de crédits ?".

Die verantwoording is niet aanvaardbaar.

Artikel 41.

1. In het eerste lid schrijve men in de inleidende zin : "... een dochteronderneming zijn van een of meer kredietinstellingen naar Belgisch recht en ertoe gerechtigd zijn in België geregeld werkzaamheden uit te oefenen zoals vermeld in ...".

2. Het zou beter zijn de bepaling onder 1^o van hetzelfde lid als volgt te redigeren : "aan de kredietinstelling(en) die de moederonderneming(en) is (zijn) van die financiële instellingen is vergunning verleend overeenkomstig titel II".

Artikel 43.

Desgevraagd heeft de gemachtigde van de Minister over de betekenis van de uitdrukking "Onverminderd de

.../...

wettelijke bepalingen op de reglementaire voorschriften die voor de kredietinstellingen gelden en zijn ingegeven door monetaire overwegingen", het volgende geantwoord :

"1. C'est le texte légal actuel, depuis la loi du 30 juin 1975 ayant modifié notamment l'article 11 de l'A.R. n° 185 du 9 juillet 1935.

2. Ce texte trouve son origine dans le souhait de la Banque Nationale de Belgique, à l'époque, qu'il soit clair que la Commission bancaire et financière n'a pas de compétence réglementaire, en vertu de l'article 11 précité, pour fixer des coefficients ou des limites dans un but de politique monétaire. C'est la raison, aussi, de la précision portée au texte, selon laquelle les règlements de la Commission bancaire et financière ne peuvent être pris qu'"en vue du contrôle de leur (des banques) solvabilité et de leur liquidité".

Le préambule a donc une fonction "déclaratoire" quant aux domaines de compétence respective de la Banque Nationale de Belgique et de la Commission bancaire et financière.

3. Les législations visées dans le préambule sont la loi du 28 décembre 1973 et la loi sur l'Institut belgo-luxembourgeois du change, déjà citées dans une réponse antérieure.

4. Le préambule ne vise à assurer aucune prééminence d'un type de règles (politique monétaire) sur un autre (coefficients prudentiels). La preuve en est que l'article 3 de la loi du 28 décembre 1973 permet à la Banque Nationale de Belgique d'accorder des dérogations aux mesures prises sur cette base mais il faut l'avis de la Commission bancaire et financière, laquelle peut ainsi faire valoir les répercussions défavorables d'une mesure de politique monétaire sur la situation financière d'une banque, considérée du point de vue prudentiel. Inversement d'ailleurs, l'article 11 de l'A.R. n° 185 et l'article 43, § 1er discuté, prévoient que la Commission bancaire et financière doit prendre l'avis de la Banque Nationale de Belgique avant d'arrêter ses

.../...

règlements prudentsiels, de manière à permettre à la Banque Nationale de Belgique de faire valoir ses objections éventuelles quant à l'incidence de ces règlements sur le plan de la politique monétaire".

Die uitleg geeft geen antwoord op de toestand die zou ontstaan als de Commissie voor het Bank- en Financienwezen tekort schiet.

Voor het overige wordt verwezen naar de algemene opmerking II.

Artikel 44.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking II.

Artikel 46.

In het derde lid wordt bepaald dat de Commissie voor het Bank- en Financienwezen ter plaatse inspecties kan laten verrichten en zonder zich te verplaatsen kennis kan nemen en een kopie kan maken van elke inlichting waarover de kredietinstelling beschikt.

Die politiebevoegdheid zal niet worden uitgeoefend door de Commissie zelf, waaraan de wet die bevoegdheid verleent, maar volgens de memorie van toelichting door "inspecteurs".

.../...

Die inspecteurs zijn personen die door de Commissie zijn aangeworven onder de gelding van een privaatrechtelijke arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Gelet op de buitengewone bevoegdheden die door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen worden verleend aan inspecteurs die in dienst zijn genomen bij arbeidsovereenkomst, zullen de Regering en het Parlement hebben uit te maken of de door de inspecteurs opgemaakte verslagen na de vaststellingen en de ondervragingen die zij hebben gedaan niet geheel of gedeeltelijk behoeven te worden meegedeeld aan of ter kennis gebracht van de gecontroleerde instellingen.

Artikel 49.

Wegens de technische aard van de materie spreekt de Raad van State zich nog niet uit over de vraag of de krachtens de paragrafen 2, 4 en 5 aan de Koning verleende machtigingen het mogelijk zullen maken te voorzien in een volledige omzetting van richtlijn 92/30/EEG.

Artikel 51.

In de Franse tekst schrijve men in het eerste lid "... par l'intermédiaire d'un réviseur agréé qu'elles désignent ...".

.../...

Bovendien is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

Artikel 53.

Over de ratio legis van het derde lid heeft de gemachtigde van de Minister desgevraagd het volgende geantwoord :

"1. Le pouvoir du Président du Tribunal de Commerce visé à cet article est le pouvoir de droit commun en cas de défaut d'accord, sur le nom d'un commissaire reviseur, entre le conseil d'administration et le conseil d'entreprise ou en l'absence de commissaire reviseur (voyez l'article 15ter, § 1er, alinéas 3 et 4 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et article 64, § 1er, alinéa 5 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales).

2. L'accord exigé de la part de la Commission bancaire et financière, conformément à l'article 53 du projet, manifeste la nécessité que l'autorité prudentielle puisse avoir confiance dans la personne nommée et être assurée qu'elle est concrètement adéquate pour le contrôle de l'établissement de crédit en cause.

3. Le Président du Tribunal de Commerce est évidemment sans compétence pour se prononcer sur cette confiance et sur cette adéquation pour les besoins du contrôle prudentiel.

4. L'intervention de la Commission bancaire et financière sous forme d'un accord n'empêche pas que ce sera toujours le Président du Tribunal de commerce qui fera la désignation et qui aura donc le dernier mot. S'il pensait à nommer le commissaire reviseur X qui n'est pas considéré par la Commission bancaire et

.../...

financière comme fiable et/ou adéquat, il pourrait faire choix d'un autre reviseur qui aurait l'accord de la Commission bancaire et financière.

5. En appel, c'est la Cour d'appel et non le Président de celle-ci qui statue".

Het is niet denkbaar dat een rechterlijke beslissing eerst kan worden uitgesproken na instemming van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Aangezien deze een instantie is die tot de uitvoerende macht behoort, kan zij zich uiteraard geen bevoegdheid van de rechterlijke macht aanmatigen. Zij kan er evenwel om verzoeken gehoord te worden door het rechtscollege waarbij de zaak is aangebracht.

Het derde lid moet bijgevolg vervallen.

Artikel 54.

Eerste lid.

De afzetting van een commissaris-revisor is een ernstige maatregel die afbreuk doet aan de reputatie van degene die erdoor wordt getroffen. De betrokkene moet kunnen worden gehoord door de Commissie zelf en niet door een gemachtigde ambtenaar. Hij moet kunnen worden bijgestaan door een raadsman.

Derde lid.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking II.

.../...

Artikel 55.

Het antwoord van de gemachtigde van de Minister in verband met artikel 74, § 2, geldt eveneens voor artikel 55, eerste lid.

Eerste lid.

Er dient duidelijk te worden gemaakt dat de richtlijnen die aan de commissarissen-revisoren zullen worden gegeven bijzondere richtlijnen zijn.

Indien het daarentegen in de bedoeling van de Regering ligt te werk te gaan met algemene, dus verordenende richtlijnen, zou de tekst moeten worden geamendeerd om de redenen die reeds zijn uiteengezet in de algemene opmerking II, en zou erin moeten worden bepaald dat de commissarissen-revisoren optreden overeenkomstig de door de Koning vastgestelde regels.

Tweede lid.

Het Parlement zal hebben uit te maken of de commissarissen-revisoren aan de leiders van de kredietinstellingen niet alleen de in het eerste lid, 3°, bedoelde verslagen behoren toe te zenden, maar ook die welke bedoeld zijn in het eerste lid, 4°, om die leiders in de mogelijkheid te stellen hun eventuele opmerkingen naar voren te brengen.

.../...

Artikel 57.

1. Volgens paragraaf 1, stelt de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de termijn vast waarbinnen een kredietinstelling, die zich in een onwettige situatie bevindt, die toestand moet verhelpen.

Het ligt voor de hand dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een discretionaire bevoegdheid heeft en geen arbitraire en dat de termijn moet worden vastgesteld rekening houdend met de omvang van de hervormingen die moeten worden doorgevoerd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 75, § 1, en voor artikel 103, eerste lid.

2. Wat paragraaf 1, 1^o, vierde lid, betreft, wordt er in de memorie van toelichting op gewezen dat "de ervaring ... heeft ... aangetoond dat het door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen mogelijk moest zijn aan een overtreding van (de) verplichte toestemming (van de speciaal commissaris), burgerrechtelijke gevolgen te koppelen, naast de strafrechtelijke sancties". Dat is wellicht de reden waarom in het ontwerp de regel wordt gesteld dat het ontbreken van de toestemming de nietigheid tot gevolg heeft van de door de algemene vergadering zonder de toestemming van de speciaal commissaris genomen beslissingen en ook die volgens welke de handelingen en beslissingen zonder die toestemming "van rechtswege nietig" zijn, wanneer de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de aanstelling van

.../...

de speciaal commissaris heeft doen bekendmaken in het Belgisch Staatsblad en duidelijk heeft gemaakt voor welke handelingen en beslissingen zijn toestemming is vereist.

Het is noodzakelijk in de ontworpen tekst de regeling inzake nietigheid van de resoluties van de algemene vergadering nader te bepalen en de tekst grondig te herzien wat de nietigheid van rechtswege betreft die wordt bepaald in het laatste lid van artikel 57, § 1, 1^o.

Henri de Page schreef reeds in 1934 in zijn "Traité élémentaire de droit civil belge" (deel II, nr. 781), : "l'intervention du juge est toujours nécessaire pour faire disparaître un acte auquel il manque un de ses éléments essentiels". Hij voegde daaraan toe "Cela est vrai aussi bien pour les actes dits "inexistants" que pour les actes "nuls de plein droit" et les actes "annulables" ... Un acte nul ne peut tomber, quelle que soit la cause de nullité, qu'à la suite de l'intervention du juge". De Page besloot : "En ce sens il n'existe pas de nullités de plein droit". Die verklaring is sedertdien voortdurend bevestigd en overgenomen door een zodanig groot aantal auteurs dat het geen zin heeft ze te noemen.

Het is dus nutteloos en zelfs nadelig die uitdrukking in de wet te gebruiken. Zij zou immers alleen de verklaring inhouden dat het niet onontbeerlijk is dat de nietigheid door de rechter wordt uitgesproken wil iemand er zich op kunnen beroepen; een zodanige verklaring zou evenwel afbreuk doen aan het grondbeginsel van ons rechtsbestel volgens hetwelk niemand zijn eigen rechter kan zijn. Degene

.../...

die de uitvoering van een akte weigert waarom hij wordt verzocht, moet de exceptie van nietigheid opwerpen; diegene die, nog voor hem verzocht werd ze uit te voeren, niet wenst gebonden te blijven door de overeenkomst moet een vordering tot nietigverklaring instellen; diegene van zijn kant die, nadat hij een nietige overeenkomst heeft uitgevoerd, de vergoeding van zijn prestaties wenst te verkrijgen, zal de nietigheid moeten aanvoeren tot staving van zijn recht op terugvordering. In alle gevallen dus zal de kwestie van de nietigheid gerechtelijk moeten worden besproken; de rechter zal moeten nagaan of, hoewel het niet zo lijkt, de handeling die is gesteld aangetast is door een gebrek waarop als sanctie de nietigheid staat. Alleen de rechter kan een burgerrechtelijke sanctie - en de nietigverklaring is er zo een - opleggen; het staat noch aan de individuen, noch aan een orgaan zoals de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, zich in de plaats te stellen van de rechterlijke macht om zonder het optreden van de rechter het opleggen van burgerrechtelijke sancties op gang te brengen.

Hoewel de uitdrukking "van rechtswege nietig" moet vervallen, is het daarentegen noodzakelijk dat in de tekst wordt duidelijk gemaakt welke regeling hij voor de nietigverklaring invoert. Inzonderheid moet in de tekst worden aangegeven wie de vordering tot nietigverklaring kan instellen, of die nietigheid kan worden gedekt door de toestemming van de commissaris nadat de handeling is gesteld, alsmede de termijn gedurende welke de nietigverklaring kan worden uitgesproken. Die verduidelijkingen moeten voorkomen in de tekst van de ontworpen wet. Het ontbreken ervan zou afbreuk doen aan de noodzakelijke

.../...

bescherming van de personen die al dan niet partij zijn bij onwettige handelingen. Maatregelen om het sparen te beschermen zouden zich, bij gebrek aan die verduidelijkingen, kunnen keren tegen de spaarders.

De regeling inzake nietigverklaring van de handelingen die zijn verricht na de bekendmaking van de aanstelling van een speciaal commissaris zou de regeling kunnen ingeven van de nietigverklaring van de beslissingen van de algemene vergadering waarin wordt voorzien, zelfs zonder bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van de opdracht van de speciaal commissaris.

3. Uit paragraaf 2, tweede lid, blijkt dat beroep kan worden ingesteld tegen sommige door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen genomen beslissingen, maar niet tegen de aanstelling van een speciaal commissaris.

De bepaling geeft weliswaar alleen maar de thans terzake bestaande tekst weer. De tekst van het ontwerp verzwaart niettemin de sanctie door in paragraaf 1, 1^o, in fine, te bepalen dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de aanstelling van de speciaal commissaris mag laten bekendmaken in het Belgisch Staatsblad en dat de handelingen en beslissingen van de betrokken kredietinstelling die zonder de toestemming van de speciaal commissaris worden vastgesteld, alsdan van rechtswege nietig zijn.

Een zodanig zware sanctie die overigens, zoals hierboven is gezegd, betwistbaar is, rechtvaardigt dat

.../...

beroep mogelijk is tegen de aanstelling van een speciaal commissaris.

Daaruit volgt dat het beroep waarin paragraaf 2, tweede lid, voorziet, moet worden uitgebreid tot de maatregel waarbij een speciaal commissaris wordt aangesteld.

3. Wat paragraaf 3 betreft heeft de gemachtigde van de Minister op de vraag of de controle van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen zich uitstrekt tot het door de kredietinstelling invoeren van een systeem dat tot doel heeft het ontduiken van de buitenlandse wet aan te moedigen, het volgende geantwoord :

"Cette disposition, reprise à la loi du 30 juin 1975 qui a complété l'article 39 de l'A.R. n° 185 du 9 juillet 1935 a, selon les termes des travaux préparatoires de la loi précitée, conféré à la Commission bancaire et financière un pouvoir d'ordre administratif et non d'ordre fiscal. Il s'agit, pour la Commission de démanteler des systèmes, jadis utilisés par les banques en vue de faciliter la fraude fiscale dans le chef de la clientèle. L'idée est qu'un établissement de crédit ne doit pas s'écarter, dans ce but, des bonnes pratiques bancaires même s'il ne commet lui-même, ni personnellement, ni comme coauteur ou complice, une infraction à la législation fiscale. Que l'on pense, c'est l'exemple le plus simple, à l'acceptation de coupons de titres de la clientèle en vue de les faire encaisser à l'étranger sans retenue du précompte, le tout se passant "hors comptabilité" de la banque.

Le législateur de 1975 pensait évidemment aux procédés intéressant la fiscalité belge et c'est par rapport à celle-ci que la Commission bancaire et financière a été amenée à faire supprimer de tels procédés. Mais, compte tenu de la ratio legis de la disposition, il n'est pas a priori exclu que la Commis-

.../...

sion bancaire et financière fasse de même à l'égard de systèmes favorisant la fraude au regard de lois fiscales étrangères. La question pourrait se poser, pense-t-on, avec pertinence dans le cadre d'un contrôle des succursales d'une banque belge dans un autre Etat de la Communauté, si elles devaient favoriser la fraude fiscale de leur clientèle à l'égard des lois de cet Etat".

Uit de algemene opmerking nr. V, 3, blijkt dat de paragraaf moet vervallen of volledig moet worden herzien.

Artikel 61.

Paragraaf 2, 15°, is alleen van belang voor de instellingen die de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid hebben.

Doordat de voormelde bepaling in strijd is met artikel 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wijkt ze af van de regel dat een authentieke akte wordt vereist. De formule die voorkomt in het eerste lid van het voormelde artikel 4 moet worden overgenomen, te weten "bij een bijzondere akte, hetzij een authentieke, hetzij een onderhandse".

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"15° in afwijking van artikel 4, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, kunnen de aangesloten instellingen met de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijk-

.../...

heid worden opgericht bij bijzondere, authentieke of onderhandse akten; de akten tot wijziging van hun statuten kunnen eveneens in die vorm worden opge-maakt".

Artikel 65.

In het tweede lid schrijve men in de Franse tekst :
"... après que l'autorité de contrôle ... aura communi-
qué ...".

Artikel 69.

Het ligt voor de hand dat de in het artikel bedoelde bijzondere vereisten geen afbreuk zouden mogen doen aan het verbod op een discriminerende of restrictieve behandeling waarin artikel 14, lid 2, van richt-
lijn 89/646/EEG voorziet.

Artikel 70.

Het tweede lid bepaalt :

"De kennisgeving door de Commissie voor het Bank-
en Financiewezen van de gegevens waarvan sprake in deze
voorschriften, aan de in de artikelen 65 en 66 bedoelde
kredietinstellingen, geschiedt buiten de verantwoorde-
lijkheid van de Commissie".

.../...

In weerwil van de in de memorie van toelichting verstrekte uitleg, is het de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van de beginselen van het gemeen recht inzake aansprakelijkheid buiten de overeenkomst, ongeacht de ernst van de begane fout.

Artikel 73.

Het zou beter zijn het begin van paragraaf 2 als volgt te stellen : "De buitenlandse autoriteiten, bevoegd voor de controle op de ...".

Artikel 74.

Paragraaf 2, eerste lid.

Op de vraag of de richtlijnen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen individueel zijn of algemeen, heeft de gemachtigde van de Minister het volgende geantwoord :

"La question a été posée s'il s'agit d'instructions réglementaires générales ou d'instructions individuelles. Il s'agit en réalité d'instructions générales non réglementaires. Le terme d'"instructions" a toujours été utilisé par la Commission bancaire depuis 1935 pour préciser les diligences à effectuer par les reviseurs dans leur collaboration au contrôle public revenant à la commission.

Comme indiqué dans le commentaire des articles (p. 69), la réforme du contrôle revisoral réalisée par le projet comporte la volonté de déterminer limita-

.../...

tivement dans la loi elle-même les missions propres des reviseurs, ce qui n'était pas aussi clairement le cas dans la législation antérieure. C'est l'objet des articles 55 et 74, § 2. Dans ce contexte, les "instructions" se limitent à préciser concrètement la portée de ces dispositions. Il s'agit donc d'instructions de type interprétatif et de mise en oeuvre de dispositifs matériels de collaboration avec la Commission bancaire et financière".

De aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen verleende bevoegdheid is slechts aanvaardbaar als zij de in het hierboven weergegeven antwoord bepaalde grenzen niet overschrijdt.

Uit de verstrekte uitleg blijkt immers dat er geen risico bestaat dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen bepalingen vaststelt met verordenende waarde die alleen de Koning mag vaststellen, te meer daar zij een weerslag zouden kunnen hebben op de situatie van de gecontroleerde ondernemingen.

Artikel 74, § 2, eerste lid, 4°, kan vergeleken worden met artikel 55, eerste lid, 3°. Hoewel de teksten op elkaar lijken, mogen in het eerste geval de verslagen van de commissarissen-revisoren niet worden toegezonden aan de leiders van het bijkantoor, terwijl ze in het tweede geval wel mogen worden toegezonden aan de leiders van de kredietinstellingen. Die verschillende regeling zou in de memorie van toelichting moeten worden uitgelegd.

.../...

Paragraaf 2, tweede lid.

Het is niet duidelijk waarom de aan de leiders van de onderneming gerichte mededeling wordt beperkt tot 5°, b, alleen. Er zou eveneens moeten worden verwezen naar 4°, 5°, a, en 6° van het eerste lid.

Artikel 75.Paragraaf 4.

1. Op de vraag naar de betekenis van de woord "Onverminderd de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken", heeft de gemachtigde van de Minister geantwoord dat de administratieve procedures die kunnen worden gevoerd tegen de kredietinstellingen geen afbreuk doen aan de strafrechtelijke of burgerrechtelijke sancties die door de hoven en rechtbanken moeten worden uitgesproken.

Bijgevolg dienen de woorden "Onverminderd de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken" als overbodig te vervallen.

2. Aan het slot van de paragraaf schrijve men "handelingen heeft verricht" in de plaats van "handelingen heeft gesteld".

.../...

Artikel 79.Paragrafen 1 en 3.

Artikel 79, § 1, 1^o, en § 3, handelt over de "vergunning aan een bijkantoor"; in paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "vergunning aan het bijkantoor" gebruikt en in paragraaf 3, tweede lid, is sprake van bijkantoor "waaraan zij een vergunning heeft verleend";

Uit die uitdrukkingen blijkt dat indien de administratieve handeling waarbij door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen een vergunning wordt verleend, bestemd is voor de kredietinstelling die bij haar een aanvraag heeft ingediend om in België bankwerkzaamheden te mogen uitoefenen, het onderwerp ervan - waarvoor een vergunning wordt verleend - eigenlijk een bijkantoor is.

De summiere werkwijze in artikel 79, § 1, die erin bestaat sommige teksten van afdeling II van titel II van het ontwerp, die zijn opgesteld om de voorwaarden te bepalen waaraan het verlenen van een vergunning aan kredietinstellingen "naar Belgisch recht" gebonden is, toepasselijk te verklaren op het verlenen van een vergunning aan bijkantoren, brengt dan ook veel dubbelzinnigheden mee. De aangewende methode maakt het onder meer niet mogelijk te weten of deze of gene voorwaarde ten aanzien van de aanvragende kredietinstelling moet worden beoordeeld, of ten aanzien van het bijkantoor waarvan die instelling de oprichting beoogt.

.../...

Zo bijvoorbeeld heeft de voorwaarde in artikel 79, § 1, 3°, waarin wordt verwezen naar artikel 15, uiteraard betrekking op de aanvragende kredietinstelling en niet op het bijkantoor, dat per definitie geen rechtspersoonlijkheid bezit en dus geen vennootschap kan zijn. De voorwaarde daarentegen in artikel 79, § 1, 4°, waarin wordt verwezen naar artikel 16, dat een minimumkapitaal voorschrijft, zou betrekking kunnen hebben op het kapitaal van de aanvragende instelling of alleen op het bedrag dat de aanvragende instelling moet aanwenden voor haar gezamenlijke verrichtingen in België, zoals bepaald in het thans geldende artikel 10 van besluit nr. 185.

Die onduidelijkheden moeten verdwijnen. Er moet worden afgezien van die werkwijze en de voorwaarden die worden gesteld voor het verlenen van vergunning aan een bijkantoor waarom wordt verzocht door een kredietinstelling die onder het recht valt van een staat die geen lid is van de Europese Gemeenschap, moeten rechtstreeks en volledig worden geformuleerd. Zo zal de strekking van elk van de voorwaarden nader kunnen worden bepaald.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 80, § 1, 81 en 84.

Paragraaf 3.

1. Het eerste lid zou beter in paragraaf 2 komen te staan, waarvan het het eerste lid zou vormen, omdat het

.../...

lid betrekking heeft op de voorwaarden tot weigering van vergunning.

2. Het tweede lid moet worden gesplitst in twee leden.

In het eerste lid zou worden bepaald dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen voorwaarden kan opleggen bij het verlenen van vergunning aan een bijkantoor wanneer zij van oordeel is dat de bescherming van de spaarders of de prudente en gezonde bedrijfsvoering van de instelling dit vereisen.

Het tweede lid zou de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de mogelijkheid bieden, om dezelfde redenen, voorwaarden op te leggen opdat een instelling waaraan reeds vergunning is verleend, haar activiteiten mag voortzetten.

Op de vraag naar de aard van die voorwaarden heeft de gemachtigde van de Minister het volgende geantwoord :

"On peut citer comme exemples de conditions mises à l'exercice de l'activité d'une succursale d'établissement de crédit extracommunautaire, les exigences que la Commission bancaire et financière mettrait pour éviter :

- qu'une succursale s'installe pour une activité spécialisée (ex. : activités de marché en valeurs mobilières) mais étende par après son activité au grand public sans avoir l'organisation adéquate;

.../...

- qu'une succursale en Belgique fasse du crédit à son siège central ou à des actionnaires étrangers de la société;
- qu'une succursale en Belgique veuille faire du crédit à des Etats étrangers, ce qui est contraire aux principes, les "risques-pays" devant être gérés par le siège central;
- qu'une succursale veuille effectuer des activités de marché mais en déléguant cette fonction à un tiers (organismes financiers) alors que la succursale doit maîtriser elle-même ses risques et donc les décisions qui les entraînent".

Kortom, de Regering en het Parlement zullen hebben uit te maken of de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in staat moet worden gesteld om ofwel voorwaarden op te leggen bij het behandelen van de vergunningsaanvraag, alleen indien het bijkantoor nieuwe activiteiten uitoefent, dan wel of die voorwaarden kunnen worden opgelegd, zelfs indien er geen wijziging is in de activiteiten.

Artikel 83.

Dit artikel regelt sommige zaken in verband met het sluiten, de inhoud en het einde (vijfde lid) van "overeenkomsten", die uiteraard geen privaatrechtelijke overeenkomsten zijn; het zijn evenmin internationale verdragen. Het is derhalve niet duidelijk welke plaats zij kunnen bekleden in de hiërarchie van de rechtsregels die in de Belgische rechtsorde van toepassing zijn, aangezien zij het werk zullen zijn, enerzijds van een Belgische instelling, goedgekeurd door de Belgische uitvoerende macht, en anderzijds van buitenlandse personen, die wellicht in de meeste

.../...

gevallen administratieve overheden zullen zijn. Het rechtskarakter en bijgevolg de bindende kracht van dergelijke "overeenkomsten" is derhalve zeer problematisch.

Dit probleem zou nauwelijks van belang zijn indien het alleen om de coördinatie van bestuurshandelingen zou gaan, zonder dat de rechtsgrond ervan werd aangetast. Het wordt ernstig aangezien het tweede lid bepaalt dat dergelijke overeenkomsten mogen afwijken van alle bepalingen van de wet met als enig voorbehoud, bepaald in het vierde lid, dat zij voor de bijkantoren van niet-communautaire banken geen gunstiger regels bevatten dan voor de bijkantoren van communautaire banken. Een dergelijke afwijkingsbevoegdheid, die algemeen is aangezien ze op basis van de wederkerigheid uitgeoefend dient te worden, zal onvermijdelijk een weerslag hebben op de behandeling, in het buitenland, van de Belgische instellingen en hun bijkantoren; die afwijkingsbevoegdheid dient dan ook in ieder geval voor de uitvoerende macht zelf weggelegd te worden en kan niet afhangen van de overeenstemmende wil van een buitenlandse overheid.

Artikel 86.

Er dient naar de algemene opmerking II verwezen te worden.

.../...

Artikel 90.Tweede lid.

De stellers van het ontwerp willen in de tweede zin, naar het eerste lid van artikel 90 en niet naar het eerste lid van artikel 89 verwijzen.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

"Artikel 89, tweede en derde lid, is mede van toepassing.

Het eerste lid van dit artikel is niet van toepassing op de bemiddelaars die optreden op ... (voorts zoals in de tweede zin van het tweede lid)".

Artikel 91.

Door in een vergoeding te voorzien die aan de Nationale Bank betaald moet worden tegen het door haar vastgestelde tarief voor mededelingen die niet met haar richtlijnen overeenstemmen, wijkt het ontwerp af van het gemeen recht inzake de buitencontractuele aansprakelijkheid. Het is de taak van de wetgever in een systeem te voorzien dat verschilt van dat bepaald in de artikelen 1382 en volgende van het Burgelijk Wetboek. In dat geval zou het te betalen forfait door de Koning vastgesteld moeten worden en niet door de Nationale Bank zelf.

.../...

Artikel 92.

Volgens het derde lid, stelt de Koning de inhoud en de regels vast voor de raadplegingen en mededelingen bedoeld in het artikel, alsook de regels van de rechtzettingsprocedure wanneer gebleken is dat gegevens onjuist zijn.

Bovendien bepaalt het eerste lid dat de Nationale Bank de voorwaarden voor de mededeling van de door haar ingezamelde gegevens vaststelt, alsook het tarief voor de mededeling van de aangevraagde gegevens.

In zoverre het eerste lid de voorwaarden voor de mededeling van gegevens vaststelt, overlapt het het derde lid.

Er dient derhalve bepaald te worden dat de Koning, naast dat wat in het derde lid bepaald is, het tarief voor de mededeling van de aangevraagde gegevens vaststelt.

Artikel 93.

Aan het begin van het eerste lid van de Franse tekst dient men te schrijven "... peut demander à la Commission bancaire et financière de lui communiquer" in plaats van "de se faire communiquer".

.../...

Artikel 94.

Er is een discrepantie tussen de Franse tekst, die naar artikel 92, § 1, verwijst en de Nederlandse tekst, die naar artikel 91, § 1, verwijst.

De Franse tekst dient aan de Nederlandse tekst aangepast te worden.

De artikelen 95 en 96.

Er dient naar de algemene opmerking nr. V verwezen te worden.

Artikel 99.Paragraaf 1.

In de richtlijn is sprake van "de met de wettelijke controle van de jaarrekening (...) belaste personen". Die uitdrukking wordt slechts één enkele keer in het ontwerp gebruikt. Zij verwijst, wat België betreft, behalve naar de commissarissen-revisoren en de financieel commissarissen, naar de andere personen die in het buitenland mogelijk met soortgelijke opdrachten belast zijn maar misschien andere titels voeren. Omwille van de duidelijkheid wordt voorgesteld in paragraaf 1, 1^o, te schrijven : "de commissarissen-revisoren en de andere personen die in het kader van hun opdracht met de wettelijke controle op de jaarrekening van

.../...

Belgische of buitenlandse kredietinstellingen en financiële instellingen belast zijn;".

Paragraaf 4.

Paragraaf 4 bezit geen normatieve strekking en dient dus te vervallen.

Artikel 101.

Dit artikel neemt de inhoud van artikel 3, lid 9, van richtlijn 92/30/EEG van 6 april 1992 over, dat het volgende bepaalt :

"Onverminderd het bepaalde in lid 8, mogen de bevoegde autoriteiten die vergunning hebben verleend aan de dochteronderneming van een moederonderneming die een kredietinstelling is, bij overeenkomst hun toezichthoudende verantwoordelijkheden overdragen aan de bevoegde autoriteiten die vergunning hebben verleend aan en toezicht uitoefenen op de moederonderneming. De Commissie wordt over het afsluiten en de strekking van dergelijke overeenkomsten ingelicht. Zij licht de bevoegde autoriteiten van de overige Lid-Staten en het Raadgevend Comité voor het bankwezen hierover in".

Artikel 101 voorziet niet in de verplichting om de Europese Commissie over het afsluiten en de strekking van de in het artikel bedoelde regels in te lichten.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 40bis, § 8, (artikel 120 van het ontwerp).

.../...

Artikel 103.Tweede lid.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de Minister blijkt dat de steller van het ontwerp een dwangsom wil opleggen en geen administratieve boete, zoals in de Nederlandse tekst staat.

De dwangsom vormt in feite de herstelling van het nadeel dat een persoon ondervindt wanneer hij de tenuitvoerlegging van een door hem verkregen gerechtelijke beslissing niet verkrijgt.

Daaruit volgt dat de dwangsom alleen door de rechter opgelegd kan worden.

Artikel 103 dient derhalve te vervallen.

Algemene opmerking over Hoofdstuk II
"Strafrechtelijke sancties".

Door het systeem van totaalverwijzing dat artikel 104, 4°, 6° en 8° gebruikt, blijft de wetgever in gebreke om elk bestanddeel van elk strafbaar feit te bepalen en er de ernst van aan te geven. Artikel 9 van de Grondwet echter belast alleen de wetgever met het bepalen van het tarief van de straffen en schrijft hem dwingend voor zijn bevoegdheid zo nauwkeurig mogelijk uit te oefenen.

.../...

Om zich naar die grondwettelijke regel te richten dient de wetgever dus zelf een omschrijving van de strafbare feiten te geven door ze als zodanig te bestempelen, en dient hij met name aan te geven of het bedrieglijke karakter al dan niet vereist is. Er dient inzonderheid voorkomen te worden straffen vast te stellen voor overtredingen van bepalingen die nog niet uitgewerkt zijn.

Wanneer elke schending van het geringste voorschrift van de aangehaalde artikelen wordt bestraft, wordt de werkingssfeer van de strafmaatregelen al te uitgebreid, en wordt het uiteindelijk mogelijk om in bepaalde gevallen straffen op te leggen die buiten verband staan met de ernst van de strafbare feiten (1).

Artikel 104.

1. Het artikel maakt ten aanzien van hen die een strafbaar feit plegen geen enkel onderscheid op basis van hun functie in de vennootschap. Al wie één van de zeer talrijke artikelen waarnaar verwezen wordt, schendt, is strafbaar.

De hoedanigheid van de persoon die het strafbare feit pleegt dient bepaald te worden.

(1) Zie in dit verband : Thierry AFSCHRIFT en Annemie ROM-BOUTS, La loi sur le blanchiment est-elle applicable aux infractions fiscales, Journal des tribunaux 1992, blz. 609 tot 617, inzonderheid het besluit inzake het gevaar van bovenmatige strafmaatregelen, blz. 617.

2. Wat paragraaf 1, 3°, betreft, dient verwezen te worden naar de opmerking gemaakt over artikel 24, § 4.

De aandeelhouder die zijn effecten op de beurs wil verkopen en verzuimt de identiteit van de aankopers aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen mee te delen mag niet gestraft worden. Hij kan immers niet voldoen aan de vereisten van het genoemde artikel 24, § 4, aangezien hij onmogelijk door de beursmaatschappijen, die de verplichte bemiddelaars bij dergelijke verrichtingen zijn, over die identiteit geïnformeerd kan worden.

3. Nog steeds in 3° dient bepaald te worden wie van de leiders van een kredietinstelling verantwoordelijk is voor de overtreding van artikel 24, § 6.

4. In zoverre 4° van paragraaf 1 naar de artikelen 38 en 40 verwijst, stelt het een sanctie op een voornemen dat niet noodzakelijk gevolgen heeft en bijgevolg niet strafbaar is.

De verwijzing naar die artikelen dient te vervallen.

5. Bovendien straft 4° diegenen die de besluiten en reglementen overtreden die, in tegenstelling tot de bestraffingsregeling bepaald in sommige artikelen van de ontworpen wet, nog niet vastgesteld zijn.

.../...

De werkwijze waarbij naar toekomstige bepalingen verwezen wordt, is in tegenspraak met de algemene beginselen inzake strafbaarstelling.

Bovendien dient verwezen te worden naar de opmerking die is gemaakt aan het begin van het hoofdstuk betreffende de strafrechtelijke sancties.

6. In punt 6° is de verwijzing naar artikel 75, § 2, derde lid, onjuist. Paragraaf 2 bevat geen derde lid. De verwijzing dient dus verbeterd te worden.

7. Volgens punt 9°, zal "(wie) de onderzoeken en controles verhindert waartoe hij verplicht is ... in het buitenland ..." gestraft worden.

Het spreekt vanzelf dat de uitgevaardigde bepaling vastgesteld is onder voorbehoud van artikel 7 van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

8. Paragraaf 2 zou duidelijker zijn indien hij als volgt geredigeerd zou worden :

"§ 2. Iedere overtreding van het verbod uitgevaardigd in artikel 19 wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van duizend tot tienduizend frank".

.../...

Artikel 108.

Het tweede lid, dat bepaalt dat iedere strafrechtelijke vordering op grond van de in het eerste lid bedoelde misdrijven ter kennis van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen moet worden gebracht door het openbaar ministerie bij de strafrechtbank waar de vordering aanhangig is, pleegt inbreuk op het beginsel van de geheimhouding van het onderzoek en is daarom niet aanvaardbaar.

Het tweede lid dient derhalve te vervallen.

Artikel 109.

Volgens artikel 109 is de Commissie voor het Bank- en Financiewezen gerechtigd om in elke stand van het geding tussen te komen voor de strafrechter bij wie een door de ontworpen wet bestraft strafbaar feit aanhangig is, zonder dat zij daarom het bestaan van enig nadeel hoeft aan te tonen.

In beginsel kan in een strafgeding alleen de persoon tussenkomen die zich burgerlijke partij stelt en als zodanig het herstel eist van enig nadeel dat hij moet aantonen.

Het artikel bepaalt dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan tussenkomen zonder dat ze zelfs het bestaan van enig nadeel hoeft aan te tonen.

.../...

Ook al kan de ontworpen wet machtiging verlenen tot een tussenkomst die bij de huidige stand van het strafgeding ongewoon is, dan nog dienen de nadere regels voor die tussenkomst in het Wetboek van Strafvordering duidelijk aangegeven te worden.

Artikel 110.

De tekst zegt niet hoe het percentage van de in het artikel bedoelde schadeloosstelling bij verordening vastgesteld wordt.

Het artikel zou moeten bepalen, dat de Koning het percentage van de schadeloosstelling van de cliënten van de kredietinstellingen bepaalt, zoals dat het geval is met de beursvennootschappen.

*

Wat de artikelen 111 tot 121 betreft, dient naar de algemene opmerking nr. I verwezen te worden.

De volgende opmerkingen worden onder dat voorbehoud gemaakt.

Artikel 112.

1. De artikelen 112, 1^o, en 147, derde lid, 2^o, van het ontwerp bepalen dat de bepalingen van titel II van het

.../...

koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 opgeheven worden op de datum waarop het Wetboek op de financiële transacties en de financiële markten, zoals bedoeld in artikel 225 van de wet van 4 december 1990 in werking treedt, terwijl uit de artikelen 145 en 147, eerste lid, blijkt dat sommige bepalingen van voornoemde titel II op 1 januari 1993 gewijzigd zullen worden.

Tegelijkertijd in eenzelfde ontwerp de wijziging van sommige wetsbepalingen en de opheffing ervan voorschrijven is een vrij ingewikkelde werkwijze die in het onderhavige geval niet aangewend hoeft te worden. Aangezien de bepalingen van titel II van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 deel uitmaken van de werkingssfeer van de codificatie voorgeschreven in artikel 225 van de wet van 4 december 1990, moet logischerwijze de wet tot bekrachtiging van het koninklijk besluit dat die codificatie tot stand brengt (en niet het onderhavige ontwerp) voorzien in de opheffing van de bepalingen waarvan het Wetboek op de financiële transacties en de financiële markten de inhoud overneemt. Bijgevolg wordt voorgesteld de opheffing van de bepalingen van titel II van het koninklijk besluit nr. 185 niet in dit ontwerp voor te schrijven.

2. Aangezien artikel 58 van de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen de artikelen 47 tot 60 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 (titel V) opgeheven heeft, is het nutteloos dezelfde opheffing voor te schrijven in artikel 112, 1^o.

.../...

3. Wanneer men een artikel wil vervangen, is het niet nodig dat eerst op te heffen. Bijgevolg hoeft in artikel 112, 3°, niet te worden verwezen naar de artikelen 38 en 39 van het koninklijk besluit nr. 185, die bij de artikelen 117 en 118 van het ontwerp worden vervangen.

4. De bepalingen van artikel 112, die met inachtneming van de voorgaande opmerkingen overblijven, zouden beter in artikel 142 vermeld worden, dat de opheffingsbepalingen samenbrengt waarin het ontwerp dient te voorzien.

Artikel 114.

1. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen is niet belast met de controle op de wetten en besluiten. Zij is alleen belast met de controle op de naleving van sommige wetten en sommige besluiten wanneer zij hiertoe de opdracht heeft gekregen.

De tekst moet in die zin herzien worden.

Artikel 115.

Het ontworpen artikel 36 brengt "de werkingskosten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen" ten laste van de ondernemingen.

.../...

Het verlenen van bevoegdheid aan de Koning om er de grenzen van vast te stellen en de manier waarop de kosten gedragen moeten worden, toont aan dat de steller van het ontwerp geen belasting maar een retributie bedoelt.

De deelneming aan de kosten van de werking van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen beantwoordt niet aan de criteria voor een retributie, zoals die afgeleid zijn uit de rechtsleer en de rechtspraak.

Zoals de Raad van State in verscheidene adviezen heeft opgemerkt, moet de retributie aan, de volgende voorwaarden voldoen om conform artikel 113 van de Grondwet te zijn :

- 1º de retributie moet de onmiddellijke tegenprestatie zijn voor een dienst en moet in verhouding zijn tot de kostprijs ervan;
- 2º de dienst moet speciaal worden verstrekt aan een gebruiker en niet aan de gemeenschap;
- 3º het gebruik maken van de dienst waarvoor de retributie als tegenprestatie geldt moet vrijwillig geschieden (1).

(1) Advies van de Raad van State van 5 februari 1990, betreffende een voorontwerp van decreet "sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables", W.G.R., 1989-1990, nr. 151/1, bijlage I, blz. 44-45. Inzake rechtsleer zie J.-M. VAN BOL, L'impôt et la redevance comme instruments des politiques régionales et communautaires, Administration publique, kwart., 1986, blz. 259; R. DRUYTS, De financiering van de zuivering van oppervlaktewateren in Vlaanderen : een brug over troebel water, Rechtskundig

De retributie kan derhalve in de bewoordingen van artikel 113 van de Grondwet alleen maar een belasting ten behoeve van de Staat zijn, waarvan het tarief in de wet zelf bepaald moet zijn.

Artikel 117.

1. Deze tekst wil in de Wetgeving tot organisatie van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen regels invoegen die tot op dit moment in de artikelen 72 en 74, 2°, van de wet van 30 juni 1975 betreffende de banken en de private spaarkassen voorkomen.

Inzoverre de tekst de Commissie voor het Bank- en Financiewezen machtigt om verificaties te verrichten of te laten verrichten in de boeken of stukken van degenen die zij ervan verdenkt de waarheid te hebben verhuld, geeft hij niet aan welke de bevoegdheden juist verleend worden. Is het de bevoegdheid om de overlegging van boeken en stukken te eisen of gaat het om een echte bevoegdheid om huiszoekingen te verrichten ? In de tekst dienen de aan de Commissie voor

Weekblad, 1989-1990, blz. 735; B. PEETERS, De begrippen belasting, last en retributie, Rechtskundig Weekblad, 1987-1988, blz. 241-250; D. DEOM : Le statut juridique des entreprises publiques, Story Scientia, Brussel, 1990, blz. 384-385.

Zie ook de adviezen L. 19.854/9 van 22 juni 1990 "sur un projet de décret relatif aux conditions d'exploitation des établissements d'hébergement et des établissements hôteliers" en L. 19.892/2 van 11 juni 1990 over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 21 januari 1987 inzake de risico's van zware ongevallen bij bepaalde industriële activiteiten".

.../...

het Bank- en Financiewezen toegekende prerogatieven dus duidelijk afgelijnd te worden, waarbij men niet uit het oog mag verliezen dat het personeel van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen geen enkele eed van gehoorzaamheid aan de Grondwet en aan de wetten van het Belgische volk heeft afgelegd.

Bij het probleem van de afbakening van die bevoegdheden moet rekening gehouden worden met het feit dat, volgens de bewoordingen van het eerste lid van artikel 117 (het ontworpen artikel 38 van besluit nr. 185), die onderzoeken ingesteld kunnen worden tegen een persoon die normaal niet aan de controle van de Commissie onderworpen is, maar door deze instelling gewoonweg ervan verdacht wordt handelingen te hebben verricht die zouden kunnen wettigen dat hij gecontroleerd moet worden. Het gaat dus om een preventief onderzoek dat tegen alle burgers ingesteld kan worden. Daarom dient met een bijzondere omzichtigheid nagegaan te worden in hoeverre de ontworpen wet afbreuk zou kunnen doen aan het grondwettelijk beginsel van de onschendbaarheid van de woning.

2. Bij het vierde lid, 2^o, dient wat de woorden "van de wetten en reglementen waarop de Commissie voor het Bank- en Financiewezen moet toezien" betreft, dezelfde opmerking als bij artikel 114 gemaakt te worden.

Artikel 119.

.../...

Er dient naar de algemene opmerking nr. V verwezen te worden.

*

Artikel 123.

De inleidende zin moet als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1948, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

Artikel 125.

1. In het ontworpen artikel 7 heeft het woord "initialement" geen tegenhanger in de Nederlandse tekst.

Die discrepantie dient verholpen te worden.

2. In 2° dient de inleidende zin als volgt geredigeerd te worden :

"Artikel 15, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1958, wordt vervangen door het volgende lid :".

Artikel 127.

.../...

1. Artikel 27bis, derde lid, waarvan artikel 134 van het ontwerp de invoeging beoogt in het besluit nr. 43 van 15 december 1934 betreffende de controle op de kapitalisatieondernemingen, vormt eigenlijk een bepaling tot wijziging van artikel 124, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Het zou beter zijn artikel 27bis, derde lid, weg te laten en artikel 127 van het ontwerp te wijzigen zodat die tweede wijziging, die in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 moet worden aangebracht, daarin vermeld wordt.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"In het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° artikel 21, 5°, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"5° (artikel 21, 5°, met de vormwijzigingen die het ontwerp erin aanbrengt overnemen)";

2° in artikel 124, eerste lid, worden de woorden "in artikel 56, §§ 1 en 2, 2°, c, f en g" vervangen door de woorden "in artikel 56, §§ 1 en 2, 2°, f en g".

Artikel 128.

Voorgesteld wordt dit artikel weg te laten en het geheel van de wijzigingen die in het koninklijk besluit

.../...

nr. 64 van 10 november 1967 tot regeling van het statuut van de portefeuillemaat­schappijen aangebracht dienen te worden, in artikel 133 van het ontwerp samen te brengen.

Artikel 129.

In 1º schrijve men in de ontworpen bepaling :
"... een rekening bij DE POST (Postcheck) of bij een in België gevestigde kredietinstelling ...".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen tekst onder 2º.

Artikel 130.

1. Aan het begin van het artikel schrijve men "In artikel 3, 2º, ...".

2. Bij het ontworpen c is de verwijzing naar "artikel 65 van dezelfde wet" dubbelzinnig. Het is beter te schrijven "artikel 65 van de genoemde wet van ...".

Artikel 131.

De ontworpen wijziging van artikel 220, 1º, van de wet van 4 december 1990 strekt eigenlijk tot een verzwaring van de strafbepalingen.

.../...

De tekst van de memorie van toelichting betreffende die wijziging dient gecorrigeerd te worden.

Artikel 132.

1. In 1° verwijst de ontworpen tekst naar "de verbodsbepalingen van artikel 27, § 2, van de wet ...".

Het is echter paragraaf 1 van artikel 27 welke die verbodsbepalingen voorschrijft, terwijl paragraaf 2 de gevallen bevat waarin die verbodsbepalingen niet van toepassing zijn.

De verwijzing dient herzien te worden.

2. De ontworpen bepaling onder 2° zou eenvoudiger zijn indien zij als volgt werd geredigeerd :

"De overtredingen bepaald in § 2 worden gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot twee jaar en met geldboete van duizend tot tienduizend frank. Boek I van het Strafwetboek is, inclusief hoofdstuk VII en artikel 85, op die overtredingen van toepassing";

3. In 6° verleent het ontworpen artikel 217, 3°, de Commissie voor het Bank- en Financiewezen de bevoegdheid om "in bijzondere gevallen" af te wijken. In de huidige

.../...

tekst van artikel 217 is van een dergelijke bevoegdheid geen sprake.

Volgens de memorie van toelichting brengt artikel 132, met uitzondering van 3°, de "meestal wetgevings-technische wijzigingen" aan.

Het gaat vanzelfsprekend niet om een wetgevings-technische wijziging maar om het toekennen van een bevoegdheid die vroeger niet bestond.

Voor het overige dient naar de algemene opmerkingen II en III verwezen te worden.

4. Onderdeel 7° van artikel 132 wil artikel 218 van de wet van 17 juni 1991 opheffen.

Dit laatste artikel wijzigt echter artikel 73 van de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de

banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen.

De opheffing van artikel 218 zal pas rechtsgevolgen hebben als die wijziging niet van kracht is geworden voordat het ontwerp in werking treedt.

Bij 11° dient een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

.../...

Artikel 133.

1. Er wordt naar de algemene opmerking nr. III verwezen.

2. Indien het voorstel gedaan in artikel 128 aanvaard wordt, dient in artikel 133 een onderdeel 1^o ingevoegd te worden, luidende :

"1^o in artikel 3, eerste lid, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1975 en 4 december 1990, vervallen de woorden "of op ... (voorts zoals in artikel 128 van het ontwerp)";".

.../...

3. In 1° (dat 2° wordt) zou het beter zijn de inleidende zin als volgt te redigeren :

"2° Artikel 7, gewijzigd bij de wet van 4 december 1990, wordt aangevuld met de volgende leden :".

4. In 2° (dat 3° wordt), zijn de woorden "In artikel 10, eerste lid, 1°" verkeerd en dienen ze vervangen te worden door de woorden "In artikel 11, eerste lid, 1°, gewijzigd bij de wet van 20 januari 1978,".

5. Door de schending van de besluiten vastgesteld krachtens het artikel ook als een strafbaar feit te beschouwen, voert de tekst een strafbaar feit in dat tevoren niet bestond.

De memorie van toelichting wettigt die uitbreiding van de bestraffing niet. Zij moet wat dit betreft worden aangevuld.

Artikel 134.

1. Wat het ontworpen artikel 27bis, derde lid, betreft, kan het onderbreken van het ontvangen van gelden voor het stijven van de pensioenspaarrekeningen die vóór de inwerkingtreding van de ontworpen wet geopend zijn de rekeninghouders benadelen.

.../...

De Regering en het Parlement dienen aan dit gevolg aandacht te schenken.

Bovendien dient in dit verband verwezen te worden naar de opmerking over artikel 127.

3. Het ontworpen artikel 27bis, vijfde lid, van het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934 strekt ertoe aan de Koning bijzondere machten te verlenen die hem in staat stellen de wetten op de financiële ondernemingen en transacties te wijzigen alsook het koninklijk besluit nr. 43 van 15 december 1934, vastgesteld krachtens bijzondere machten en bekrachtigd bij de wet van 4 mei 1936, 23°, op te heffen.

Wat dit betreft dient naar de algemene opmerking nr. IV verwezen te worden.

Artikel 142.

Het artikel verzuimt de wijzigingen aan te geven die de teksten die het opheft vroeger hebben ondergaan; bovendien dient conform de algemene opmerking nr. I de opheffing van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 erin opgenomen te worden.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Opgeheven worden :

- 1° het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, gewijzigd bij ...;
- 2° de artikelen 1 tot 18 van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 63 van 10 november 1967 en bij de wetten van 30 juni 1975, 8 augustus 1980, 17 juli 1985, 4 december 1990, 22 juli 1991 en 4 augustus 1992;
- 3° de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967, gewijzigd bij het besluit nr. 57 van 10 november 1967 en bij de wetten van 30 juni 1975, 8 augustus 1980, 21 februari 1985, 17 juli 1985, 4 december 1990, 18 juli 1991, 28 juli 1992 en 4 augustus 1992;
- 4° de artikelen 69 tot 74 van de wet van 30 juni 1975 betreffende het statuut van de banken, de private spaarkassen en bepaalde andere financiële instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1980, 1 juli 1983 en 4 december 1990;
- 5° (zoals in 4° van het artikel)".

.../...

Artikel 143.

Het artikel verleent aan de Koning bijzondere machten die tot de hele wet worden doorgetrokken zonder tijdsbeperking.

Indien de internationale akkoorden of verdragen voor België gevolgen hebben, moeten ze door de wetgever bekrachtigd worden. Er is niets op tegen dat de aanpassingen van de Belgische wetgeving die eruit volgen in de goedkeuringswet worden weergegeven.

Bovendien dient naar de algemene opmerking nr. IV verwezen te worden.

Artikel 144.

Het artikel verleent de Koning de bevoegdheid om de "voorschriften en verwijzingen" aan te passen, terwijl het opschrift van hoofdstuk II alleen over de aanpassing van de verwijzingen spreekt.

Het is vreemd dat wetsbepalingen worden aangepast om een overeenstemming te bewerkstelligen met een latere coördinatie, terwijl deze in het algemeen bij koninklijk besluit geschiedt.

De aanpassing, bij koninklijk besluit, van de wetsbepalingen uit het ontwerp kan in sommige gevallen als de uitoefening van een bijzondere macht worden beschouwd.

.../...

In dat opzicht wordt naar de algemene opmerking nr. IV verwezen.

Artikel 145.

Dit artikel moet in het licht van de algemene opmerking nr. I herzien worden.

Artikel 146.

In paragraaf 1, eerste lid, zou het beter zijn te schrijven : "... en instellingen belast met de verrekening, de vereffening van betalingen of de afwikkeling van financiële transacties, kunnen in geval van faillissement of in geval van samenloop van schuldeisers, aan de schuldeisers worden tegengeworpen indien de te verrekenen vordering ...".

.../...

Bijlage I.

Tabel van concordantie tussen de bepalingen van de EEG-richtlijnen en die van het ontwerp van wet, meegedeeld door de gemachtigde van de Minister.

RICHTLIJNENONTWERP VAN WET (1)A. Richtlijn 89/117.

Art. 2

Art. 72 + K.B., dat onlangs door de Raad van State is onderzocht op grond van de huidige wetten

Art. 3

Art. 80, § 1, 2° (verwijzing naar artikel 44 + K.B., dat onlangs door de Raad van State is onderzocht op grond van de huidige wetten).

B. Richtlijn 89/646.

Art. 1, 1)
Art. 1, 2)
Art. 1, 3)
Art. 1, 4)
Art. 1, 5)
Art. 1, 6)
Art. 1, 7)
Art. 1, 8)
Art. 1, 9)
Art. 1, 10)
Art. 1, 11)

Art. 1, 2e lid
Art. 7 en volgende
Art. 3, § 1, 3°
Art. 3, § 1, 4°
Art. 46
Art. 3, § 1, 5°
doelloos
doelloos
Art. 3, § 1, 2°
Art. 3, § 1, 3°
K.B., dat onlangs door de Raad van State is onderzocht op grond van de huidige wetten

(1) Opgemerkt dient te worden dat de eerste bankrichtlijn 77/780 in de verschillende, van kracht zijnde wetten op de kredietinstellingen is omgezet bij de wet van 17 juli 1985.
In deze concordantietabel beperken we ons dus tot de richtlijnen 89/117, 89/646 en 92/30, die op 1 januari 1993 in werking moeten treden (zie verder de verwijzingen naar de richtlijnen).

Art. 1, 12)
Art. 1, 13)
Art. 1, 14)

Art. 2, §§ 1 en 2
Art. 2, § 3

Art. 3

Art. 4, § 1
Art. 4, § 2

Art. 5

Art. 6, § 1
Art. 6, §§ 2 en 3

Art. 7

Art. 8, 1e lid, a), en 2e lid
Art. 8, 1e lid, b)

Art. 9, §§ 1, 2, 3 en 4, 1e lid
Art. 9, § 4, 2e tot 4e lid
Art. 9, § 5, 1e lid, a)
Art. 9, § 5, 1e lid, b)
Art. 9, § 6

Art. 10, § 1
Art. 10, § 2
Art. 10, §§ 3 en 4
Art. 10, § 5

Art. 11, § 1, 1e lid
Art. 11, § 1, 2e lid
Art. 11, § 2
Art. 11, § 3
Art. 11, § 4
Art. 11, § 5, 1e lid
Art. 11, § 5, 2e lid

Art. 12, §§ 1 en 2
Art. 12, §§ 1, 2 en 3
(uitzondering)

Art. 3, § 1, 2°
Art. 3, § 1, 2°
doelloos

Art. 1, 2e lid, en art. 2, 1°
Art. 61

Art. 4

Art. 16
onbenutte mogelijkheid

Art. 17

Art. 65
omgezet bij wet van
4/12/1990 : art. 228, 247 en
248, § 1

Art. 9

Art. 14, 1e lid
Art. 25, 1e en 2e lid

doelloos
Art. 14, 2e en 3e lid
Art. 14, 2e lid
Art. 25, 3e lid
doelloos

Art. 23, § 1
Art. 23, § 2, 1e lid
Art. 23, § 2, 2e lid
Art. 12, § 3

Art. 24, § 1, 1e en 2e lid
Art. 24, § 3
Art. 24, § 2
Art. 24, § 4
Art. 24, § 6
Art. 24, § 7
Art. 24, § 5

Art. 32, § 5, en 137
Art. 32, § 4

.../...

Art. 12, § 4	Art. 32, § 3
Art. 12, § 5	Art. 32, § 6, en 57
Art. 12, § 6	Art. 49, § 2, 3e lid
Art. 12, § 7	doelloos
Art. 12, § 8 (gedeeltelijk)	Art. 32, § 6, 2e lid
Art. 13, § 1	Art. 46 en 48
Art. 13, § 2	Art. 20
Art. 13, § 3 (1)	Art. 49, § 2, 1e lid
Art. 14 (R 77/780, art. 7.1.)	Art. 97, 1º, en 101, 1e en 2e lid
Art. 14, § 2	Art. 68 en 69
Art. 14, § 3	Art. 101, 1e lid
Art. 15, § 1	Art. 73, § 2
Art. 15, § 2 (2)	Art. 48 en 73, § 1, 2e lid, en § 2
Art. 15, § 3	Art. 73, § 1, en 74
Art. 16 (vervanging art. 12, R 77/780)	
Art. 12, § 1, 1e lid	Art. 119 en 95 + 96, 1º + 100
Art. 12, § 1, 2e lid	Art. 96, 2º
Art. 12, § 2	Art. 97, 1º
Art. 12, § 3	Art. 97, 2º
Art. 12, § 4	Art. 98
Art. 12, § 5	Art. 99, § 1, en §§ 3 en 4
Art. 12, § 6	Art. 99, § 2
Art. 12, § 7	onbenut
Art. 17	Art. 57 en 102 en volgende
Art. 18, § 1	Art. 65 en 66
Art. 18, § 2	Art. 78 en 41-42
Art. 19	Art. 34, 1e tot 6e lid, 35 en 37
Art. 20	Art. 38 en 39

(1) Richtlijn 83/350 is vervangen door richtlijn 93/30.

(2) Richtlijn 83/350 is vervangen door richtlijn 93/30. Die neemt, in artikel 7, § 7, de tekst bedoeld in artikel 15, § 2, over (zie art. 10, § 2, van richtlijn 93/30).

.../...

Art. 21, § 1
 Art. 21, §§ 2, 3 en 4
 Art. 21, § 5
 Art. 21, § 6
 Art. 21, § 7
 Art. 21, § 8
 Art. 21, § 9
 Art. 21, § 10

Art. 21, § 11

Art. 22

Art. 23, § 1
 Art. 23, § 2

Art. 24

BIJLAGE

C. Richtlijn 93/30.

Art. 1

Art. 2

Art. 3
 § 1
 § 2
 § 3
 § 4
 § 5
 § 6
 § 7
 § 8

§ 9

Art. 71
 Art. 75, §§ 1 tot 4
 doelloos
 Art. 75, §§ 1 tot 3
 Art. 75, § 3
 Art. 75, §§ 1 tot 4
 Art. 59 en 76
 Art. 34, 6e lid, en art. 75,
 § 5
 doelloos

doelloos

Art. 135
 Art. 140

Art. 147, 1e lid

Art. 3, § 2

Art. 49

Art. 1, 2e lid; art. 3, § 1;
 art. 49, § 1

Art. 1; art. 49

Art. 49, § 2
 Art. 49, § 4
 Art. 49, §§ 2 (inz. het
 5e lid : reglement CBF) en 6
 Art. 49, § 5
 Art. 49, §§ 2 en 4
 Art. 49, §§ 2 (inz. het
 3e lid) en 4
 Art. 49, § 2 (inz. het 8e en
 het 9e lid)
 Art. 49, § 2 (inz. het 8e en
 het 9e lid) + reglement CBF
 betreffende de solvabiliteits-
 coëfficiënten op basis van de
 huidige wetten
 Art. 49, § 2 (inz. het
 10e lid); art. 101

.../...

§ 10	Art. 49, §§ 2 (inz. het 6e lid) en 4
Art. 4	Art. 49, § 2; art. 101
Art. 5	
§§ 1 en 2	Art. 49, §§ 2 (inz. het 1e, 2e en 5e lid) en 4
§ 3	Art. 49, § 2 (inz. het 2e lid)
§ 4	Art. 49, §§ 2 (inz. het 2e lid) en 3
§ 5	Art. 49, §§ 2, 3 en 4
Art. 6	Art. 49, § 5
Art. 7	
§ 1	doelloos
§§ 2 en 3	Art. 49, § 2 (inz. het 10e lid); art. 97; art. 99; art. 101
§ 4	Art. 49, § 2 (inz. het 7e lid)
§ 5	Art. 49, § 2 (inz. het 7e lid); art. 97; art. 98; art. 99
§ 6	Art. 13
§ 7	zie onder art. 15, § 2 van richtlijn 89/646; zie ook art. 49, § 2 (inz. het 10e lid), en art. 101
§ 8	Titel VIII : Strafbepalingen
Art. 8	doelloos
Art. 9	
§ 1	Art. 147
§ 2	Art. 49, §§ 2 en 4
Art. 8, 10 en 11	doelloos

Lijst van de vermelde EEG-richtlijnen.

- Eerste richtlijn 77/780/EEG van de Raad van 12 december 1987 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen; PB Nr. L 322/30 van 17 december 1977.

.../...

- Richtlijn 86/524/EEG van de Raad van 27 oktober 1986 tot wijziging van richtlijn 77/780/EEG voor wat betreft de lijst van permanent van haar toepassing uitgesloten kredietinstellingen; PB Nr. L 309/15 van 4 november 1986.
- Richtlijn 86/635/EEG van de Raad van 8 december 1986 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van banken en andere financiële instellingen; PB Nr. L 372/1 van 31 december 1986.
- Richtlijn 89/117/EEG van de Raad van 13 februari 1989 betreffende de verplichtingen inzake openbaarmaking van jaarstukken voor in een Lid-Staat gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen en financiële instellingen die hun hoofdkantoor buiten deze Lid-Staat hebben; PB Nr. L 44/40 van 16 februari 1989.
- Richtlijn 89/299/EEG van de Raad van 17 april 1989 betreffende het eigen vermogen van kredietinstellingen; PB Nr. L 124/16 van 5 mei 1989.
- Tweede richtlijn 89/646/EEG van de Raad van 15 december 1989 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen, alsmede tot wijziging van richtlijn 77/780/EEG; PB Nr. L 386/1 van 30 december 1989.
- Richtlijn 89/647/EEG van de Raad van 18 december 1989 betreffende een solvabiliteitsratio voor kredietinstellingen; PB Nr. L 386/14 van 30 december 1989.
- Richtlijn 92/30/EEG van de Raad van 6 april 1992 inzake toezicht op kredietinstellingen op geconsolideerde basis; PB Nr. L 110/52 van 28 april 1992.

.../...

Bijlage II.

Tabel van concordantie tussen de bepalingen van het ontwerp van wet en die van de EEG-richtlijnen, meegedeeld door de gemachtigde van de Minister.

ONTWERP VAN WET.TEKSTEN VAN DE GEMEENSCHAP.

Art. 1, 2e lid	R 77/780, art. 1, 1e streepje R 89/646, art. 1, 1)
Art. 2, 1°	R 77/780, art. 2, § 2, 3 eerste streepjes, zoals gewijzigd bij R 86/524, art. 1 R 89/646, art. 2, § 2
Art. 3, § 1, 2°	R 89/646, art. 1, 9), 12) en 13)
Art. 3, § 1, 3°	R 89/646, art. 1, 10)
Art. 3, § 1, 4°	R 89/646, art. 1, 4)
Art. 3, § 1, 5°	R 89/646, art. 1, 6)
Art. 3, § 1, 6°	R 89/646, art. 1, 3) + arrest HJEG
Art. 3, § 2	R 89/646, bijlage
Art. 4	R 89/646, art. 3
Art. 6	R 77/780, art. 5
Art. 7	R 77/780, art. 3, § 1
Art. 8	R 77/780, art. 3, § 4
Art. 9	R 89/646, art. 7
Art. 10, 1e lid	R 77/780, art. 3, § 6
Art. 13, 1e lid, in fine	R 77/780, art. 3, § 7
Art. 14, 1e lid	R 89/646, art. 8, 1e lid, a), en 2e lid
Art. 14, 2e en 3e lid	R 89/646, art. 9, §§ 3 tot 5
Art. 16, 1e lid	R 89/646, art. 4, § 1

.../...

Art. 17	R 89/646, art. 5
Art. 18	R 77/780, art. 3, § 2
Art. 20	R 89/646, art. 13, § 2
Art. 21	R 89/646, 8e considerans, in fine
Art. 23	R 89/646, art. 10
Art. 24	R 89/646, art. 11
Art. 25, 1e en 2e lid	R 89/646, art. 8, 1e lid, b), en 2e lid
Art. 25, 3e en 4e lid	R 89/646, art. 9, §§ 3 tot 5
Art. 32	R 89/646, art. 12
Art. 34, 1e tot 4e lid	R 89/646, art. 19, §§ 1 tot 4
Art. 34, 6e lid	R 89/646, art. 21, § 10
Art. 35	R 89/646, art. 19, § 3
Art. 37	R 89/646, art. 19, § 6
Art. 38	R 89/646, art. 20, § 1
Art. 39	R 89/646, art. 20, § 2
Art. 41 en 42	R 89/646, art. 18, § 2
Art. 43	R 89/299 R 89/647
Art. 44, 3e lid	R 86/635
Art. 46	R 89/646, art. 13, § 1 en § 2
Art. 48	R 89/646, art. 13, § 1, en 15
Art. 49 (1)	R 92/30

(1) Zie de hiernavolgende uitvoerige concordantietabellen.

Art. 56	R 77/780, art. 8, § 1, a)
Art. 57, § 1	R 77/780, art. 8, § 1 R 89/646, art. 17
Art. 57, § 2, 1e lid	R 77/780, art. 8, § 5
Art. 58 en 59	R 89/646, art. 21, §§ 2 en volgende
Art. 61	R 77/780, art. 2, § 4 R 89/646, art. 2, § 3
Art. 65, 1e en 2e lid	R 89/646, art. 18 en 19, §§ 2 tot 4
Art. 66	R 89/646, art. 20
Art. 68	R 89/646, art. 14, § 2
Art. 69	R 89/646, art. 14, § 2
Art. 70	R 89/646, art. 19, § 4, en 21, §§ 5 en 11
Art. 71	R 89/646, art. 21, § 1
Art. 72	R 89/646, art. 21, § 1, 2e lid R 89/117
Art. 73, § 1, 1e lid	R 89/646, art. 13, § 1, en 14, § 2
Art. 73, § 1, 2e lid	R 89/646, art. 15, § 3 R 77/780, art. 7, § 1, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 14, § 1
Art. 73, § 1, 3e lid	R 89/646, considerans nr. 22
Art. 73, § 2	R 89/646, art. 15, §§ 1 en 2
Art. 74, § 2, 4e lid	R 89/646, art. 15, §§ 1 en 2
Art. 75	R 89/646, art. 21, §§ 2 tot 8 en 10
Art. 76	R 89/646, art. 21, § 8
Art. 77	R 89/646, considerans nr. 22

.../...

Art. 78	R 89/646, art. 18, § 2
Art. 83, 4e lid	R 77/780, art. 9, § 1
Art. 95	R 77/780, art. 12, § 1, 1e lid in fine, zoals gewijzigd bij R 89/640, art. 16
Art. 96	R 77/780, art. 12, § 1, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 97, 1°	R 77/780, art. 12, § 2, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 97, 2°	R 77/780, art. 12, § 3, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 98	R 77/780, art. 12, § 4, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 99, § 1	R 77/780, art. 12, § 5, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 99, § 2	R 77/780, art. 12, § 6, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 99, § 3	R 77/780, art. 12, §§ 5 en 6, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 99, § 4	R 77/780, art. 12, § 5, 2e streepje, in fine, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 100	R 77/780, art. 12, § 1, 1e lid, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16
Art. 119	R 77/780, art. 12, § 1, 1e lid, zoals gewijzigd bij R 89/646, art. 16

.../...

Art. 135 (gedeeltelijk)	R 89/646, art. 23, § 1
Art. 137	R 89/646, art. 12
Art. 140	R 89/646, art. 23, § 2.

Lijst van de vermelde EEG-richtlijnen.

- Eerste richtlijn 77/780/EEG van de Raad van 12 december 1987 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen; PB Nr. L 322/30 van 17 december 1977.
- Richtlijn 86/524/EEG van de Raad van 27 oktober 1986 tot wijziging van richtlijn 77/780/EEG voor wat betreft de lijst van permanent van haar toepassing uitgesloten kredietinstellingen; PB Nr. L 309/15 van 4 november 1986.
- Richtlijn 86/635/EEG van de Raad van 8 december 1986 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van banken en andere financiële instellingen; PB Nr. L 372/1 van 31 december 1986.
- Richtlijn 89/117/EEG van de Raad van 13 februari 1989 betreffende de verplichtingen inzake openbaarmaking van jaarstukken voor in een Lid-Staat gevestigde bijkantoren van kredietinstellingen en financiële instellingen die hun hoofdkantoor buiten deze Lid-Staat hebben; PB Nr. L 44/40 van 16 februari 1989.
- Richtlijn 89/299/EEG van de Raad van 17 april 1989 betreffende het eigen vermogen van kredietinstellingen; PB Nr. L 124/16 van 5 mei 1989.
- Tweede richtlijn 89/646/EEG van de Raad van 15 december 1989 tot coördinatie van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen, alsmede tot wijziging van richtlijn 77/780/EEG; PB Nr. L 386/1 van 30 december 1989.
- Richtlijn 89/647/EEG van de Raad van 18 december 1989 betreffende een solvabiliteitsratio voor kredietinstellingen; PB Nr. L 386/14 van 30 december 1989.
- Richtlijn 92/30/EEG van de Raad van 6 april 1992 inzake toezicht op kredietinstellingen op geconsolideerde basis; PB Nr. L 110/52 van 28 april 1992.

.../...

De franse en nederlandse concordantietabellen
tussen artikel 49 van het ontwerp en de bepalingen van de
EEG-richtlijn hebben op disket plaats gevonden onder
rubrieken tabel FR en tabel NL.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois coordonnées du 12 janvier 1973.

DE H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY.

J.-J. STRYCKMANS.